

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
INSTITUTIONS DU COMMERCE
A AMIENS
AU XVIII^e SIÈCLE

Juridiction Consulaire et Chambre de Commerce
sous l'Ancien Régime et pendant la période révolutionnaire

Thèse présentée pour le Doctorat en Droit
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le 9 Décembre 1949, à 14 heures

par

PAUL LOGIÉ

Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique
Docteur ès Lettres - Licencié ès Sciences
Professeur à l'Ecole de Droit de Picardie



Membres du Jury :

MM. Gabriel LEPOINTE, Président
Henri LÉVY-BRUHL
Robert BESNIER

CHEZ L'AUTEUR — 20, RUE DUFOUR — AMIENS

1951

LES INSTITUTIONS DU COMMERCE
A AMIENS
AU XVIII^e SIÈCLE



DU MÊME AUTEUR :

LA FRONDE EN NORMANDIE

Thèse de Doctorat ès Lettres

(*Prix de Littérature régionaliste*
— de l'Académie de Rouen) —

EN VENTE CHEZ L'AUTEUR :
20, RUE DUFOUR — AMIENS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
INSTITUTIONS DU COMMERCE
A AMIENS
AU XVIII^e SIÈCLE

Juridiction Consulaire et Chambre de Commerce
sous l'Ancien Régime et pendant la période révolutionnaire

Thèse présentée pour le Doctorat en Droit
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le 9 Décembre 1949, à 14 heures

par

PAUL LOGIÉ

Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique
Docteur ès Lettres — Licencié ès Sciences
Professeur à l'Ecole de Droit de Picardie



Membres du Jury :

MM. Gabriel LEPOINTE, Président
Henri LÉVY-BRUHL
Robert BESNIER

CHEZ L'AUTEUR — 20, RUE DUFOUR — AMIENS

1951

La Faculté n'entend donner aucune
approbation ni improbation aux
opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

La ville d'Amiens connut au milieu du XVIII^e siècle une période de véritable prospérité commerciale et industrielle. C'est à cette époque que les fabricants de tissus donnèrent aux industries textiles un tel développement que les « articles d'Amiens » se répandirent sur les marchés les plus lointains. Mais si l'on peut dater des environs de 1750 ou 1760 les débuts de la grande industrie, ce fut d'abord le commerce qui bénéficia du nouvel essor économique. Traditionnellement, les « marchands » avaient toujours eu la prééminence sur les « fabricants » et ces derniers avaient nécessairement recours, pour écouler leurs produits, aux commerçants qui étaient les seuls à bien connaître les marchés extérieurs. Les négociants qui, grâce à leurs relations d'affaires, tiraient ainsi le meilleur profit de l'activité industrielle, avaient aussi, vers cette même époque, donné une nouvelle extension au commerce maritime et réalisaient de grosses fortunes qui les mettaient au premier rang des habitants de la ville.

L'importance sociale prise par le négoce amiénois au XVIII^e siècle nous a paru justifier le choix de cette époque pour une étude particulière des institutions commerciales de cette ville. Si l'établissement de la juridiction consulaire datait déjà de près de deux siècles, — et ceci nous amènera à étudier succinctement le développement de cette institution avant 1700, — sa compétence, qui avait été sensiblement accrue par l'Ordonnance de 1673, s'étendit aux faillites pendant un certain nombre d'années au cours du premier tiers du XVIII^e siècle, et ses membres se libérèrent définitivement, au cours de ce même siècle, de la tutelle de la municipalité qui s'était jusqu'alors réservé le choix du président. Quant à la création de la Chambre de commerce en 1761, elle coïncida avec l'apogée du commerce picard et, pour tardive qu'elle ait été, elle n'en a pas moins préoccupé les esprits bien avant cette date. Les documents originaux abondent, pour l'étude de ces

institutions commerciales au XVIII^e siècle, alors qu'ils sont beaucoup moins nombreux pour les époques antérieures, ce qui nous a incité aussi à porter principalement notre attention sur cette période de l'histoire économique de la Picardie.

Le XVIII^e siècle ne s'arrête pas à l'année 1789, mais cette simple considération chronologique ne nous aurait pas conduit à poursuivre notre étude au-delà de cette date si, en ce qui concerne les institutions commerciales d'Amiens, le droit intermédiaire de la Révolution n'avait été que le début du droit contemporain. Mais, en fait, la Chambre de commerce actuelle ne date que de 1803 et, même si le Tribunal de commerce a remplacé dès 1791 l'ancienne juridiction consulaire, il fallut cependant attendre la promulgation du Code de commerce de 1807 pour que le tribunal commercial fonctionnât à peu près dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. Il nous a semblé finalement que, tout en faisant du XVIII^e siècle le centre de notre étude des institutions commerciales d'Amiens, nous pouvions néanmoins rattacher l'histoire de la juridiction consulaire à ses origines et poursuivre d'autre part nos recherches jusqu'au début du Premier Empire en comparant les dispositions juridiques d'alors avec la législation actuelle, de façon à donner un aperçu à peu près complet de l'évolution du Droit commercial sur ce point.

Nous nous proposons d'étudier, dans un premier chapitre, l'origine des institutions commerciales et d'examiner ensuite les caractères de la juridiction consulaire et de la Chambre de commerce de Picardie sous l'Ancien Régime. La création de la juridiction consulaire à Amiens et les vicissitudes de cet organisme au cours des XVI^e et XVII^e siècles feront l'objet d'un chapitre particulier ; ensuite, après un rapide aperçu des différentes juridictions d'Amiens au XVIII^e siècle, nous étudierons l'organisation du tribunal consulaire à cette époque, l'étendue de sa compétence, la procédure suivie devant lui, et ses rapports avec le pouvoir royal et les autres corps constitués.

L'institution de la Chambre de commerce de Picardie étant très postérieure à celle du Consulat, son histoire prendra place après l'étude consacrée à celui-ci. Nous verrons comment les assemblées générales du commerce ont précédé cet organisme et quelle a été la part respective de l'intendant, du négoce amiénois et du pouvoir royal dans sa création ; notre attention se portera

ensuite sur les conditions dans lesquelles s'ouvrirent la Chambre et la Bourse de commerce, sur la question qui se posa de l'admission des fabricants à la Chambre de commerce, et sur l'activité de celle-ci.

Les deux derniers chapitres seront consacrés à la période révolutionnaire. En ce qui concerne la juridiction commerciale, nous noterons quel a été le processus de la transformation du consulat en tribunal de commerce et comment celui-ci, une fois installé, a fonctionné jusqu'à l'entrée en application du Code de commerce. Pour la Chambre de commerce, nous suivrons les efforts faits par les commerçants d'Amiens pour substituer à l'organisme supprimé divers Comités, jusqu'au jour où la Chambre fut reconstituée ; avant de conclure, nous comparerons les caractères de l'institution de l'Ancien Régime avec ceux des organismes actuels.

Il ne nous restera plus qu'à indiquer nos sources en distinguant sources manuscrites, documents imprimés originaux et recueils de textes ; une bibliographie de l'histoire de la Picardie, de celle de la juridiction consulaire et des Chambres de commerce terminera notre étude.

CHAPITRE I^{er}.

Origines des institutions commerciales.

L'existence d'institutions spéciales au commerce n'a pas son origine dans la seule volonté du législateur, mais répond toujours à un besoin ressenti par l'ensemble des personnes qui se livrent à ce genre d'activité: le législateur n'intervient, bien souvent, que lorsque sous la pression des nécessités de la pratique commerciale une coutume s'est déjà établie, et l'histoire du Droit commercial offre, à toutes les époques, des exemples d'institutions prenant naissance dans ces conditions.

Ce besoin ne commence à se manifester que lorsque le commerce a déjà pris une certaine extension et que les commerçants ne trouvent plus, dans les organismes généraux qui leur sont communs avec leurs concitoyens, la compétence particulière et la souplesse indispensables à la bonne marche des affaires. Il a fallu que le pays ait pris un certain développement économique pour qu'on se rendît compte de l'utilité qu'il y avait à constituer des Conseils formés de commerçants élus par leurs pairs, — les Chambres de commerce, — et chargés d'étudier toutes les questions relatives au négoce. On s'était aperçu plus tôt des inconvénients qui résultaient pour les échanges de la procédure compliquée des tribunaux ordinaires, mais l'institution des juridictions consulaires ne se généralisa qu'au moment où le commerce, s'étendant désormais aux deux mondes, trouva ces entraves insupportables; ce fut aussi le développement du négoce qui fit sentir plus nettement la nécessité de choisir des juges ayant une connaissance pratique de ses usages.

Toutefois si l'organisation actuelle des Chambres et des tribunaux de commerce ne remonte pas au delà du commencement des temps modernes, il avait suffi, à une époque plus reculée, qu'on se trouvât en présence de conditions économiques semblables à celles qui leur ont donné naissance, pour que surgissent des institutions ayant au fond le même objet; mais la forme de celles-ci était en connexion étroite avec la structure sociale du temps. Le système corporatif qui, établi au Moyen-Age, s'est maintenu jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, a marqué de son empreinte profonde ces institutions commerciales; on peut même dire qu'on le retrouve à leur origine car il existait dans chaque corporation des syndics et des gardes (ou égards) ayant sur les membres un certain pouvoir de juridiction et d'administration,

pouvoir qui s'étendra, dans les tribunaux consulaires et les chambres de commerce, à l'ensemble des personnes constituant les différentes corporations de marchands ; d'autre part, l'élection des chefs qui est l'une des caractéristiques du système corporatif et qu'on retrouve dans l'organisation municipale, œuvre des corporations urbaines, sera à la base du recrutement des consuls et des syndics de commerce.

Au Moyen-Age, des tribunaux spéciaux aux marchands se constituèrent en outre, tout naturellement, là où le commerce prenait une activité intense mais d'une durée trop courte pour que l'appareil judiciaire ordinaire pût s'adapter aux exigences du moment : les grandes foires, notamment celles de Champagne et de Brie, eurent leurs gardes, dont l'un des principaux offices était le jugement rapide des contestations survenues entre forains. Une ordonnance de Philippe VI, en date du 6 août 1349, créa une cour des foires, composée de ces gardes assistés de plusieurs « des plus suffisans de la foire », « notaires ou autres sages », afin d'« oster les parties de longs procez en plaidoiries ». Au siècle suivant, Louis XI fixa, en 1462, les attributions du conservateur des foires de Lyon en le chargeant de juger « sans long procez et figure de plaids » les contestations entre les marchands et les officiers royaux ; en 1464 une déclaration royale autorisa, à Lyon également, la nomination de prud'hommes ayant pour mission de régler les différends survenus entre les commerçants lors de la foire et de procéder à la visite des marchandises (1).

Les marchands étrangers, qui fréquentaient ces foires, formaient des associations distinctes dont les chefs jugeaient les désaccords qui surgissaient entre les membres ; il en était ainsi, en particulier, pour les marchands italiens qui gardaient l'habitude, prise chez eux, de faire juger par des « consuls » les litiges commerciaux. Les marchands français qui se rendaient à l'étranger jouissaient de privilèges analogues : parmi les franchises obtenues en 1237 par les marchands d'Amiens, de Corbie et de Noyelles qui trafiquaient avec la Hanse de Londres figurait le droit de se choisir entre eux des juges pour le règlement de leurs propres différends au cours de leur séjour en Angleterre (2).

Le fait que les corporations de marchands ont été le plus souvent les promoteurs de l'affranchissement communal donne à penser que les intérêts proprement commerciaux ne pouvaient laisser indifférente

(1) GLASSON. *Les juges et consuls des marchands*, dans la *Nouvelle revue historique du Droit français et étranger*, année 1897, p. 6 et 14.

(2) THIERRY (Augustin). *Recueil des Monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat*. Paris, Didot, 1850, in-4°. 1^{re} série, Région du Nord, Tome I, pages 803-805.

la bourgeoisie placée à la tête de la commune ; tenant autant que possible à l'écart du gouvernement communal les artisans des Métiers, la Marchandise, c'est-à-dire le gros négoce, avait à Amiens constitué, à côté de l'échevinage et se substituant parfois à lui, un corps privilégié de douze marchands de guède, avec un prévôt des marchands. On peut voir dans cette réunion des douze marchands dont les avis faisaient autorité, un embryon de Chambre de commerce ⁽³⁾, et dans le prévôt qui, tout en restant subordonné au bailli, possédait un certain pouvoir de juridiction sommaire, un ancêtre du juge des marchands. Mais dans l'exercice de leurs pouvoirs de justice, échevins et baillis ne faisaient pas de distinction entre les causes commerciales et les causes civiles ni entre les justiciables, qu'ils fussent marchands ou non.

Nous savons qu'il exista à la même époque, à Paris, un Parloir aux bourgeois, puis un Prévôt des marchands qui jugeaient les différends entre marchands, mais dont la compétence ne se limitait pas aux causes commerciales. Une juridiction permanente réservée aux commerçants n'existait alors que dans plusieurs villes du Midi (telles que Marseille, Béziers, Montpellier, Nîmes, Narbonne), où des consuls rendaient la justice aux marchands comme dans les villes italiennes.

Au xvi^e siècle, un édit de 1549 établit une Bourse à Toulouse pour faciliter les rencontres entre commerçants et un tribunal, comprenant un prieur et deux consuls élus par les marchands, y fut créé pour statuer sur les procès nés des opérations commerciales ; Rouen bénéficia d'institutions analogues en 1556. François II tenta en 1560 de supprimer radicalement les procès entre marchands en obligeant ceux-ci à soumettre leurs différends à des arbitres choisis par eux, mais cet arbitrage forcé ne réussit pas à s'imposer. L'édit par lequel le chancelier Michel de L'Hôpital institua en novembre 1563 la juridiction consulaire à Paris eut une toute autre portée : nos tribunaux de commerce actuels sont encore régis par les principes qui ont inspiré cet édit.

Sans doute l'initiative de Michel de L'Hôpital ne constituait-elle pas une pure innovation puisqu'on avait vu précédemment des institutions analogues s'établir et se développer à l'étranger et en France même. En un temps où coexistaient justices royales, justices seigneuriales, justices ecclésiastiques et justices municipales, il n'était pas extraordinaire que se créât, — cette fois pour simplifier les procès, — une nouvelle juridiction d'attribution qui était en même temps une juridiction privilégiée : juridiction d'attribution puisqu'au lieu d'être juges

(3) MAUGIS (Edouard). *Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens, des origines de la Commune à la fin du xvi^e siècle*. Paris, A. Picard et fils, 1908, in-8°, pages 12 à 15.

de droit commun, les juges et consuls n'avaient connaissance que des litiges commerciaux, juridiction privilégiée puisque les commerçants étaient ses seuls justiciables.

Ce qui distinguait cependant nettement les consuls des autres juges, c'est que, d'une part, ils étaient élus et amovibles et que, d'autre part, ils rendaient la justice gratuitement. Alors que les juges royaux entraient en fonctions après avoir reçu des lettres de provision, le juge des marchands et les consuls étaient élus par les marchands et ne restaient en charge qu'un an ; ils devaient être eux-mêmes commerçants afin d'être bien au courant des usages du commerce. Il leur était interdit de recevoir des épices à une époque où la vénalité des offices avait pour effet d'accroître les exigences pécuniaires des juges ordinaires à l'égard des plaideurs.

Juges non souverains puisqu'au-delà d'une somme de 500 livres on pouvait faire appel de leurs sentences au Parlement, ils n'étaient pas considérés comme de véritables magistrats car ils devaient avoir recours aux juges ordinaires pour l'exécution de leurs jugements.

Le motif déterminant de la création des juridictions consulaires avait été la nécessité de soustraire les commerçants aux lenteurs de la justice ordinaire, incompatibles avec le caractère des opérations commerciales. Aussi l'édit de 1563 contenait-il en outre des dispositions tendant à rendre la procédure plus rapide : les parties devaient comparaître en personne, sans le ministère d'un avocat ou d'un procureur ; une procuration spéciale était exigée en cas de maladie. Tout était prévu, déposition de témoins et délais pour production de pièces, de façon que le jugement se fit « sommairement et sans figure de procès ».

CHAPITRE II.

La juridiction consulaire avant le XVIII^e siècle.

I. — CRÉATION DE LA JURIDICTION CONSULAIRE D'AMIENS.

Après avoir institué la juridiction consulaire à Paris, le chancelier Michel de L'Hôpital l'établit les années suivantes dans plusieurs villes du royaume, telles que Nantes, Orléans, Auxerre, Reims, Sens, Beauvais, Compiègne. Le consulat de Calais, érigé en avril 1565, comprenait un juge et deux consuls seulement; Abbeville bénéficia de cette institution avec un juge et quatre consuls en mars 1567 et, deux mois plus tard, les commerçants d'Amiens obtenaient à leur tour l'érection de cette juridiction particulière ⁽¹⁾.

Formant une grande partie de la population d'Amiens, les « marchands » avaient intérêt là comme ailleurs, à échapper aux frais et aux lenteurs de la justice ordinaire. Les procès duraient indéfiniment, en raison des appels d'une juridiction à une autre et des subterfuges employés par les hommes de loi, alors que la bonne marche des affaires eût exigé une justice prompte; les lois et ordonnances, qui avaient été établies pour régir les contrats civils, étaient d'une application difficile en matière commerciale où les conventions sont basées sur la bonne foi réciproque. Les marchands en arrivaient à perdre leur dû, ce qui n'était pas sans incidence sur le prix des marchandises et finissait par porter préjudice au public lui-même.

Les arguments que les Amiénois pouvaient présenter n'étaient pas différents de ceux développés par les commerçants des autres villes et l'on pouvait donc s'attendre à ce que le statut de la juridiction consulaire d'Amiens fût, à quelques détails près, calqué sur celui de Paris où l'élection des juge et consuls, notamment, était confiée à un groupe assez nombreux de commerçants notables. Mais lorsque les échevins d'Amiens eurent appris que le roi avait l'intention d'établir une juridiction consulaire dans leur cité, ils chargèrent Guillaume et Nicolas Delessau, l'avocat et le greffier de la ville, qu'ils avaient envoyés en Cour dès mars 1567, de présenter au Conseil une requête tendant à faire attribuer les sièges de consuls à quatre ou six d'entre eux, choisis chaque année, immédiatement après le « renouvellement

(1) Archives départementales de la Somme, C 1563-4 et 8.

de la loi », c'est-à-dire après leur propre élection ⁽²⁾ : ils justifiaient leur proposition par le fait que, se trouvant au nombre de 25, ils étaient tous marchands et qu'il leur serait facile d'exercer les fonctions consulaires, l'ordonnance de Moulins venant de leur ôter le pouvoir de rendre la justice en matière civile.

L'édit royal de Saint-Maur, du 16 mai 1567, leur donna satisfaction ⁽³⁾ : il fut décidé que les procès en cours et ceux qui surviendraient « entre marchands pour fait de marchandise » seraient désormais de la compétence des juge et consuls, eux-mêmes marchands et choisis chaque année au nombre de quatre dans l'échevinage par les maieur, prévôt ⁽⁴⁾ et échevins aussitôt après que ceux-ci auraient été établis dans leurs charges par le suffrage populaire ; les prescriptions de l'édit de 1563 et les déclarations royales qui l'avaient suivi étaient, par ailleurs, applicables à la nouvelle juridiction établie à Amiens.

Les échevins avaient ainsi remporté un succès considérable en se faisant attribuer, contrairement à l'usage des autres villes, la nomination des juges consulaires ; peut-être n'étaient-ils pas sans inquiétude car il fut spécifié dans les lettres patentes du 16 mai 1567 adressées au Parlement de Paris et au bailli d'Amiens que toutes les autres lettres qui pourraient avoir été envoyées sur ce sujet étaient « cassées et révoquées » et qu'aucun empêchement ne devait être apporté à l'exercice des droits concédés aux maieur, prévôt et échevins d'Amiens : il ne s'agissait pas là d'une simple clause de style car la prétention de l'échevinage était bien de nature à amener des contestations de la part du corps des marchands.

Nous connaissons le texte de lettres postérieures de Charles IX, analogues à celles qui, pour d'autres villes, avaient réglementé la nouvelle juridiction ⁽⁵⁾ ; ces lettres sont datées de Paris au mois de juin 1567, sans autre précision quant au jour où elles ont été établies.

(2) Archives municipales d'Amiens, BB 38, f. 74 et 76, 20 mars et 17 avril 1567.

(3) *Ibid.*, AA 5, f. 356 v°, et Archives Nationales, X1A 8626, f. 435 v°, publ. par Aug. Thierry, *op. cit.*, t. II, p. 769.

(4) Il ne s'agit pas ici du prévôt des marchands, qui n'existait plus à cette époque, mais du prévôt du roi. Dans les formules officielles, le prévôt était associé aux maieur et échevins, car des lettres de Philippe le Bel avaient, en 1292, affirmé la prévôté royale à l'échevinage et l'ordonnance de Moulins en avait laissé la possession à la ville (Cf. MAUGIS, *Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens, des origines de la Commune à la fin du xvi^e siècle*, p. 299 et 333).

(5) Archives Nationales, JJ 265, pièce 280, publiée par Aug. Thierry, *op. cit.*, p. 771.

Leur contenu est en opposition flagrante avec celui de l'édit du 16 mai : il y est prévu quatre consuls au lieu de trois et le mode d'élection des membres du tribunal consulaire est tout différent. Ce serait sur la requête des bourgeois et marchands que le roi, « ayant égard que la plupart des manants et habitants d'Amiens étaient marchands », se serait résolu à rendre applicables à la capitale de la Picardie les dispositions de l'édit de 1563 et de la déclaration interprétative du 28 avril 1565 ; cependant, à la différence des dispositions en vigueur à Paris, le corps électoral participant à la nomination des juges et consuls ne devait comprendre que 50 notables désignés par les bourgeois et marchands d'Amiens en leur assemblée. Ainsi, il n'était plus fait mention des échevins qui n'auraient plus participé à l'élection qu'en tant que marchands.

En fait, ces nouvelles lettres patentes ne furent pas appliquées ⁽⁶⁾ et il semble que les Amiénois n'en eurent pas connaissance car il n'y fut jamais fait allusion par la suite ; celles du 16 mai furent enregistrées au Parlement de Paris le 26 juin de la même année et publiées à Amiens le 10 juillet suivant par ordonnance du lieutenant général au bailliage sur requête des maieur, prévôt et échevins de la ville ⁽⁷⁾.

Dès le 3 juillet d'ailleurs ⁽⁸⁾, l'échevinage avait procédé à l'élection des juges consulaires. Après avoir prêté serment devant le maieur, tous les membres présents de l'échevinage avaient inscrit, chacun sur un « brevet » distinct « séparément et sans communiquer l'un à l'autre », les noms et surnoms de quatre d'entre eux, le juge à élire étant inscrit le premier. Ce fut le prévôt, Nicolas Aux Couteaulx, qui recueillit le plus grand nombre de voix pour la fonction de juge ; Antoine Pingre et Robert Erard furent élus aux deux premiers postes de consuls tandis que Jean Thierry et Nicolas Randon étaient à égalité de voix pour le troisième. Le maieur, Charles de Louvencourt, sire de Béthencourt, proclama élus Nicolas Aux Couteaulx comme juge, Pingre, Erard et Thierry comme consuls avec pouvoir d'exercer leurs fonctions jusqu'au lendemain de la fête des saints Simon et Jude, date du renouvellement de l'échevinage. Il fut décidé que le greffier de la juridiction consulaire ne serait autre que le greffier de la ville,

(6) Edouard Maugis (*op. cit.*, p. 333) admet que c'était sans doute sur la sollicitation des marchands de la ville que le roi s'était ravisé et avait étendu au siège consulaire d'Amiens le mode de recrutement pratiqué à Paris mais que, le Parlement n'ayant enregistré que les lettres du 16 mai, ces dernières furent seules appliquées.

(7) Archives municipales d'Amiens, FF 1374-2.

(8) *Ibid.*, BB 38, f. 103.

Nicolas Delessau, et qu'il percevrait les mêmes droits que le greffier des consuls de Paris ; les sergents à masse de la Ville furent chargés de faire les ajournements et exploits conformément aux ordonnances des juge et consuls.

En somme tout l'appareil de la juridiction consulaire se trouvait rassemblé entre les mains des membres de l'échevinage.

Le 5 juillet, le maieur, accompagné des échevins François Bigaut, François de Saisseval et Guy de Moreuil, du procureur pour office Simon des Essars et du greffier Nicolas Delessau, se présenta au bailliage pour demander l'enregistrement des lettres patentes du 16 mai. Le juge et les consuls des marchands, nouvellement élus, prêtèrent le serment de « bien et léaulment faire leur devoir » ; Nicolas Delessau prêta le même serment en qualité de greffier de la nouvelle juridiction, non sans avoir déclaré que ce serment ne devait pas lui porter préjudice, étant donné qu'étant pourvu du greffe de la Ville sa vie durant il n'avait pas besoin, en cette qualité, de répéter le serment qu'il avait prêté une fois pour toutes ⁽⁹⁾.

Aux élections qui eurent lieu le 29 octobre, lendemain du « renouvellement de la loi », ce fut Etienne Cardon, ancien maieur, qui recueillit la majorité des suffrages pour la charge de juge des marchands ; Mahieu Ledoulx, Nicolas Randon et Nicolas Hemart furent élus consuls pour un an ⁽¹⁰⁾. Les trois consuls élus prêtèrent serment séance tenante devant le maieur et Cardon, absent le 29, fut convoqué en la Chambre du Conseil pour le même cérémonial à la date du 5 novembre : il était bien conforme aux dispositions de l'édit de 1563 que la prestation de serment des juges du commerce n'eût lieu devant la justice ordinaire que pour leur première installation, mais le fait qu'elle se fit désormais devant le maieur marquait bien l'emprise de la municipalité sur la juridiction nouvelle. L'échevinage décida, le 6 novembre, que jusqu'à nouvel ordre les juge et consuls tiendraient leurs « plaids » deux jours seulement par semaine, les jeudis et vendredis, aux heures ordinaires du matin et de l'après-midi, pour les habitants de la ville ; quant aux forains, ils devaient être « expédiés » chaque jour et à toute heure ⁽¹¹⁾.

Aux Etats-Généraux de Blois en 1576, une grande partie des députés du Tiers-Etat demanda la suppression des juridictions consulaires ; ceux d'Amiens eux-mêmes insérèrent dans leurs Cahiers de

(9) Archives départementales de la Somme, B 2, f. 61.

(10) Archives municipales d'Amiens, BB 38, f. 139.

(11) Archives municipales d'Amiens, BB 38, f. 141.

doléances un article qui réclamait cette suppression ⁽¹²⁾. Mais le maieur et les échevins l'ayant appris protestèrent auprès du roi et virent la noblesse appuyer leur requête, à laquelle s'étaient associées les villes de Paris, Abbeville, Beauvais, Rouen, Orléans et autres. Sur la proposition du clergé, les juridictions consulaires furent maintenues par l'ordonnance de Blois dans les villes dont le commerce était florissant et supprimées dans les autres. Il ne paraît pas que l'existence de celle d'Amiens ait été remise en question.

II. — ÉRECTION EN OFFICE DU GREFFE DU CONSULAT.

L'édit de 1563 autorisait formellement les juges et consuls de Paris à choisir eux-mêmes leur greffier et, comme les lettres patentes de 1567 déclaraient ses dispositions applicables à Amiens, il était hors de doute que la nomination de Nicolas Delessau comme greffier du consulat fût parfaitement régulière. Mais le greffe du consulat de Paris ayant été réuni au domaine en 1571, celui d'Amiens ne devait pas tarder à subir le même sort ⁽¹³⁾.

Au début de 1573, le greffe fut affermé pour 160 livres par an à Jean Flameng, associé de l'un des consuls, Vincent Endas. Mais Nicolas Delessau, qui se trouvait évincé sans avoir été entendu, fit valoir que Flameng était de la « nouvelle opinion » et avait pris les armes contre le roi : à la séance de l'échevinage qui eut lieu le 10 avril 1573, Vincent Endas, accusé d'avoir voulu cumuler les charges de juge et de greffier, offrit sa démission de consul et fut remplacé par Antoine Le Febvre. Les juge et consuls interdirent à Adrien Cornet qui fut alors désigné comme greffier de percevoir aucun autre droit que les douze deniers qui lui étaient dus pour chaque expédition : Adrien Cornet se conforma à cet ordre pendant trois mois, mais ayant été autorisé par le trésorier général qui lui avait affermé le greffe à percevoir le même droit pour chaque présentation de cause il voulut passer outre aux injonctions des consuls et menaça de prendre ceux-ci à partie s'ils maintenaient leur opposition : dans sa séance du 2 juillet 1573, l'échevinage prit fait et cause pour les consuls Hector Paillet et Antoine Le Febvre, venus lui exposer le litige ⁽¹⁴⁾.

(12) GLASSON. *Les juges et consuls des marchands* (Nouvelle Revue historique du Droit français et étranger, 1897, p. 11-12).

(13) Le greffe de la prévôté d'Amiens, « longtemps à la collation de l'échevinage », avait été, lui aussi, « affermé pour 3 ans en 1556, puis érigé en titre d'office vénal avant la fin du premier bail ». (E. MAUGIS, *op. cit.*, p. 301).

(14) Archives municipales d'Amiens, BB 40, f. 177 et BB 41, f. 6 v° et 7.

Adrien Cornet ne jouit pas longtemps des avantages de sa charge car Charles IX, ayant érigé le greffe en titre d'office, en pourvut Aubert Lecaron par lettres de provision datées de Saint-Germain-en-Laye le 25 janvier 1574.

Aubert Lecaron avait exercé les fonctions de sergent royal et s'était attiré l'hostilité de certains commerçants d'Amiens en faisant saisir des marchandises d'or, d'argent et de soie exportées ou importées d'une façon irrégulière. Bien qu'il eût obtenu le 21 février 1574 par devant les notaires royaux les attestations de bonne vie, mœurs et religion, nécessaires pour l'exercice de sa nouvelle charge et qu'il eût été admis le 26 à prêter serment devant le bailliage, il rencontra l'hostilité déterminée des juges et consuls lorsqu'il voulut se présenter devant eux ; dès le 27 du même mois, le procureur fiscal de la ville, Simon des Essarts, déclara, avec l'approbation des avocats de la municipalité, Jean Rohault et Jean des Essars, qu'il s'opposait à l'admission de Lecaron à l'état de greffier, en raison des accusations de concussion portées contre lui, accusations qui avaient entraîné « prise de corps » à son rencontre ; il ajoutait que si Lecaron se justifiait de ces accusations, il serait encore nécessaire, avant de l'admettre, de s'informer de sa « prudence » ainsi que des conditions dans lesquelles le greffe avait été affermé (15).

Les échevins apprirent, à quelque temps de là, que les consuls de Reims avaient obtenu un arrêt du Conseil supprimant l'office de greffier, qui y avait été également créé, à la condition de rembourser au titulaire la somme payée par lui au trésor. Dans leur séance du 11 mai, les échevins chargèrent l'ancien maître Nicolas Croquoison et le greffier de la ville Nicolas Delessau de rédiger en leur nom une requête au roi dans laquelle ils exposaient que Lecaron était incarcéré dans une prison de la ville depuis trois mois et que, « mal famé et renommé suspect et odieux à tous les marchands », il avait déjà été condamné en 1570 à une amende, pour exactions, par une sentence du bailli d'Amiens ; ils demandaient qu'on adoptât pour Amiens la même solution que pour Reims et qu'on leur laissât le droit de nommer le greffier de la juridiction consulaire (16).

Mais la condamnation subie par Lecaron n'était pas infamante et l'appel qu'il en avait fait devant le Parlement n'avait pas encore été jugé de sorte qu'il obtint le 2 août du nouveau roi Henri III des lettres confirmant celles de Charles IX. Il présenta alors une requête au lieutenant général du bailliage pour être mis officiellement en

(15) Archives municipales d'Amiens, FF 1374-7.

(16) Archives municipales d'Amiens, BB 41, f. 96.

possession du greffe ; ayant appris son intention, les juge et consuls s'abstinrent, plusieurs fois de suite, de tenir leurs audiences et ce fut seulement le 30 août que le lieutenant général du bailliage, accompagné du procureur du roi et du commis du greffier civil, vint procéder à son installation. De nombreuses personnes assistaient à cette séance qui eut lieu en l'auditoire de l'Hôtel-de-ville, en présence des juge et consuls, de leur greffier Adrien Cornet, de l'avocat de la ville, des maieur, prévôt et échevins ainsi que du greffier de la ville Nicolas Delessau, principal adversaire de Lecaron. Après que l'avocat de la ville eut déclaré que ce dernier ne pouvait être admis avant de s'être « purgé » des accusations dont il était l'objet, Nicolas Delessau prétendit que Lecaron avait retiré du greffe des pièces compromettantes et qu'il était incapable de remplir ses fonctions en raison des « larcins » et des « exactions » qu'il avait commis ; il ajouta qu'il ne s'écoulerait pas quatre mois avant qu'un arrêt ne vînt supprimer l'office de greffier du consulat et le réunir au greffe de la ville. Lecaron rétorqua que Delessau avait exigé à tort douze deniers pour chaque présentation de cause devant la juridiction consulaire lorsqu'il exerçait les fonctions de greffier du consulat, ce dont le greffier de la ville se justifia en déclarant que cette taxe avait alors été autorisée par les maieur et échevins. Quant aux juge et consuls, ils se plaignirent de n'avoir pas été entendus avant l'expédition des lettres patentes.

Le procureur du roi au bailliage conclut à l'exécution des patentes et la sentence du lieutenant général fut conforme à ces conclusions : Cornet dut remettre le registre des présentations de causes à Lecaron qui fit l'appel de quelques-unes de celles-ci devant les juge et consuls avant que le lieutenant général ne se retirât ⁽¹⁷⁾.

Un mois plus tard, le 30 septembre, des lettres patentes signées par Henri III à Lyon donnaient, cette fois, gain de cause aux échevins d'Amiens : le roi supprimait définitivement l'office de greffier du consulat « sans qu'il y pût, affirmait-il, être pourvu ci-après par nous ou nos successeurs en titre d'office pour quelque cause ou occasion que ce fût, révoquant dès à présent les provisions qui en pourraient être obtenues ». La condition mise à cette suppression était le remboursement à Lecaron de la « finance » fournie par lui aux parties casuelles, et des frais d'expédition de ses lettres de provision, liquidés à vingt écus, ainsi que le versement par les habitants d'Amiens, à la recette générale établie dans cette ville, d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 livres. Nous savons, par une délibération de l'échevinage

(17) Archives municipales d'Amiens, FF 1374-11.

en date du 27 janvier 1575 ⁽¹⁸⁾, que les mille livres représentant la somme payée par Lecaron pour l'achat de son office et les vingt écus de frais furent soit pris sur la recette du domaine de la ville soit empruntés aux aides ; d'autre part, comme l'ordonnance royale n'avait été adressée qu'au bailli d'Amiens et aux trésoriers de France de la généralité, il fallut, pour que le Parlement de Paris en tint compte, qu'un ordre précis d'enregistrement fût envoyé par le roi à ce dernier, ce qui fut fait à la demande des échevins le 7 mars 1575.

Entre temps, Nicolas Delessau avait engagé et gagné le procès en réparation d'injures qu'il avait intenté devant le bailliage d'Amiens à Aubert Lecaron, mais ce dernier fit appel de ce jugement et une procédure s'engagea devant le Parlement de Paris où les échevins avaient eux-mêmes fait appel précédemment de la sentence du bailliage autorisant la réception de Lecaron à l'office de greffier.

Par un premier arrêt en date du 10 janvier 1575, le Parlement de Paris ordonna, avant de rendre un jugement définitif, que Lecaron se « purgeât » d'abord des accusations portées contre lui : celui-ci, qui avait été incarcéré sur l'ordre du bailli d'Amiens, obtint effectivement son élargissement et adressa au roi une requête tendant à démontrer que les habitants d'Amiens désavoueraient les échevins pour avoir ajouté une nouvelle taxe à des charges déjà écrasantes dans le but de favoriser l'un de leurs parents et que d'autre part les termes employés dans les lettres patentes du 30 septembre portaient atteinte à son honneur personnel. Henri III décida de renvoyer devant le Parlement de Paris l'affaire concernant la suppression de l'office du greffe qui était en instance devant le bailliage d'Amiens ; il se montra disposé à révoquer les patentes du 30 septembre précédent et enjoignit aux conseillers du Parlement, le 11 mai 1575, de maintenir Lecaron dans ses fonctions de greffier des juge et consuls au cas où les échevins ne voudraient pas contribuer à son remboursement et au paiement des 50 livres annuelles.

Le procès se poursuivit de longs mois devant le Parlement. Un arrêt de celui-ci confia le greffe à François Seguin en attendant que fussent jugés les procès où Lecaron était impliqué et l'on voit encore ce dernier présenter une requête le 26 novembre 1575 afin d'obtenir d'être rétabli dans sa charge. Finalement, il gagna sa cause et resta greffier de la juridiction consulaire jusqu'à sa mort ⁽¹⁹⁾.

Le gouvernement royal continua, sous Louis XIII, à employer les mêmes procédés pour se procurer des ressources : en juin 1627 il créa

(18) Archives municipales d'Amiens, BB 41, f. 169.

(19) Archives départementales de la Somme, IB 12, f. 81 v°, 98 et 120.

des offices de clerks d'audience dans les différentes juridictions et notamment dans celles des juges et consuls des marchands. Ces clerks étaient autorisés à percevoir deux sols pour l'enregistrement de certaines causes, un sol pour les appels et douze deniers seulement lorsqu'il s'agissait de causes remises; un règlement du 28 novembre 1629 interdit en conséquence aux greffiers, huissiers audienciers et procureurs de faire l'appel des causes sujettes à ces droits, et une ordonnance du 6 avril 1630 enjoignit aux juges consuls comme aux baillis, sénéchaux et prévôts de publier ces prescriptions.

A Amiens, ce fut le greffier de l'élection, Pierre Ricard, qui se porta adjudicataire de l'office de «clerc de l'audience des juge et consuls de la bourse commune des marchands». Pour faire valoir ses droits, il mit l'acte d'adjudication entre les mains des consuls David Guignon, Blaise Benoist et Pierre de Flesselles, mais ceux-ci refusèrent de le lui rendre et de l'installer dans sa charge. Par un exploit en date du 8 juin 1630, il les assigna au Conseil privé du roi qui, par un arrêt du 12 mai 1632, rejeta l'opposition des consuls et mit ceux-ci dans l'alternative, ou de l'admettre à l'exercice de ses fonctions ou de le rembourser, dans les trois mois, du montant de l'adjudication, y compris les «frais et loyaux coûts». Le greffier du consulat, Zacharie de La Haye, ayant à son tour voulu s'opposer à la réception de Ricard, celui-ci obtint en sa faveur le 20 juin 1635 une sentence du bailli d'Amiens qui ordonnait l'enregistrement au greffe du consulat du règlement de 1629 et de l'arrêt du Conseil de 1632, mais le commis du greffe, Antoine Conche, ayant refusé de le publier, il en fallut une autre du même bailli, à la date du 18 juillet. Pierre Ricard adressa une nouvelle requête au Conseil privé qui, le 22 février 1636, ordonna l'enregistrement déjà prescrit par le bailli d'Amiens et qui, se réservant le jugement des litiges relatifs à cet office, interdit au Parlement de Paris et à tous autres juges d'en connaître. Cette fois les juge et consuls se résignèrent à donner lecture des règlements et arrêts qui leur avaient été signifiés et qui furent portés au registre aux chartres du bailliage; procès-verbal en fut dressé le 19 mars 1636 par le lieutenant général au balliage ⁽²⁰⁾.

III. — CONFLIT AVEC LES ÉCHEVINS ET LES PROCUREURS.

Les avantages que la juridiction consulaire procurait aux justiciables, grâce à sa procédure rapide et peu coûteuse, étaient tels que ceux qui ne faisaient du commerce qu'incidemment s'efforçaient de porter leurs causes devant elle, même s'il ne s'agissait pas de livraison ou de paiement de marchandises. Cette pratique ne pouvait manquer de

(20) Archives départementales de la Somme, IB 21, f. 159-161.

soulever les récriminations des autres juridictions et surtout des hommes de loi qui voyaient diminuer sensiblement leurs profits. Dès 1574, les consuls durent, lors de leur élection, ajouter au serment, prêté par eux devant le maieur, de « bien et deuement faire leur devoir » celui de « ne prendre connaissance sinon des causes entre marchands et pour marchandise ».

Le corps de ville lui-même reprocha au consulat, en 1581, de prendre quelquefois connaissance, au préjudice de l'autorité municipale, de causes concernant la police de la ville. Appelés à se justifier, les consuls déclarèrent que s'ils s'étaient occupés de police, ce n'avait été qu'en leur qualité d'échevins, mais ils durent promettre de se contenter de la juridiction qui leur était attribuée par les édits (21).

En 1585, le procureur fiscal articula contre eux des griefs plus précis (22). Dans une requête écrite présentée à l'échevinage, il déclara que « sous couleur de la pratique et du profit du greffier du consulat », des procès étaient intentés devant les juge et consuls par des plaideurs qui n'étaient pas marchands mais laboureurs, vigneron, artisans ou manouvriers... à propos de l'achat de souliers à un cordonnier, d'un drap ou d'un peu de blé à un commerçant, ou encore à l'occasion de dépenses faites dans une taverne ou de la livraison de bois et de charbon à usage domestique ; en prenant connaissance de causes qui n'étaient pas de leur compétence, les consuls « énervaient grandement », d'après lui, la juridiction des juges ordinaires et spécialement celle de l'échevinage. Sur sa réquisition, les échevins prescrivirent aux juge et consuls de « connaître pour l'avenir seulement des causes à eux attribuées par les édits et arrêts de la Cour entre marchands et pour marchandise dont ils se mêlent et font trafic et non pour celle qui est achetée pour l'usage du ménage, encore que les parties voulussent répondre volontairement par devant eux ».

Le procureur fiscal et les consuls étaient tombés d'accord pour rejeter sur le greffier du consulat la responsabilité de ces empiètements qui causaient un préjudice aux officiers des autres juridictions mais tournaient à son propre profit puisqu'il touchait des droits chaque fois qu'il présentait une cause. Il lui fut enjoint, sous peine d'avoir à payer une amende d'un écu chaque fois, d'indiquer pour quel motif les parties avaient été convoquées et on lui interdit d'introduire des causes qui ne seraient pas de la compétence des juge et consuls ; ceux-ci furent naturellement astreints à renvoyer sur-le-champ devant les juges ordinaires les affaires pour lesquelles ils s'estimeraient incompétents

(21) Archives municipales d'Amiens, BB 41, f. 147 et BB 45, f. 58 v°.

(22) *Ibid.*, BB. 47, f. 72.

et à faire rembourser aux parties ce qu'elles auraient payé indûment en commissions et droits de présentation. Il fut défendu également aux sergents à masse de la Ville d'assigner devant la juridiction consulaire d'autres personnes que des marchands et d'évoquer devant elle des affaires où il ne serait question que de ventes d'objets à usage de ménage : l'amende prévue pour contravention à cet ordre était fixée à vingt sols parisis pour la première fois et à une somme double en cas de récidive, des dommages-intérêts pouvant s'y ajouter.

Dans une requête adressée à l'échevinage en 1582 ⁽²³⁾, les procureurs avaient souligné la perte d'argent résultant pour eux de l'interdiction qui leur était faite de plaider devant les juridictions consulaires. Ils s'élevèrent âprement en 1595 contre les prétentions abusives qu'ils attribuaient aux juges et consuls, accusant ceux-ci de vouloir connaître « de toutes causes indifféremment contre toutes parties et pour quelque occasion que ce pût être » ; à les entendre, les juges du commerce attiraient à eux des procès où étaient impliqués des paysans, des fermiers, des bourgeois, des merciers, épiciers, taverniers, cabaretiers et étendaient leur juridiction jusqu'aux gens d'Eglise : les victimes de ces empiètements étaient, d'après eux, non seulement les juges ordinaires mais le public lui-même qui avait à supporter la rigueur des jugements consulaires sans pouvoir bénéficier des grâces apportées par les ordonnances royales.

Les procureurs rappelaient aux échevins leur règlement de 1585 dont ils réclamaient l'affichage à l'Hôtel-de-ville et à la Chambre consulaire ; interprétant d'une façon restrictive le texte des édits, ils voulaient limiter la compétence des consuls aux procès entre marchands « vendant de même marchandise » et ils demandaient en outre qu'on les autorisât à envoyer l'un des leurs à chacune des audiences du tribunal consulaire afin d'exiger le renvoi des causes dont les consuls n'avaient pas à connaître. Cette dernière prétention fut jugée excessive par l'échevinage qui admit cependant que le procureur du roi au bailliage pourrait déléguer un procureur à la Chambre consulaire pour demander le renvoi de certaines causes devant les juges ordinaires. Sur la question de la compétence, les échevins s'en tinrent aux termes de leur règlement de 1585 ; des lettres patentes de Henri IV vinrent d'ailleurs, en 1597 et 1599, mettre un terme aux restrictions qu'on voulait un peu partout apporter à la compétence des juridictions consulaires ⁽²⁴⁾.

(23) Archives municipales d'Amiens, BB 45, f. 172 v°.

(24) Archives municipales d'Amiens, BB 54, f. 38-39.

Au début du règne de Louis XIII, une ordonnance royale du 2 octobre 1610 rappela aux diverses juridictions consulaires qu'elles n'avaient été instituées que pour juger les procès survenant entre marchands à propos de marchandises ; il leur était reproché de prendre connaissance de toutes sortes de conventions, d'obligations particulières relatives à des prêts d'argent, de ventes de blé et de vin provenant du cru de laboureurs et de vigneron, de fermages et de locations de maisons. Plusieurs arrêts des Parlements étant restés lettre morte, le roi autorisait les justiciables à prendre à partie les juge et consuls qui ne respecteraient pas les limites de leur compétence et prescrivait que son ordonnance fût publiée chaque année à la première audience qui suivrait l'élection des juge et consuls. A Amiens, cette ordonnance fut publiée en l'auditoire du bailliage, sur les ordres de l'intendant de Bellejamme, le 21 avril 1637, bien qu'elle eût été annulée partiellement par la déclaration du 4 octobre 1611 qui supprimait la prise à partie des consuls ; il fut prescrit au greffier du consulat de noter, sur les actes et les sentences, les déclinatoires ou les renvois requis par les parties, sous peine de faux, de dommages-intérêts et de 300 livres d'amende. Quant aux juge et consuls, il leur fut précisé que leur juridiction ne s'étendait qu'aux procès engagés de marchands à marchands exerçant le commerce d'une façon ordinaire et à ceux où seraient impliqués les veuves et héritiers de ces marchands continuant le même commerce : défense leur était faite d'outrepasser leur compétence sous peine d'amende, de nullité des jugements et de tous dépens, dommages et intérêts envers les parties (25).

IV. — REVENDICATIONS DU CORPS DES MARCHANDS.

La nomination des juge et consuls d'Amiens avait été, contrairement aux dispositions de l'édit de 1563, laissée à la discrétion de l'échevinage à une époque où les échevins étaient nombreux et presque tous adonnés au commerce.

La justice civile qui avait été enlevée à l'Hôtel-de-ville par l'ordonnance de Moulins lui fut restituée en 1574 à l'avènement de Henri III, de sorte que l'un des motifs allégués par les échevins de 1567 pour se faire attribuer le consulat n'existait plus. Le maintien des dispositions, spéciales à Amiens, de l'édit de 1567 paraissait désormais peu justifié et tôt ou tard devait se poser la question du retour aux prescriptions de l'édit de 1563, devenu d'un caractère plus général du fait de son extension à la plupart des juridictions consulaires du royaume.

(25) Archives départementales, IB 21, f. 218.

Les charges consulaires revenaient fréquemment aux mêmes personnes, sans doute parce qu'on les jugeait plus qualifiées que d'autres pour occuper ces postes de confiance, mais si elles constituaient un honneur, — que l'échevinage n'était pas disposé à abandonner, — elles exigeaient aussi des particuliers un véritable désintéressement, étant donné qu'elles étaient complètement gratuites. L'ancien maieur Nicolas Aux Couteaulx qui avait été le premier à être élu juge des marchands fut plusieurs fois réélu en cette qualité ; en 1585, il tenta de se récuser en déclarant qu'il n'exerçait plus le commerce depuis vingt ans, mais ce fut en vain car l'élection était acquise et on le contraignit à accepter cette charge ; il fut cependant convenu qu'à l'avenir il serait libre de refuser une nouvelle réélection à condition de faire connaître sa décision avant le vote. Jean de Collemont, grand-oncle du poète Voiture, passa plusieurs fois aussi par les charges consulaires et fut notamment élu juge en 1576 et 1586. En 1583, Martin Deberny se plaignit d'être désigné comme consul chaque fois qu'il était élu échevin et il essaya de se récuser en alléguant sa charge d'officier municipal et ses affaires privées ; il proposa même de laisser aux marchands le droit, qu'ils avaient revendiqué, de choisir eux-mêmes les consuls, mais il dut se soumettre, lui aussi.

La revendication des commerçants, à laquelle Martin Deberny faisait allusion, avait été formulée quelques années auparavant : un grand nombre de marchands avaient alors adressé à l'échevinage une requête pour demander que le consulat fût « mis hors du corps de ville » et que les juges et consuls fussent désormais élus par l'ensemble des commerçants comme dans les autres villes du royaume. Les échevins, voyant l'un des leurs appuyer inopinément cette ancienne réclamation, en firent rechercher le texte au greffe afin de le communiquer au procureur fiscal comme l'ordre en avait déjà été donné auparavant, mais il ne semble pas que cette requête des commerçants ait eu aucune suite (26).

Lorsque, après la surprise d'Amiens par les Espagnols en 1597 (27), Henri IV eut supprimé la plupart des privilèges de la ville, diminué les attributions des échevins et réduit leur nombre à sept, ces derniers

(26) Archives municipales d'Amiens, BB 46, f. 80 et 83 v°, BB 47, f. 84 v°.

(27) Les Espagnols, en guerre avec la France, réussirent, grâce à un stratagème, à s'emparer d'Amiens le 11 mars 1597. Henri IV qui avait rassemblé dans cette ville une grande quantité de matériel pour une prochaine campagne entreprit aussitôt le siège d'Amiens et parvint à reprendre la ville le 25 septembre de la même année ; mais il tint rigueur aux Amiénois de la négligence dont ils avaient fait preuve dans la garde des remparts et de l'obstination avec laquelle ils avaient précédemment refusé d'admettre dans leurs murs une garnison royale.

ne pouvaient plus prétendre constituer la majeure partie du corps des marchands, mais celui-ci avait également perdu de son importance à la suite des guerres de religion qui avaient empêché le commerce de se développer ; aussi l'échevinage put-il, sans provoquer de protestations dans les débuts, continuer à désigner lui-même les juges consulaires, alors que la prévôté et la justice civile lui étaient ôtées par le roi : les échevins prirent l'habitude, qui passa en coutume, de choisir les consuls parmi leurs parents et amis, et de nommer juge des marchands le dernier de ceux d'entre eux qui exerçaient le commerce.

Avec l'amélioration des conditions économiques, les commerçants devenus plus nombreux et plus influents se plaignirent d'avoir été frustrés d'un droit de suffrage qui leur était reconnu dans les autres villes ; ils déclarèrent que la justice n'était pas rendue d'une manière satisfaisante en raison de ce mode d'élection des consuls et qu'elle n'était plus suffisamment rapide, en particulier à cause du partage des voix qui se produisait fréquemment. Le 18 octobre 1649, trois anciens consuls, Jean Gorin, Philippe Tassegon et Germain Séjourné, adressèrent au bailliage une requête par laquelle ils s'opposaient à la nomination des juges et consuls et demandaient l'exécution de l'édit de 1563 ; le surlendemain, la communauté des marchands (représentée, semble-t-il, par une douzaine de commerçants seulement) intervenait à son tour et proposait que les juges consulaires fussent élus désormais, au nombre de cinq, par soixante commerçants de la ville et non plus par les échevins. Par sentence du 27 octobre, le lieutenant général au bailliage ordonna aux parties de produire leurs pièces et décréta qu'en attendant une décision définitive, les juges et consuls nommés exerceraient leur charge après avoir prêté le serment habituel. Les anciens consuls et la communauté des marchands firent appel de cette sentence au Parlement et, en même temps, une requête fut adressée au roi afin d'obtenir la mise en vigueur de l'édit de 1563 ⁽²⁸⁾.

Des lettres patentes, datées du 10 janvier 1650, leur donnèrent satisfaction. Mais lorsque, après avoir été enregistrées au greffe des expéditions de la chancellerie de France le 19 du même mois, elles furent présentées le 5 février suivant au procureur des échevins, Jean Cheudret, celui-ci « protesta de nullité » tandis que le Parlement ordonnait, par son arrêt du même jour, qu'elles seraient communiquées, avant toute vérification, aux « premier et échevins de la Ville d'Amiens » ; ceux-ci s'opposèrent à l'enregistrement, requis le 12 février par la communauté des marchands.

(28) Archives municipales d'Amiens, FF 1374-34.

Le Parlement rendit finalement, le 3 septembre 1650, en vertu de son pouvoir de police, un arrêt de règlement par lequel il maintenait aux échevins le droit de désigner l'un d'entre eux comme juge des marchands, tout en accordant aux commerçants la faculté de nommer les autres consuls, au nombre de quatre, conformément à l'édit de 1563 ; il était entendu que les consuls précédemment désignés par les échevins resteraient en fonctions jusqu'à la fin de leur année. L'élection des nouveaux consuls eut lieu dans la grande salle de l'Hôtel-de-ville, dite Chambre des sergents, le 4 novembre suivant, et celle du juge, désigné par les échevins, le surlendemain.

Cet arrêté du Parlement qui maintenait le statu quo en faveur des échevins pour la nomination du président du tribunal consulaire demeura en vigueur jusqu'en 1738, même lorsque l'ordonnance du Commerce, rendue par Colbert en 1673 ⁽²⁹⁾, eut uniformisé les juridictions consulaires en déclarant applicable à toutes l'édit de 1563 ; il ne paraît pas avoir fait, pendant trois quarts de siècle, l'objet de contestations, de sorte qu'il peut être considéré comme le fruit d'une transaction entre l'échevinage et le corps des marchands.

⁽²⁹⁾ Se référant à cette ordonnance de Colbert, un arrêt du Conseil du roi, du 9 septembre 1673, étendit à toutes les juridictions consulaires les conditions d'âge qui étaient imposées aux consuls de Paris, et c'est en vertu de cet arrêt que le procureur du roi au bailliage d'Amiens s'opposa en 1695 à la prestation de serment de Nicolas Le Roux qui venait d'être élu consul : l'âge requis était de 40 ans pour le juge des marchands et de 27 ans pour les autres consuls. (Archives départementales de la Somme, IB 34, f. 11).

CHAPITRE III

La juridiction consulaire au XVIII^e siècle.

Au XVIII^e siècle, l'utilité d'une juridiction spéciale au commerce ne fut plus contestée par personne : lorsque les députés du Tiers-Etat furent convoqués, ils n'en demandèrent plus la suppression comme l'avaient fait leurs prédécesseurs aux Etats de Blois, mais ils en vantèrent au contraire les mérites et préconisèrent l'extension de sa compétence. Le pouvoir royal qui l'avait instituée continua à la protéger : au début du siècle, Louis XIV créa, par son ordonnance de 1710, vingt nouvelles juridictions consulaires, dont celle de Saint-Quentin en Picardie. L'impulsion qui avait été donnée par Colbert à l'industrie eut des effets durables et le commerce se développa beaucoup, à Amiens notamment, entraînant nécessairement un accroissement des affaires soumises aux juges commerciaux ; les crises économiques qui survinrent au cours du siècle eurent aussi pour conséquence de nombreuses faillites dont on se décida à donner, au moins pour un temps, la connaissance aux juges et consuls ⁽¹⁾. Si des réformes furent tentées, elles eurent surtout pour objet d'uniformiser, comme l'avait déjà fait l'ordonnance de 1673, les juridictions commerciales.

L'étude, au dernier stade de son évolution, d'une institution de l'Ancien Régime qui, jouissant de la faveur de tous, conservera, à travers la Révolution et jusqu'à nos jours, ses caractères essentiels, ne peut être dépourvue d'intérêt, mais il est nécessaire, d'abord, de la placer dans le cadre où elle a évolué.

I. — LES DIFFÉRENTES JURIDICTIONS D'AMIENS AU XVIII^e SIÈCLE.

La province avait à sa tête un gouverneur qui représentait le roi mais dont l'autorité, depuis Louis XIV, était plus nominale que réelle. Le pouvoir effectif appartenait à l'intendant dans toute la généralité d'Amiens qui comprenait six élections, outre le Boulonnais, le pays reconquis et, jusqu'en 1754, l'Artois ; « commissaire départi pour l'exécution des ordres du roi et intendant de justice, police et finances », il connaissait de toutes les affaires qui lui étaient confiées par le roi,

(1) Cf. *infra*, p. 51 et suiv., la question de la compétence des juges et consuls en matière de faillites et banqueroutes.

mais sa juridiction se limitait pratiquement, à l'époque que nous étudions, aux litiges administratifs qu'il jugeait sur pièces et sans frais. Il était assisté d'un subdélégué.

Le contentieux judiciaire était réparti, à Amiens, entre un certain nombre de juridictions ⁽²⁾. Les prévôts étaient les juges royaux de première instance en ce qui concernait la connaissance des arrêts et saisies, des poids et mesures, etc.; les appels de leurs sentences ressortissaient au bailliage. Mais les trois prévôtés établies à Amiens, qui étaient la prévôté d'Amiens, la prévôté de Beauquesne et la prévôté royale du Beauvaisis furent supprimées et réunies, en 1748, au bailliage et siège présidial d'Amiens.

Les maire et échevins étaient juges de police et juges des manufactures; en matière de police, on faisait appel de leurs sentences au bailliage, mais ils prononçaient en dernier ressort pour les manufactures et, seul, le Conseil du roi pouvait réformer leurs jugements sur l'avis de l'intendant ⁽³⁾. Ils revendiquaient encore deux autres juridictions moins importantes, celle de la garde bourgeoise et celle du logement des troupes et des impôts levés pour le roi.

Le bailliage d'Amiens qui s'était étendu autrefois jusqu'à Tournai avait subi des amputations successives, mais comprenait encore une partie du Ponthieu jusqu'à Abbeville, Saint-Valery et la côte; il était limitrophe de la Normandie et atteignait les faubourgs de Beauvais; huit prévôtés en dépendaient. Les baillis, devenus hommes d'épée, « de robe courte », depuis le ^{xvi}^e siècle, n'avaient plus voix délibérative; leurs fonctions judiciaires étaient exercées par leurs lieutenants généraux.

Juridiction d'appel pour les sentences des prévôts, des échevins et des seigneurs ayant droit de justice, le bailliage connaissait des procès domaniaux, des différends des nobles et des cas royaux ⁽⁴⁾; l'appel de

(2) *Histoire de la ville d'Amiens*, par le R.P. DAIRE, 1757, tome I.

(3) En 1728, un arrêt du Conseil d'Etat cassa deux sentences des maire et échevins, juges de police des manufactures d'Amiens, qui n'avaient pas été rendues conformément aux règlements généraux de 1669; les maire et échevins firent des représentations au Bureau du commerce afin d'être déchargés de l'amende à laquelle ils avaient été condamnés, mais, contrairement à ce qui se passait ordinairement, l'avis donné à ce sujet par le Bureau du commerce dans sa séance du 27 janvier 1729 ne fut pas suivi par le Contrôleur général des finances (*Conseil de commerce et Bureau du commerce, Inventaire analytique des procès-verbaux*, p. XXX, 158 et 169).

(4) Les cas royaux étaient les délits ou crimes, tels que ceux de lèse-majesté, d'émission de fausse monnaie, d'assemblées illicites, qui étaient soustraits à la justice seigneuriale et soumis aux tribunaux royaux en raison de l'atteinte grave qu'ils portaient à l'ordre public.

ses jugements était porté au Parlement de Paris. Mais depuis 1552 un siège présidial était établi à Amiens et l'on y jugeait en dernier ressort les affaires n'excédant pas 250 livres de capital et 10 livres de rente ; les officiers du présidial devaient être au nombre de sept pour juger ces cas présidiaux. Le personnel du bailliage comprenait à Amiens, outre le bailli d'épée, deux présidents au présidial, un lieutenant général civil, un lieutenant criminel, deux lieutenants particuliers dont l'un était assesseur civil et l'autre assesseur criminel, seize conseillers magistrats, deux conseillers clerks, deux avocats du roi et un procureur du roi, ainsi qu'un certain nombre d'officiers subalternes, d'avocats, de notaires et de procureurs.

Les élus connaissaient des contestations qui résultaient de l'assiette des tailles, des droits d'entrée, des aides et des différents impôts, à l'exception des gabelles, des droits domaniaux et des traites ; on pouvait appeler de leurs jugements à la Cour des aides. Il en était de même des sentences du grenier à sel d'Amiens, qui avait connaissance du contentieux de la gabelle et auquel étaient subordonnés ceux d'Abbeville, Doullens, Grandvilliers, Montdidier, Péronne, Roye, Saint-Quentin et Corbie.

Le Bureau des traites connaissait des contraventions aux droits des traites, des fraudes relatives à l'introduction des indiennes, toiles peintes et autres marchandises prohibées ou à la perception des droits sur les denrées et marchandises entrant ou sortant de l'étendue des cinq grosses fermes ⁽⁵⁾ à destination ou en provenance de l'étranger et des provinces réputées étrangères ⁽⁶⁾.

Les trésoriers de France, qui composaient le Bureau des finances, connaissaient des affaires concernant le domaine royal et exerçaient leur juridiction sur les receveurs des deniers royaux et les comptables.

Les officiers de l'Hôtel de la Monnaie d'Amiens connaissaient du poids, du titre et de la fabrication des monnaies, du cours et du prix des espèces, des métaux, des mines, etc. ; ils jouissaient de nombreux privilèges et n'étaient responsables que devant le Maître des Monnaies.

La maîtrise des eaux et forêts avait été détachée de celle d'Abbeville en 1689 ; sa juridiction s'étendait aux différends et délits concernant

(5) Il s'agissait de l'ensemble constitué par les douze provinces du Centre : Ile-de-France, Picardie, etc., entre lesquelles Colbert avait aboli les douanes intérieures ; les traites y étaient affermées en cinq baux différents.

(6) Les provinces réputées étrangères avaient une barrière douanière, aussi bien du côté de l'étranger que du côté de l'enceinte des cinq grosses fermes ; les provinces « à l'instar de l'étranger effectif » n'en avaient une que du côté des cinq grosses fermes.

la chasse et la pêche, la propriété des forêts, des rivières et des moulins à eau, tant en matière civile qu'en matière criminelle. L'appel de ses jugements était porté à la Table de marbre des eaux et forêts, rattachée au Parlement de Paris.

Le prévôt provincial des maréchaux, assisté d'un lieutenant, d'un assesseur, d'un procureur et d'un greffier, commandait la maréchaussée comprenant cent vingt cavaliers répartis en vingt-quatre brigades ; sa juridiction s'étendait aux gens de guerre congédiés, aux vagabonds et aux justiciables des « cas prévôtaux », affaires relatives aux crimes commis sur les grands chemins, dont il partageait la connaissance avec les présidiaux.

Outre les justices seigneuriales qui subsistaient çà et là dans la province, il faut encore mentionner, à Amiens même, l'officialité, juridiction appartenant à l'évêque du diocèse et compétente uniquement en matière ecclésiastique : elle ne connaissait plus, au XVIII^e siècle, que des causes personnelles entre ecclésiastiques, ou entre laïques et ecclésiastiques si ces derniers étaient défendeurs, des matières religieuses comprenant notamment les demandes en nullité de mariage, et, dans une certaine mesure, des crimes et délits commis par des ecclésiastiques.

La Chambre consulaire, enfin, complétait cet ensemble de juridictions en assurant aux commerçants l'avantage d'être jugés par leurs pairs ; le corps consulaire était constitué par les anciens consuls réunis aux juge et consuls en charge.

La complexité de cette organisation judiciaire était l'œuvre des siècles. Les réformes qui avaient été réalisées à différentes époques n'avaient que rarement fait table rase du passé et avaient, la plupart du temps, laissé subsister les organismes antérieurs en modifiant simplement leurs attributions ; il en était résulté, à Amiens comme ailleurs, une multiplicité des juridictions qui ne facilitait pas la solution des litiges. Mais bien qu'elle fût venue, elle aussi, s'ajouter aux organes existant déjà, la juridiction consulaire n'avait pas eu en général pour effet de compliquer davantage l'appareil judiciaire car la simplicité de sa procédure permettait de terminer rapidement bon nombre de procès qui auraient encombré le rôle des autres tribunaux.

II. — ORGANISATION DU TRIBUNAL CONSULAIRE.

A. — ELECTION DES JUGE ET CONSULS.

1^o Avant 1738.

Bien que l'article 1^{er} du titre XII de l'ordonnance rendue par Louis XIV, en 1673, eut déclaré commun à tous les sièges consulaires l'édit de 1563 qui avait établi la juridiction consulaire à Paris, le mode

d'élection des juge et consuls d'Amiens était encore régi, au début du XVIII^e siècle, par l'arrêt provisoire du Parlement de Paris, daté du 3 septembre 1650 ⁽⁷⁾. Le juge continuait à être élu par les échevins parmi ceux d'entre eux qui exerçaient le commerce, tandis que les quatre consuls étaient désignés par les commerçants eux-mêmes.

Les communautés dont les maîtres pouvaient être appelés au consulat étaient ⁽⁸⁾ :

1^o les trois corps réunis qui comprenaient les merciers grossiers joailliers, les marchands en gros et les drapiers ;

2^o les épiciers ;

3^o les teinturiers ;

4^o les apothicaires ;

5^o les brasseurs ;

6^o les bonnetiers réunis aux fabricants de bas au métier ;

7^o les orfèvres ;

8^o les tapissiers ;

9^o les tanneurs.

Cette dualité dans le mode d'élection du juge et des consuls ne pouvait manquer de fournir un aliment à la rivalité entre les corps, rivalité si fréquente sous l'Ancien Régime : les modifications apportées par l'arrêt du Conseil du roi du 7 septembre 1726 à la composition de l'échevinage servirent de prétexte aux commerçants pour réclamer l'application du statut de la juridiction consulaire de Paris. L'échevinage comprenait dès lors trois officiers de robe longue, deux nobles ou personnes vivant noblement et quatre négociants ne faisant que le commerce de gros : la participation du commerce était diminuée puisque le nombre des commerçants était limité à quatre et que seuls des négociants en gros pouvaient être élus alors qu'auparavant deux seulement des sept sièges d'échevins étaient réservés aux gens de robe. L'échevinage ainsi composé paraissait peu qualifié pour conserver le droit de désigner le juge des marchands.

Ce ne fut pas cependant sur ce point de la désignation du juge qu'on invoqua d'abord l'exemple de Paris. Il existait une modalité de

(7) Nous trouvons ici un exemple de la mollesse avec laquelle étaient parfois appliquées les ordonnances.

(8) Arch. mun. d'Amiens, FF 1374-50. Cette énumération, donnée par les juge et consuls eux-mêmes dans une requête de 1754 à l'intendant Maynon d'Invaü, est plus complète que celle donnée par le R.P. Daire, *Histoire de la ville d'Amiens*, 1757, t. I, p. 157.

l'élection des consuls qui était en usage aussi bien à Caen et à Rouen qu'à Paris et qui présentait des avantages indubitables : c'était celle qui consistait à ne faire entrer immédiatement en fonctions que deux des quatre consuls élus et à attendre six mois pour l'entrée en charge des deux autres, la moitié des consuls de l'année précédente demeurant en exercice pendant ces six premiers mois. Ce système permettait aux consuls qui étaient sur le point de cesser leurs fonctions d'initier leurs successeurs aux particularités des procès en cours. Dans une réunion du corps consulaire qui eut lieu le 15 décembre 1730, le juge en exercice se joignit aux consuls pour proposer cette innovation aux anciens juges du commerce ; ceux-ci donnèrent leur acquiescement unanime et les juge et consuls en charge furent invités à agir au Conseil du roi par le ministère d'un avocat pour obtenir la réforme envisagée ⁽⁹⁾.

Trois mois plus tard, ce furent les consuls seuls qui proposèrent à l'assemblée réunie le 14 mars d'ajouter à cette requête, présentée au Conseil du roi par l'avocat Baisé, une autre demande tendant à faire désigner le juge par les anciens juges et consuls et parmi eux ; ils firent remarquer que, des quatre échevins marchands élus en vertu de l'arrêt de 1726, la plupart avaient déjà rempli les fonctions de juge ou n'avaient pas l'âge requis, de sorte que le choix des échevins se trouvait réduit à une ou deux personnes. L'assemblée approuva les consuls et demanda que, sur ce point également, on suivît l'usage adopté à Paris et dans la plupart des autres villes ⁽¹⁰⁾.

Dans leur nouvelle requête, les consuls soulignèrent que, les marchands détaillants étant exclus de l'échevinage, aucun d'eux ne pouvait devenir juge malgré ses mérites et qu'en outre il s'était déjà produit un cas où, le juge choisi par les échevins n'ayant pas quarante ans, il avait fallu obtenir une dispense qui avait occasionné des frais inutiles.

Le maire et les échevins répliquèrent en disant leur tristesse « d'être obligés de défendre leurs anciens droits contre leurs propres concitoyens, contre des consuls qui devaient leur établissement aux soins de l'Hôtel-de-ville, contre des marchands à qui l'abondance rendait toute supériorité odieuse » ; ils ajoutèrent que c'était « par un pur esprit de novation et d'indépendance » que les commerçants voulaient faire changer un usage « aussi respectable qu'ancien » ⁽¹¹⁾. L'argument des consuls, basé sur les modifications apportées à la composition de

(9) Arch. dép. de la Somme, 112 B, *Livre aux délibérations des juge et consuls d'Amiens*, f. 1 v° et 2.

(10) *Ibid.*, f. 2.

l'échevinage par l'arrêt de 1726, ne valait rien, disaient-ils, car d'une part l'ancien échevinage pouvait comporter moins de cinq marchands puisque les nobles y étaient admis et, d'autre part, les commerçants ayant conservé le droit de désigner quatre des échevins ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes si ceux-ci ne remplissaient pas les conditions requises pour devenir juges ; d'ailleurs, disaient-ils, l'exemple cité du juge n'ayant pas quarante ans était « pitoyable » car il n'avait manqué à cet échevin que six mois pour avoir l'âge exigé. Quant à l'admission des détaillants au poste de juge, les échevins ne voulaient voir dans la réclamation des consuls à cet égard qu'une manière de revendiquer une « liberté de cabale » qui aurait pour effet de mettre souvent à la tête du consulat le « moindre marchand détailleur ».

En 1737, l'occasion parut favorable aux consuls de renouveler leur requête car cette année-là aucun juge des marchands ne put être installé à la date prévue, celui qui avait été désigné par l'échevinage n'ayant pas accepté sa charge en raison de ses infirmités et aucun des trois autres échevins marchands ne remplissant les conditions requises : tous avaient déjà occupé les fonctions de juge et il était de tradition qu'on n'exerçât pas deux fois cette charge, bien qu'en réalité le cas se fût déjà produit. Comme il n'était pas alors question de nommer de nouveaux échevins avant l'élection suivante du consulat, il était probable que la même difficulté se présenterait l'année suivante. Les consuls estimaient en outre que l'ensemble des trente électeurs, tirés au sort sur cent commerçants selon le système qu'ils préconisaient, seraient beaucoup mieux en mesure de connaître les sujets capables de remplir la charge de juge que les maire et échevins qui ne possédaient pas la même expérience et se montraient trop jaloux de leurs prérogatives.

Cette requête, par laquelle les consuls demandaient l'exécution de l'édit de 1563 et des lettres patentes du 10 janvier 1650, fut adressée par eux au contrôleur général le 30 juin 1737 et les termes en furent approuvés le 11 juillet suivant par le corps consulaire qui accepta de partager les frais de l'instance avec les consuls en fonctions ⁽¹²⁾.

Mais, au même moment, des commissions d'échevins étaient envoyées par le roi en faveur des deux anciens consuls Jean-Baptiste Duval et Aveneau, ce qui devait tirer l'échevinage d'embarras à la fois

(11) Archives municipales d'Amiens, FF 1374-48.

(12) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délibérations, f. 9. Le procès-verbal de l'assemblée des anciens consuls reçut 48 signatures.

pour l'année 1737 et pour l'année suivante. Ayant appris que l'élection du juge allait avoir lieu incessamment, les consuls en charge réunirent en hâte les anciens le 19 août pour demander que pouvoir leur fût donné de former opposition, en leur nom, à la nomination et à l'installation du nouveau juge. Jean-Baptiste Duval fut effectivement désigné à l'unanimité comme juge, dès le lendemain, par les maire et échevins qui eurent soin de mentionner au procès-verbal la requête qui leur avait été présentée à cet effet le 20 mai précédent par les consuls eux-mêmes ; un extrait de la délibération fut déposé au greffe de la juridiction consulaire et, après avoir prêté serment, Duval fut installé dans sa charge (13).

Les maire et échevins se trouvaient dès lors en meilleure posture pour répliquer à la requête adressée au contrôleur général par les consuls. Ils invoquèrent les mêmes arguments que précédemment, soulignant que l'arrêt de septembre 1650 qui leur laissait la nomination du juge avait été rendu contradictoirement par le Parlement et que, d'autre part, l'ordonnance de 1673 n'avait pas eu pour but de déroger aux usages particuliers des différentes villes.

2° - Déclaration royale du 1^{er} juillet 1738.

Cette fois cependant l'échevinage allait perdre définitivement le droit de participer à l'élection des juges consulaires. Le 1^{er} juillet 1738 fut donnée à Versailles une déclaration royale qui rendait applicables à la juridiction consulaire d'Amiens les règles fixées pour Paris par la déclaration du 18 mars 1728, tant en ce qui concernait l'élection des juge et consuls qu'en ce qui avait trait à la manière dont ceux-ci exerceraient leurs fonctions (14).

Le nombre des juge et consuls demeura fixé à cinq, mais il fut entendu que désormais le juge serait choisi parmi les anciens consuls et non parmi les échevins. Pour l'élection, les juge et consuls en exercice devaient convoquer soixante notables, bourgeois et marchands, choisis parmi les anciens juges et consuls, suivant l'ordre du tableau dans l'hypothèse où le nombre de ces derniers serait suffisant ; sinon le nombre de soixante était complété par les consuls qui devaient choisir à cet effet des notables, bourgeois et marchands « versés au fait du commerce ». Ces soixante notables se joignaient aux juge et consuls

(13) Archives municipales d'Amiens, BB 82, f. 41 v°.

(14) Archives départementales de la Somme, C 1563.

en exercice pour tirer au sort trente d'entre eux, chargés de procéder sur-le-champ à l'élection du nouveau juge et ensuite à celle des quatre consuls.

Le juge ainsi élu devait, comme précédemment, rester en fonctions pendant une année tandis que, des quatre consuls dont l'élection aurait lieu immédiatement après l'enregistrement de la déclaration royale, deux seulement, — ceux qui auraient recueilli le plus de voix, — entreraient aussitôt en exercice concurremment avec deux des consuls alors en place ; ces derniers ne cesseraient leurs fonctions qu'en décembre, date à laquelle les deux autres consuls nouvellement élus entreraient à leur tour en charge pour un an. Une règle analogue était prévue pour les élections suivantes : de cette façon il y aurait toujours deux consuls ayant servi six mois qui continueraient de servir six autres mois avec deux des nouveaux consuls élus. Rien n'était changé quant à l'obligation faite aux juge et consuls de prêter serment avant de commencer leur exercice.

Le jour même où était signée cette déclaration royale, le maire informa les échevins qu'il estimait « du bien et de l'intérêt de la ville » de savoir ce qu'elle contenait avant qu'elle ne fût enregistrée ; sur sa proposition, l'échevinage décida de former opposition à l'enregistrement de la déclaration et d'en demander communication par l'entremise d'Audry, procureur de la Ville au Parlement. En dépit de cette opposition, la déclaration du roi fut enregistrée au Parlement de Paris le 19 juillet, et le 4 août suivant les anciens consuls, réunis en assemblée, pouvaient se féliciter du résultat obtenu ⁽¹⁵⁾. Dès le 11 août, le lieutenant général au bailliage présida une audience solennelle à laquelle assistaient, outre les juges consulaires sortant de charge, les nouveaux juge et consuls qui avaient, auparavant, prêté serment devant lui ; quelques causes furent jugées, comme à l'ordinaire ⁽¹⁶⁾.

Les frais engagés par les consuls dans la poursuite de cette affaire étaient assez considérables ⁽¹⁷⁾. Se référant à une ordonnance du 16 novembre 1732, l'assemblée du corps consulaire décida de demander à l'intendant que le montant total de la dépense fût réparti sur l'ensemble des corps et communautés de la ville. Cette solution ne fut pas

(15) Archives départementales de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 10.

(16) Archives départementales de la Somme, 112 B, Plumitif des audiences.

(17) L'avocat de la juridiction consulaire au Conseil, Nimerel, réclamait 600 livres pour ses honoraires et pour les « peines extraordinaires » qu'il s'était données ; il avait fallu dépenser en gratifications 592 livres dans différents bureaux et 48 livres remises à divers portiers ; le consul Palyart, délégué par ses collègues, avait passé 53 jours à Paris et dépensé 472 livres en frais de voyage et séjour, et 110 en frais de carrosses.

du goût de ces derniers qui formèrent opposition mais en furent déboutés par une ordonnance de l'intendant Chauvelin en date du 13 mai 1740 (18).

Le juge étant désormais élu directement par les marchands eux-mêmes, il ne semblait pas qu'un conflit pût s'élever entre lui et ses électeurs ; c'est ce qui arriva cependant en 1744 lorsque le juge élu, Jacques Morgan, ne voulut pas accepter cette charge : il dut en appeler au Parlement qui l'admit à se démettre des fonctions qu'on voulait lui imposer (19).

3° - Réformes de Louis XVI.

Une nouvelle modification au mode d'élection des consuls fut proposée par plusieurs anciens consuls à l'assemblée du 17 octobre 1787 : il s'agissait de doubler la durée des fonctions de chaque consul sans apporter de changement au nombre de ceux qui étaient en exercice simultanément. Le gouvernement royal, saisi de cette proposition, reconnut que, le commerce d'Amiens prenant de jour en jour plus d'extension, le délai de six mois prévu par la déclaration du 1^{er} juillet 1738 était insuffisant pour que les nouveaux consuls eussent le temps de se mettre au courant d'affaires dont l'intérêt et la difficulté allaient en croissant. Des lettres patentes, en date du 13 janvier 1788, prescrivirent que deux consuls seulement seraient élus chaque année mais que leur service durerait deux ans ; sur les quatre consuls en place au moment de la première élection, deux, choisis à la pluralité des voix, continuèrent leur service pendant une nouvelle année avec les deux nouveaux élus, de sorte qu'il y eut toujours quatre consuls en exercice simultanément. Ces patentes, enregistrées au Parlement le 12 février, furent publiées au bailliage le 13 mars et enregistrées ensuite au consulat (20).

La juridiction consulaire avait conquis son autonomie à l'égard de l'échevinage depuis que celui-ci avait perdu le droit de désigner le juge consul. Mais si le serment ne se prêtait plus devant le maire comme au temps où l'échevinage était maître du consulat, les consuls étaient encore astreints, lors de leur entrée en charge, à jurer devant le

(18) et (19). Archives municipales d'Amiens, FF 1374-50.

(20) Arch. dép. de la Somme, IB 60, f. 199 et 112 B, Livre aux délib., f. 60 et 61. Les frais d'impression et le montant des honoraires de l'avocat de la juridiction consulaire ne s'étant élevés qu'à un total d'environ 300 livres, les anciens consuls, comme ceux qui étaient en exercice, décidèrent de les prendre à leur charge, — exceptionnellement et sans tirer à conséquence, — à raison de 3 livres 10 sols par personne, ce qui correspondrait à 80 ou 90 anciens consuls.

lieutenant général au bailliage de « bien et fidèlement » remplir leurs fonctions. Les juges du commerce aspiraient à une indépendance plus complète et lorsque leurs collègues de Troyes, — auxquels s'étaient joints ceux de Nantes et d'Angoulême, — proposèrent d'adresser au roi une requête tendant à obtenir que la prestation de serment se fît par devant les consuls sortants, conformément à l'édit de 1563, ils s'empressèrent de demander à leur tour au souverain que cette réforme fût appliquée à toutes les juridictions consulaires du royaume ⁽²¹⁾.

Les lettres patentes du 18 août 1787 leur donnèrent satisfaction en prescrivant que, dans les villes où il n'y avait pas de Parlement, la prestation de serment se ferait entre les mains des consuls sortant de charge, ceux-ci jouant le rôle de commissaires du Parlement ; mais le Parlement de Paris spécifia, lors de l'enregistrement, que chaque juge consul entrant en charge serait tenu de solliciter un arrêt autorisant le juge consul sortant à recevoir son serment. Ces patentes furent publiées au bailliage d'Amiens le 10 octobre 1787 ⁽²²⁾.

B. - INSTITUTION DE CONSEILLERS.

Une préoccupation, analogue à celle qui avait amené les juges consulaires à demander que la moitié des consuls sortants restât en fonctions pendant un certain temps avec une partie de ceux qui venaient d'être élus, avait incité une douzaine d'années auparavant les commerçants d'Amiens à proposer qu'on adjoignît aux consuls des conseillers qui pussent les aider dans l'administration de la justice, le développement du commerce ayant multiplié les affaires à juger.

L'édit de 1563 avait autorisé les juge et consuls à « appeler avec eux, — sur la réquisition des parties, — tel nombre de personnes de conseil qu'ils aviseraient », et l'ordonnance de 1667 leur avait permis de nommer « un des anciens consuls ou autre marchand non suspect » pour examiner les pièces et en faire un rapport, mais on jugeait préférable de substituer à ces auxiliaires bénévoles de la justice, dont le concours était aléatoire, des personnes désignées à l'avance, qui ne pussent moralement se récuser.

Un arrêt du Conseil, en date du 9 avril 1726, donna satisfaction aux négociants amiénois : les juge et consuls furent autorisés à convoquer chaque année, huit jours après leur propre élection, le corps consulaire afin de choisir quatre jeunes marchands, chargés d'examiner et de rapporter les affaires qui leur seraient renvoyées. Tenus de se rendre

(21) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 57.

(22) Arch. dép. de la Somme, IB 60, f. 179 v°.

à la Chambre consulaire les jours d'audience pour s'y instruire de la procédure suivie en matière commerciale, ces conseillers devaient y occuper les places qui leur étaient assignées par les consuls et n'avaient pas voix délibérative aux audiences ni en la Chambre du Conseil ; leurs fonctions consistaient à entendre les parties et à donner leur avis sur les comptes qui leur étaient soumis. Les consuls, qui étaient jusqu'alors les juges des référés, purent céder la place, en cette matière, aux nouveaux conseillers qui allégèrent ainsi leur tâche ⁽²³⁾.

Le 23 mai 1771, le juge en exercice proposa à l'assemblée des anciens consuls de suivre l'usage établi dans plusieurs villes et de procéder à la nomination, selon les formes ordinaires, de quatre négociants ayant l'âge requis de 27 ans qui seraient d'abord simples conseillers mais deviendraient consuls de droit l'année suivante ; les anciens consuls approuvèrent cette suggestion, sous cette réserve toutefois qu'on s'informerait de l'usage suivi à Paris et qu'on s'enquerrait de la nécessité éventuelle d'obtenir un arrêt autorisant cette nomination ⁽²⁴⁾. Il ne semble pas qu'il ait été donné suite à cette proposition mais les conseillers consuls continuèrent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime de jouer le rôle de juges secondaires et l'on voit encore en 1790 les consuls recevoir le 5 août le serment de deux conseillers du siège, qui avaient été nommés à l'issue de l'audience du 29 juillet ⁽²⁵⁾.

C. - LE GREFFE.

Les juge et consuls n'avaient joui que pendant quelques années de la faculté de désigner eux-mêmes leur greffier. Les justiciables se plaignaient des abus commis dans la perception des droits et l'on vit l'échevinage convoquer le greffier, le 14 juillet 1622, pour l'obliger à répondre devant lui des exactions dont il était accusé par certaines personnes ⁽²⁶⁾. Une déclaration royale du 18 juin 1715 rappela aux greffiers que la justice devait être rendue aussi gratuitement que possible en matière commerciale et qu'ils n'étaient autorisés à percevoir des droits qu'à la condition que ceux-ci fussent légers et absolument nécessaires pour les dédommager de la finance versée.

Les juge et consuls d'Amiens rendirent le 15 juin 1725 une sentence contre leur greffier en exigeant de lui l'observation des prescriptions d'une déclaration royale de l'année précédente ; l'affaire revint peu

⁽²³⁾ Archives Nationales, E 1007-78.

⁽²⁴⁾ Arch. dép. de la Somme, 112B, Livre aux délib., f. 28.

⁽²⁵⁾ Arch. dép. de la Somme, 112B, Plumitif des audiences.

⁽²⁶⁾ Arch. mun. d'Amiens, BB 61, f. 85.

après devant la juridiction consulaire à la requête d'un nommé Chevalier qui accusait le greffier d'avoir fixé lui-même les droits « sans titre, tarif ni usage », mais à l'audience du 11 juillet ce dernier se disculpa en affirmant qu'il opérât les enregistrements sans frais et que les droits étaient perçus seulement pour les expéditions : il offrit même de faire la remise du droit de contrôle dont il était comptable à l'égard du roi (27).

Le 5 septembre de la même année, les juge et consuls interdirent au greffier (28) de remplir ses fonctions tant qu'il ne leur aurait pas présenté la provision de son office ou une commission munie du grand sceau ; un bourgeois d'Amiens, Gabriel Maton, fut chargé de le remplacer pour une durée de trois mois et mis dans l'obligation, après avoir prêté serment devant les juge et consuls, de se conformer pour la perception des droits aux déclarations royales et aux arrêts du Conseil : il fut interdit à quiconque de percevoir le droit d'appel de cause qui était attribué à l'office de premier huissier audencier. Mais un mois plus tard, le 5 octobre, le greffier était rétabli dans ses fonctions et un premier huissier audencier était reçu officiellement (29).

Malgré les dénégations du greffier, des droits continuaient à être perçus, aussi bien lors de l'enregistrement de l'appel des causes que pour les expéditions, contrairement à l'usage suivi dans les autres juridictions consulaires, et les justiciables attribuaient ces exigences fiscales au fait que les propriétaires du greffe avaient chacun des intérêts particuliers qu'ils ne conciliaient qu'au détriment des parties en cause. Le juge des marchands, François Galand, ayant reçu de nombreuses plaintes à ce sujet, les anciens juges et consuls furent convoqués par les consuls en charge et, lors de l'assemblée qui eut lieu le 7 avril 1727 en la Chambre du Conseil de la justice consulaire, il fut décidé qu'afin de remédier aux abus signalés on adresserait une requête au Conseil du roi pour demander la réunion du greffe au corps des marchands de la ville, à l'exemple de ce qui s'était pratiqué à Paris et dans d'autres villes ; des mémoires furent remis à cet effet par les juge et consuls en charge à leur avocat auprès du Conseil et il fut convenu que tous les corps des marchands, fabricants et autres participeraient au remboursement, qui serait éventuellement fait aux propriétaires du greffe, des

(27) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Plumitif des audiences. Les droits perçus par le greffier s'élevaient à 16 sols dont 1 sol 8 deniers pour le contrôle.

(28) A cette date, le greffier était Jean-Baptiste Pernoy. Le greffe de la juridiction consulaire était situé rue des Crignons (Arch. mun. d'Amiens, HH 217).

(29) Nicolas de Saint-Paul, qui demeurait rue des Capucins.

sommes effectivement versées par ceux-ci. Cette requête n'aboutit pas, les propriétaires du greffe ayant refusé de se prêter à aucun arrangement (30).

En 1764, les juge et consuls en fonctions firent une nouvelle tentative : ils soulignèrent, devant l'assemblée des anciens consuls convoquée par eux le 19 décembre, l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils pussent choisir eux-mêmes leur greffier. On décida qu'une démarche serait d'abord faite auprès des propriétaires du greffe pour traiter de gré à gré de l'acquisition de cet office et qu'en cas de refus la juridiction consulaire introduirait un pourvoi au Conseil royal pour être autorisée à les rembourser soit sur la base du coût d'acquisition de l'office, soit par le paiement d'une somme que fixerait le Conseil et qui serait empruntée par les juge et consuls au nom du commerce.

Les propriétaires du greffe répondirent qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'abandonner cet office et qu'ils n'y renonceraient que par voie d'autorité. Mis au courant de cette réponse lors de l'assemblée qui eut lieu le 3 janvier 1765, les anciens consuls estimèrent qu'il était nécessaire de s'informer, auprès du Bureau des finances ou de la Chambre des comptes, des titres que pouvaient faire valoir les propriétaires de l'office ; ils proposèrent également de demander au contrôleur général s'il serait possible d'obtenir la réunion, au tribunal consulaire, du greffe et de l'office de premier huissier audientier. Une décision définitive devait être prise ultérieurement sur la base des renseignements obtenus.

Mais les démarches entreprises demeurèrent infructueuses cette fois encore et ce fut seulement en 1773 qu'une occasion vraiment favorable se présenta lors de la mise en vente des deux offices par leurs propriétaires. L'annonce de cette vente ayant paru dans les « papiers publics », les anciens juges et consuls furent convoqués le 17 mars à une réunion qui se tint dans l'une des pièces de l'Hôtel-de-ville ; les consuls en fonctions n'eurent pas de peine à obtenir leur acquiescement à la proposition qu'ils leur firent de se rendre acquéreurs de ces offices. A l'unanimité, les juge et consuls furent chargés de se faire autoriser à emprunter au nom de la juridiction consulaire et il fut entendu que tout ce qu'ils feraient à cet égard serait tenu pour agréable par les anciens consuls.

Le rachat du greffe par les commerçants éliminait pratiquement les risques de conflit entre les consuls et leur greffier ; ce dernier devint

(30) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 3 v° et 4.

au contraire l'homme de confiance des consuls qui, au cours des dernières années de l'Ancien Régime, le désignèrent plusieurs fois comme leur député pour l'élection des maire et échevins, lorsque les différents corps constitués eurent été appelés à participer à celle-ci ⁽³¹⁾.

D. - LES HUISSIERS.

En créant les juridictions consulaires, le chancelier Michel de L'Hôpital avait voulu simplifier au maximum la procédure des procès commerciaux et en assurer autant que possible la gratuité. Certaines formalités paraissaient cependant indispensables et, si les juge et consuls rendaient la justice sans se faire payer, il fallait prévoir un personnel subalterne, comprenant au moins un greffier et des huissiers qu'il serait nécessaire de rémunérer : deux tendances devaient contrecarrer l'intention du législateur, celle des auxiliaires de la justice cherchant à accroître abusivement leurs profits, celle du pouvoir royal lui-même qui n'était que trop tenté de créer de nouveaux offices dans un but fiscal.

Le commerçant qui voulait se faire rendre justice était bien obligé d'avoir recours à un huissier pour amener son adversaire à comparaître devant le tribunal ; il s'adressait ordinairement à l'huissier le plus proche de son domicile et celui-ci rédigeait un exploit d'assignation qui était soumis au visa du contrôleur des actes.

Un huissier audientier appelait les causes et devait suivre entièrement l'audience ; il existait en sa faveur un droit d'appel de cause de 2 sols 6 deniers. Pour remplir cette charge, il suffisait d'être âgé de 25 ans, mais un édit de juillet 1690 ayant rendu cet office héréditaire, il fallut ⁽³²⁾ être présenté par les héritiers du dernier possesseur. Bien entendu, il fallait en outre faire preuve de « bonne vie et mœurs », de « conversation et religion catholique, apostolique, et romaine », de « fidélité au service du roi » et se montrer « suffisant et capable ». Après avoir prêté judiciairement le serment requis, le nouveau titulaire était reçu par le bailliage dans les fonctions de sa charge, avec le consentement du procureur du roi, à la condition de fournir une caution et de comparaître tous les ans, à la fête de sainte Claire, lors de la « monstre » des huissiers et sergents royaux du bailliage ⁽³³⁾.

(31) Cf. *infra*, p. 76, les conditions dans lesquelles le consulat désigna des députés pour l'élection des notables et des échevins, conformément aux édits de 1764 et 1765 et à l'arrêt du Conseil de 1774.

(32) Arch. dép. de la Somme, IB 34, f. 10 v° et 11.

(33) *Ibid.*

La signification des sentences était également l'œuvre d'huissiers. Dans les années qui suivirent l'édit de 1567, le consulat, étant entièrement entre les mains des échevins, utilisait comme huissiers les sergents à masse de l'Hôtel-de-ville. Au début du XVIII^e siècle, deux édits de juin 1708 créèrent des offices d'huissiers ordinaires dans les différentes juridictions consulaires ; ces huissiers étaient chargés, à l'exclusion de tous les autres huissiers et sergents, de signifier les sentences dans l'étendue du ressort de la juridiction ainsi que les premiers commandements d'exécution. Après que les offices créés au consulat de Paris eurent été supprimés en 1709, une déclaration royale du 20 décembre 1712, publiée à l'audience du bailliage d'Amiens le 27 février 1713, fixa à deux le nombre des huissiers ordinaires créés dans les consulats de province et leur attribua, à titre exclusif, la signification des défauts, des sentences de réception de caution et des autres actes, sentences ou jugements non revêtus du sceau ; ils avaient en outre la faculté de faire toutes sortes d'exploits, concurremment avec les sergents royaux qui recevaient l'autorisation d'instrumenter dans les juridictions consulaires en observant les prescriptions de cette déclaration. Celle-ci avait établi un tarif des droits à percevoir lors de chaque signification ou commandement et interdisait aux huissiers, sous peine d'être accusés de concussion, d'exiger un taux plus élevé ; en revanche, les greffiers ne pouvaient délivrer aux parties le texte des sentences avant le paiement de ces droits ⁽³⁴⁾.

Il est probable que les tarifs fixés par les ordonnances n'étaient pas toujours appliqués par les huissiers, car les marchands de toiles de Saint-Quentin déclaraient, à leur propos, à l'intendant en 1764 : « Il faudrait des exemples rigoureux : il y en a trop peu contre cette classe d'hommes. Un cri général s'élève contre eux ; ils gagnent trop et il conviendrait de réduire leurs salaires et les fixer irrévocablement » ⁽³⁵⁾. Les abus étaient réprimés par les consuls lorsque ceux-ci en avaient connaissance, mais malgré leur fréquence ils étaient souvent ignorés d'eux.

Comme certains huissiers négligeaient de signifier aux intéressés les condamnations dont ils avaient été l'objet, les consuls de Paris réassignaient ceux-ci par des huissiers dont ils étaient sûrs, mais cet usage n'était pas suivi à Amiens. Les échevins de cette ville proposèrent en 1764 de laisser choisir par les consuls les huissiers chargés de notifier les sentences consulaires ; quant aux consuls eux-mêmes, s'ils surveillaient les agissements de leurs huissiers, il leur arrivait aussi de prendre

⁽³⁴⁾ Arch. dép. de la Somme, IB 50, f. 46.

⁽³⁵⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1563.

fait et cause pour ceux-ci, fût-ce contre l'intendant, lorsque par exemple on prétendait assujettir abusivement à un contrôle un billet commercial établi à leur profit ⁽³⁶⁾.

Les huissiers jouaient à Amiens un rôle important comme représentants des parties dans les procès qui se déroulaient devant la juridiction consulaire. L'édit de 1563 avait formellement proscrit le ministère des avocats et des procureurs : les parties devaient comparaître en personne à la première assignation pour être « ouïes par leur bouche » si elles n'avaient une excuse légitime de maladie ou d'absence ; dans le cas où elles en avaient une, elles devaient envoyer par écrit leur réponse signée de leur propre main ou, en cas de maladie, de l'un de leurs parents, voisins ou amis, muni d'une procuration spéciale. Les ordonnances de 1667 et de 1673 avaient maintenu ces dispositions qui n'avaient pas, depuis, été abrogées.

A Amiens, ces prescriptions avaient été observées en ce sens qu'aucun procureur ni avocat ne s'était jamais présenté pour prendre la défense des parties ; mais il était devenu d'usage que les huissiers fussent admis à remplir cette fonction : dans la plupart des causes, ils « postulaient » pour les parties, soit que celles-ci, par empêchement ou par « timidité », ne comparussent pas en personne, soit même qu'elles fussent présentes à l'audience. Le ministère de ces postulants n'était pas obligatoire et, à chaque audience, il y avait souvent au moins une cause où les deux parties, ou bien l'une d'elles, comparaissaient en personne ; cet intermédiaire n'était même admis que pour les affaires peu importantes et nombreux étaient les cas où les consuls, se jugeant insuffisamment éclairés, exigeaient la comparution personnelle des parties.

Simplement tolérée par les juges qui avaient toujours la ressource d'en revenir à l'application stricte de la loi s'ils l'estimaient nécessaire, cette intervention des huissiers dans l'instance avait l'avantage incontestable de fournir au tribunal un exposé clair du litige, qu'un commerçant, peu habitué à plaider, aurait été incapable de présenter ; leur connaissance des maximes consulaires et des usages du commerce les mettait à même d'accélérer l'expédition des affaires. Les commerçants reconnaissaient qu'on ne pouvait guère se passer d'eux mais auraient désiré qu'on les obligeât à réduire au minimum leurs « écritures » et, par voie de conséquence, les frais de procédure ; les juges consuls demandaient qu'on leur confirmât le droit de taxer d'office les huissiers et d'interdire pour toujours les prévaricateurs, de quelque tribunal qu'ils eussent reçu leurs commissions ⁽³⁷⁾.

⁽³⁶⁾ Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 18.

⁽³⁷⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1563-19.

III. — COMPÉTENCE DU TRIBUNAL CONSULAIRE.

A. — COMPÉTENCE RATIONE LOCI.

Les édits de création des juridictions consulaires n'en avaient pas précisé nettement la compétence territoriale. L'ordonnance de 1673 l'étendit plutôt en autorisant le demandeur à assigner l'autre partie soit au lieu de son domicile, soit au lieu où la promesse avait été faite et la marchandise livrée, soit au lieu où le paiement devait être effectué. Avant la déclaration royale du 7 avril 1759 qui rendit bailliagères les juridictions consulaires, la compétence des juge et consuls d'Amiens s'étendait au-delà des limites du bailliage : à l'audience du 7 septembre 1725 par exemple, on voit un boucher demeurant à Albert assigner, par un exploit contrôlé dans la même ville, un marchand habitant Bray-sur-Somme ; or ces deux localités n'appartenaient ni l'une ni l'autre au bailliage d'Amiens.

Les habitants des divers bailliages voisins de celui d'Amiens, dans lesquels il n'y avait pas de consulat, avaient toujours accepté la juridiction des juge et consuls de cette ville sans qu'il y eût jamais de réclamation de leur part : on ne connaissait pas de cas où un déclinatoire de compétence eût été introduit par l'une des parties pour ce motif ⁽³⁸⁾. L'édit de 1710 qui créa vingt nouvelles juridictions consulaires et, parmi elles, celle de Saint-Quentin, confia aux intendants le soin de délimiter leur ressort : en Picardie, aucun différend ne survint entre les consuls d'Amiens et ceux de Saint-Quentin quant aux limites de leurs ressorts respectifs, mais ces derniers ne réussirent pas à faire respecter leurs droits par le présidial de Laon, le bailliage de Riblemont et quelques autres justices royales ⁽³⁹⁾.

Aux termes de la déclaration royale de 1759, les juges ordinaires du domicile du défendeur devinrent compétents en matière commerciale

(38) A Calais, la juridiction consulaire s'étendait non seulement aux commerçants de la ville et du gouvernement mais également à ceux du Boulonnais, de l'Artois et de l'Ardresis, et, d'une façon plus générale, à tous ceux dont le domicile était assez proche : les juges ordinaires avaient admis cette compétence des consuls de Calais sans trop de difficultés. La Chambre de commerce et le consulat d'Amiens différaient d'opinion sur l'opportunité de créer une juridiction consulaire à Boulogne.

(39) Arch. dép. de la Somme, C 1563. Soissons bénéficia de cette institution en 1711. En 1764, l'échevinage proposa l'établissement de juges consuls à Arras ; en 1782, le subdélégué Ducastel envisagea de même la création d'une juridiction consulaire à Saint-Valery. Le ressort de celle d'Abbeville s'étendait de la région de Montreuil à celle de Doullens, Airaines, Blangy, Eu et Aumale : c'est seulement à propos de cette dernière ville qu'un conflit s'éleva en 1743 entre les consuls d'Abbeville et le comte d'Eu qui prétendait faire renvoyer devant le vicomte d'Aumale une affaire où étaient impliqués des commerçants qui y étaient domiciliés.

lorsqu'il n'y avait pas de juridiction consulaire dans l'étendue du bailliage ; obligation leur était d'ailleurs faite de juger les causes consulaires sommairement, sans recevoir d'écipes et les dispositions de l'ordonnance de 1673 étaient maintenues.

Cette nouvelle législation souleva de nombreuses protestations de la part des juridictions consulaires : en restreignant la compétence territoriale de celles-ci, elle rendait aux justices ordinaires la connaissance de litiges commerciaux, ce qui risquait de porter préjudice au commerce lui-même en raison des lenteurs et des frais qu'entraînait la procédure devant les présidiaux. On se trouvait en présence d'un épisode du conflit entre les juridictions consulaires et les justices ordinaires, conflit qui avait éclaté dès l'institution des juges et consuls ⁽⁴⁰⁾ et qui était demeuré latent depuis cette époque ⁽⁴¹⁾.

Les juge et consuls d'Alençon prirent l'initiative de présenter au roi des remontrances à ce sujet et proposèrent à leurs collègues d'Amiens de se joindre à eux ; après avoir écouté un exposé du juge Midy sur la question, le corps consulaire d'Amiens décida, dans son assemblée du 13 novembre 1759, de donner mandat aux consuls en fonctions de faire leurs les remontrances du consulat d'Alençon ou d'intervenir au Conseil du roi par l'entremise d'un avocat ⁽⁴²⁾. Des remontrances furent effectivement adressées au roi, au chancelier et au Conseil d'Etat par les juge et consuls d'Amiens ⁽⁴³⁾.

En fait cette déclaration n'était pas encore mise en application dans la province lorsque fut rédigée, cinq ans plus tard, la réponse des diverses juridictions au projet de règlement général des justices consulaires élaboré par le chancelier ⁽⁴⁴⁾.

B. - COMPÉTENCE RATIONE PERSONÆ.

Aux termes des édits de 1563 et des années suivantes, les seules personnes soumises à la juridiction consulaire étaient les marchands ainsi que leurs veuves marchandes publiques, leurs facteurs et serviteurs. L'ordonnance du commerce de mars 1673 rangea également parmi les justiciables du consulat les artisans et gens de métiers lorsqu'ils achetaient pour revendre ou pour travailler de leur profession,

(40) Cf. *supra*, p. 21 et suiv.

(41) Cf. *infra*, p. 72 et suiv.

(42) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 18 v°.

(43) *Très humbles et très respectueuses remontrances que font au Roi, à Mgr le Chancelier et à Nosseigneurs du Conseil les juge et consuls de la ville d'Amiens*. 8 p. in-f°.

(44) Arch. dép. de la Somme, C 1663.

ainsi que les commissionnaires pour les gages qui leur étaient dus en raison du commerce ; les gens d'Eglise, gentilshommes, bourgeois, laboureurs, vigneron et autres eurent le choix entre la justice consulaire et la justice ordinaire pour la vente à des revendeurs de denrées de leur cru. Quant aux veuves et héritiers des justiciables de la juridiction consulaire, ils purent aussi être assignés devant celle-ci, dont la compétence, par ailleurs, s'étendait à tous en matière de lettres de change.

Cette ordonnance autorisait une interprétation assez extensive de l'édit de création des juridictions consulaires. Le consulat d'Amiens paraît avoir assez largement usé de la faculté qui lui était accordée d'étendre sa compétence au-delà du cercle des commerçants proprement dits. Dans une affaire jugée en 1725, nous voyons un sergent royal assigner un laboureur pour un litige portant sur le paiement d'un billet à ordre : aucune des parties n'est commerçante et il n'est pas certain que l'objet même du procès ait eu un caractère commercial puisqu'il s'agit d'un billet à ordre et non d'une lettre de change.

Il arrivait que le défendeur, — pour traîner l'affaire en longueur, probablement, — opposât une exception d'incompétence au tribunal consulaire sous prétexte qu'il n'appartenait pas à la classe des marchands, mais les consuls d'Amiens n'admettaient pas cette exception s'il y avait eu livraison de marchandises : peu leur importait que le défendeur déclarât vivre de son bien ou exercer la profession d'artisan, le demandeur se reconnût-il lui-même la qualité de bourgeois d'Amiens, c'est-à-dire celle d'un homme ne faisant pas habituellement le commerce. Toutefois le défendeur était déchargé de la plainte déposée contre lui s'il démontrait qu'il ne faisait pas le commerce pour son compte mais uniquement par commission ou s'il prouvait que la qualité de revendeur ne pouvait lui être attribuée : le déclinatoire proposé par son postulant était, dans ce cas, accepté par le tribunal qui renvoyait la cause devant les juges compétents ⁽⁴⁵⁾.

La Chambre de commerce et le consulat d'Amiens, ainsi que les marchands de toiles de Saint-Quentin, demandèrent, en 1764, que les débiteurs des détaillants devinssent, eux aussi, justiciables de la juridiction consulaire ; ils proposèrent que fripiers, tailleurs d'habits, couturières, etc... fussent autorisés à assigner devant celle-ci leurs débiteurs, de quelque condition qu'ils fussent, dès lors qu'il s'agissait de fournitures relatives à leur profession. La réunion des prévôtés royales aux présidiaux et aux bailliages avait rendu cette réforme plus

(45) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Plumitif des audiences.

nécessaire car, si les détaillants pouvaient auparavant obtenir justice d'une façon assez prompte devant les prévôtés, il n'en était plus de même depuis qu'il leur fallait recourir au ministère des procureurs ⁽⁴⁶⁾.

C. - COMPÉTENCE RATIONE MATERIE.

Bien que les juridictions consulaires eussent été instituées à la demande des commerçants, leur compétence était plus « réelle » que « personnelle » : il fallait qu'il s'agît de différends « mus pour fait de marchandises », selon les termes du premier édit de 1563 qui avait limité à 500 livres la compétence en dernier ressort des juge et consuls et énuméré les causes de différends pouvant être portés devant eux : « obligations, cédules, récépissés, lettres de change ou crédit, réponses, assurances, transports de dettes et novation d'icelles, comptes, calcul ou erreur en iceux, compagnies, sociétés ou associations ».

Accusés plusieurs fois, à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e, d'outrepasser leurs pouvoirs, les consuls s'étaient vu préciser les limites de leur compétence matérielle par l'ordonnance de 1673 qui leur avait interdit la connaissance des billets de change entre particuliers non marchands et celle des contestations pour nourritures, entretiens ou ameublements sauf entre professionnels de ce genre de fournitures ; par contre elle leur avait attribué, comme nous l'avons déjà indiqué, la connaissance de toutes les lettres de change et des salaires payés par les commerçants aux personnes qu'ils employaient dans leurs affaires. Il n'était pas au pouvoir des consuls de juger les questions relatives à l'état ou à la qualité des personnes mais, hormis celles-là, toutes celles que soulevait l'exécution des édits royaux étaient de leur compétence si elles étaient posées incidemment au cours d'une affaire dont ils avaient régulièrement à connaître.

Exerçant leurs fonctions gratuitement, les juges consulaires d'Amiens n'avaient aucun intérêt personnel à empiéter sur le domaine des juridictions civiles ou criminelles. Au début du xviii^e siècle, cependant, un arrêt du Parlement, en date du 8 août 1702, vint leur interdire de connaître des affaires criminelles et de commettre certains d'entre eux pour remplir des fonctions qui étaient normalement dévolues au procureur général du roi ⁽⁴⁷⁾. Mais en général on ne les voit faire aucune difficulté pour renvoyer devant les juges royaux les procès qui n'étaient pas purement commerciaux : on rencontre de nombreux

(46) Arch. dép. de la Somme, C 1563. Les commerçants d'Amiens admettaient que la contrainte par corps ne serait pas prononcée dans les procès intentés par les détaillants à leurs débiteurs.

(47) *Journal des audiences du Parlement*, par Nupied. Paris, 1736, t. V, p. 276 et 277.

exemples d'affaires renvoyées, à propos de vérifications d'écriture ou de fixation du prix de marchandises, devant les juges qui en devaient connaître, les consuls exigeant naturellement que le procès revînt ensuite devant eux s'il demeurait, pour le fond, de leur compétence.

Dans les cas où les parties avaient le choix du tribunal, l'affaire était renvoyée au bailliage s'il y avait « litispendance », c'est-à-dire existence simultanée d'une action pour le même objet, devant la justice civile ; il fallait cependant que cette litispendance fût bien réelle et qu'une sentence arbitrale homologuée par la juridiction consulaire n'eût pas ôté au défendeur la faculté de se pourvoir devant la justice du bailliage.

Il n'est d'ailleurs pas sans exemple que les justices royales aient tenté d'empiéter sur les prérogatives des juges commerciaux : en 1704, le Conseil de commerce, créé auprès du gouvernement royal quatre ans auparavant, fut saisi d'une plainte des juge et consuls d'Amiens qui attiraient son attention sur le fait que les juges royaux obligeaient les marchands à plaider devant eux pour des affaires de négoce ⁽⁴⁸⁾.

Les questions qui donnaient le plus souvent lieu à controverse étaient celle des foires, celle du commerce maritime et surtout celle des faillites et banqueroutes.

I. - Foires.

Les foires qui avaient connu une grande vogue au Moyen Âge étaient devenues moins utiles, avec le développement du commerce sédentaire. Une juridiction spéciale avait été établie pour certaines d'entre elles, celle des juges conservateurs du privilège des foires. A Amiens, où il y avait trois foires annuelles, elle n'existait pas : la police de la foire était exercée par les officiers municipaux et les contestations qui y survenaient relativement au commerce étaient jugées sommairement par les juge et consuls, pendant la durée de la foire. Les officiers municipaux connaissaient des litiges concernant les poids et mesures, l'observation des règlements de police, les dettes contractées par les forains ou envers eux pourvu que celles-ci n'eussent pas un caractère commercial ; la compétence des consuls s'étendait à tous les actes de commerce, aux achats et ventes ainsi qu'aux dettes contractées à l'occasion de ces opérations.

(48) Archives Nationales, F-12, 51, f° 273 v°. Cette plainte parvint au Conseil de commerce au moment où celui-ci examinait un projet de déclaration royale sur la compétence des juridictions consulaires du royaume. Cf. *Conseil de commerce et Bureau du commerce, Inventaire analytique des procès-verbaux*, par Pierre Bonnassieux, p. 17 et 18.

La juridiction des consuls était semblable à celle des juges conservateurs des foires, qui étaient en fonctions à Lyon notamment, à cette différence près que les sentences consulaires rendues en matière de commerce de foire n'étaient pas exécutées sommairement, en ce qui concernait la contrainte par corps. Le consulat d'Amiens aurait souhaité que la contrainte par corps pût être exercée pendant les foires comme c'en était l'usage à Lyon ; les échevins partageaient ce point de vue, tout en observant qu'une confirmation du privilège dont jouissaient les bourgeois d'Amiens en vertu de la coutume locale et qui leur permettait de faire arrêter leurs débiteurs forains aurait pu suppléer à cette insuffisance du pouvoir des consuls. Quant aux marchands de toiles de Saint-Quentin qui déploraient également que la contrainte par corps ne fût pas admise pendant les foires, ils réclamaient nettement la suppression des franchises dont bénéficiaient les forains ⁽⁴⁹⁾.

II. - Commerce maritime.

L'ordonnance du commerce de mars 1673 avait attribué aux juges et consuls la connaissance des différends ayant pour origine les « assurances, grosses aventures, promesses, obligations et contrats concernant le commerce de la mer, le fret et le naulage ⁽⁵⁰⁾ des vaisseaux ». Mais l'ordonnance de la marine, d'août 1681, donna aux tribunaux de l'Amirauté le pouvoir de juger ces procès et interdit à tous juges, — aux consuls notamment, — d'en prendre connaissance.

Le consulat d'Amiens dut s'incliner comme le firent les autres juridictions consulaires mais il ne manqua pas, lorsque l'occasion s'en présenta, de souligner l'avantage qu'aurait retiré le commerce et même le pays tout entier du retour à la législation antérieure. En 1764, il reprit les arguments, formulés l'année précédente par la Chambre de commerce et fondés sur la lenteur de la procédure en usage devant les Amirautés ; les inconvénients qui en résultaient étaient tels, affirmait-il, que les négociants français renonçaient à s'assurer à des compagnies françaises et recouraient aux assureurs anglais ou hollandais, faisant ainsi sortir du royaume des capitaux immenses. Les consuls ne voyaient de remède à cet état de choses que dans la restitution à leur juridiction de la connaissance des assurances et obligations à la grosse aventure ⁽⁵¹⁾.

(49) Arch. dép. de la Somme, C 1563.

(50) Terme employé en Méditerranée comme synonyme de fret, c'est-à-dire de location d'un navire pour le transport des marchandises par mer.

(51) Arch. dép. de la Somme, C 1563.

III. - *Faillites et banqueroutes.*

Les édits de 1563 et des années suivantes, ainsi que l'ordonnance de 1673, avaient laissé aux juges ordinaires la connaissance des faillites et des banqueroutes ; les négociants, marchands et banquiers en état de faillite étaient cependant tenus de remettre au greffe des juges et consuls tous leurs livres et registres, cotés et paraphés.

Mais les lenteurs et les frais de la procédure devant les justices royales n'étaient pas moindres pour les faillites que pour les autres affaires : lorsque plusieurs juridictions étaient amenées successivement à en prendre connaissance, les frais de toutes sortes achevaient non seulement de ruiner le débiteur mais de réduire à néant ce qui restait à la disposition des créanciers.

Les faillites s'étant multipliées à la fin du règne de Louis XIV, une déclaration royale du 10 juin 1715, publiée à Amiens le 17 du mois suivant, attribua aux juridictions consulaires la connaissance de celles qui étaient survenues depuis le 1^{er} avril de la même année ou qui se produiraient avant le 1^{er} janvier 1716 : tous les procès relatifs aux faillites et banqueroutes devenaient de la compétence exclusive des juges et consuls qui, sous réserve de la possibilité d'appel au Parlement, se trouvaient chargés notamment de l'apposition des scellés, de la confection des inventaires, de l'homologation des délibérations de créanciers et des contrats d'attribution, de la vente des meubles, du recouvrement des effets mobiliers, des saisies mobilières et en général de toutes les autres contestations, à l'exception des saisies réelles et des criées des immeubles qui restaient de la connaissance des juges ordinaires ; il était interdit à ces derniers d'engager des poursuites criminelles à l'occasion des faillites et banqueroutes, à moins que ce ne fût du consentement de ceux des créanciers dont l'ensemble des créances dépassait la moitié de la totalité des dettes.

Les raisons qui avaient motivé l'attribution momentanée aux consuls de la connaissance des faillites avaient gardé leur valeur les années suivantes et, tant en 1718 qu'en 1716 et 1717, cette attribution fut prorogée. Le 5 août 1721, une déclaration royale la renouvela pour les faillites qui s'étaient produites depuis le 1^{er} janvier de la même année ; le 3 mai 1722, elle fut prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 1723. Il fut toutefois spécifié que la juridiction ordinaire était maintenue pour les banqueroutes frauduleuses ; les créanciers étaient tenus d'affirmer devant les juges et consuls la réalité de leurs créances ⁽⁵²⁾.

(52) Arch. dép. de la Somme, IB 52, f. 1, 12, 72 ; IB 53, f. 42 v°, 62 v°, 85 ; IB 54, f. 10 v°, 140 ; IB 55, f. 1, 32, 52, 87 v°, 108 v°, 124 v°, 142 v°.

D'année en année, cette attribution des faillites aux consuls fut prorogée avec limitation de son effet au 1^{er} juillet puis au 1^{er} septembre de l'année suivante. A partir de 1729, cependant, le Parlement de Paris n'envoya au bailliage la copie des déclarations royales qu'après avoir prié le souverain de « maintenir l'ordre des juridictions suivant les ordonnances », une fois expiré le terme prévu ⁽⁵³⁾.

Le plumitif des audiences du consulat d'Amiens nous offre des exemples de faillites jugées par le tribunal consulaire dans les conditions prescrites par les déclarations royales. On y voit les créanciers produire des affirmations formelles, consignées au greffe, sur la réalité de leurs créances ; il y est spécifié que les sentences des juge et consuls seront exécutées nonobstant appel dès lors qu'il s'agit d'homologation de contrat d'atermolement ou de vente de meubles. Dans un cas où la somme due aux créanciers qui avaient souscrit au contrat d'atermolement semblait dépasser les trois quarts de la dette du failli, le consulat ordonna cependant que les créanciers qui n'avaient pas fait de déclaration au sujet de leurs créances seraient appelés avant que fût prononcée l'homologation à l'égard d'un créancier particulier et du syndic de la faillite ; à la demande de ce dernier, il fut également procédé à la reconnaissance, par les créanciers, des marchandises en nature. La conversion en saisie de l'exploit d'assignation remis au débiteur d'un failli était souvent prononcée par le tribunal consulaire qui astreignait alors ce débiteur à faire au greffe, sous la foi du serment, une déclaration sur le montant effectif de sa dette.

En 1731, le consulat d'Amiens eut à combattre les prétentions du procureur du roi et des commissaires aux prisées qui soutenaient avoir le droit d'assister aux inventaires de faillite et d'être payés de leurs vacations ; le premier allait jusqu'à taxer lui-même le montant de celles-ci. Cet usage n'étant pas en vigueur dans les autres juridictions consulaires, le contrôleur général fit savoir à l'intendant Chauvelin qu'il estimait fondée l'attitude des consuls d'Amiens ⁽⁵⁴⁾.

Le 5 août 1732 parut encore une déclaration royale prorogeant jusqu'au 1^{er} septembre 1733 l'attribution aux consuls de la connaissance des faillites et banqueroutes mais c'est la dernière qui ait été transcrite au registre des délibérations du corps consulaire d'Amiens : le consulat de cette ville, comme d'ailleurs beaucoup d'autres juridictions consulaires, allait voir lui échapper la connaissance des faillites. Il paraît avoir envisagé la possibilité d'engager une action commune auprès du

(53) Arch. dép. de la Somme, IB 55, f. 164 v°, 176 v° ; IB 56, f. 2.

(54) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 3.

Conseil du roi, de concert avec les institutions semblables des autres villes : le 8 juin 1733, ayant appris qu'un arrêt du Parlement, en date du 24 janvier, avait enlevé aux consuls d'Angoulême « la plus saine partie de leurs attributions » pour la transférer aux officiers de la sénéchaussée, le corps consulaire d'Amiens décida d'intervenir au Conseil du roi pour appuyer la requête du consulat d'Angoulême et obtenir la cassation de l'arrêt, à condition toutefois que les juge et consuls de Paris eussent, eux aussi, pris fait et cause pour leurs confrères ⁽⁵⁵⁾.

La déclaration du 13 septembre 1739, qui fut publiée au bailliage d'Amiens le 27 juillet de l'année suivante ⁽⁵⁶⁾, ne laissait aux juge et consuls qu'un rôle très limité dans la connaissance des faillites : ils demeuraient chargés de l'examen des bilans déposés à leur greffe et les parties devaient comparaître devant eux avant que les déclarations des créanciers ne fussent reçues et les contrats d'attribution homologués.

En 1754, les marchands des trois corps réunis et les épiciers se joignirent aux juge et consuls d'Amiens pour affirmer leur solidarité avec les négociants et consuls de Troyes qui se trouvaient en butte aux prétentions du receveur des consignations du bailliage de cette ville en matière de faillites : ce dernier exigeait que lui fût remis en consignation tout l'argent provenant de la vente des meubles et effets des faillis. Cette exigence étant en contradiction avec les privilèges des juridictions consulaires et les intérêts du commerce, une instance avait été introduite au Conseil du roi par le consulat de Troyes et les communautés des marchands d'Amiens s'associèrent si volontiers à l'intervention de leurs consuls qu'elles avancèrent spontanément les sommes nécessaires à la défense de leurs intérêts communs ⁽⁵⁷⁾.

Appelés en 1756 à fournir les titres sur lesquels était fondée leur juridiction, les consuls d'Amiens jugèrent le moment opportun de rappeler que, contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres villes, ils n'avaient plus, depuis de nombreuses années, le droit d'instruire les affaires de faillites ⁽⁵⁸⁾. Huit ans plus tard ⁽⁵⁹⁾, ils profitèrent de l'occasion que leur offrait la discussion du projet de règlement général des justices consulaires pour exprimer leurs regrets d'avoir été privés de la connaissance des faillites et leur espoir de la recouvrer ; les frais

⁽⁵⁵⁾ Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 8.

⁽⁵⁶⁾ Arch. dép. de la Somme, IB 56, f. 127 v°.

⁽⁵⁷⁾ Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 11 v°, 12 et 13.

⁽⁵⁸⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1563.

⁽⁵⁹⁾ *Ibid.*

considérables qu'avait entraînés le jugement, par les tribunaux ordinaires, d'une faillite récente, venaient à l'appui de leur argumentation. Mais si la Chambre de commerce s'associa pleinement à leurs réclamations, le maire et les échevins estimèrent qu'il n'y avait pas lieu de rendre perpétuelles les déclarations qui avaient autrefois, pour un temps, étendu leur compétence.

Les consuls eux-mêmes ne revendiquaient d'ailleurs pas l'extension de leur compétence aux immeubles et admettaient que les juges royaux fussent maintenus dans leur droit de juger les contestations pouvant survenir entre les créanciers pour des questions de privilèges, d'hypothèques, de préférence de leurs créances ou pour des dots, douaires et reprises des femmes et enfants ; ils demandaient seulement à connaître, en cas de faillites, des saisies mobilières, des inventaires, de l'établissement de commissaires, de la vente des effets saisis et de la distribution des deniers en provenant ainsi que de ceux résultant de la vente des immeubles. Ils ne manquaient pas, naturellement, de souligner que les officiers subalternes des justices royales n'étaient que trop accoutumés à prolonger et multiplier les formalités, tandis que les opérations de la justice consulaire étaient rapides et gratuites. L'un des moyens qu'ils préconisaient pour diminuer le nombre des faillites et éviter les fraudes était la publication, à l'audience de la juridiction consulaire, des demandes en séparation de biens entre mari et femme, celles-ci étant souvent soustraites en pratique à la connaissance des créanciers.

Un procès survenu en 1775 entre les officiers du bailliage de Bourges et les consuls de cette ville qui demandaient au Parlement de leur rendre la connaissance de toutes les contestations entre marchands fut l'occasion pour le consulat d'Amiens de renouveler sa requête tendant à obtenir que la connaissance des faillites lui fût rendue : son intervention dans l'instance, au nom du corps consulaire, eut pour but de faire déclarer commun avec lui l'arrêt que prononcerait éventuellement le Parlement en faveur des consuls de Bourges ⁽⁶⁰⁾.

En 1786, les juges et consuls de Troyes, de Nantes et d'Angoulême présentèrent au roi une requête afin d'obtenir que la prestation de serment eût lieu devant les consuls sortants et que la connaissance des faillites et de toutes les contestations auxquelles elles donnent naissance, à l'exception des procès criminels et des discussions de biens fonds, fût attribuée aux juridictions consulaires. Le consulat d'Amiens en ayant été informé convoqua le 8 août une assemblée extraordinaire

(60) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 34-35.

des négociants et des anciens juges et consuls qui, frappés de la solidité des arguments exposés dans la requête, décidèrent d'unir les représentations du commerce d'Amiens à celles des juridictions consulaires qui feraient cause commune avec lui ⁽⁶¹⁾. Mais les faillites ne devaient redevenir de la compétence des tribunaux de commerce qu'au siècle suivant.

IV. - PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL CONSULAIRE.

A. - TENUE DES AUDIENCES.

Le tribunal consulaire tenait ordinairement ses audiences à l'Hôtel-de-ville, en l'auditoire de la Chambre consulaire ; mais les parties étaient également entendues en Chambre du Conseil, dans une pièce contiguë à l'auditoire, lorsqu'il s'agissait par exemple de recueillir en secret des dépositions de témoins, ou bien encore en l'hôtel du juge des marchands, dans certains cas particuliers ⁽⁶²⁾.

Jusqu'en juillet 1746, les jours d'audience, à l'Hôtel-de-ville, étaient les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine ; en outre des audiences avaient lieu souvent en l'hôtel du juge, un autre jour de la semaine ; il n'y avait guère de vacances que les jours fériés.

A partir de 1746, le tribunal consulaire ne siégea plus que deux jours par semaine : d'abord le mardi et le vendredi entre juillet 1746 et 1747, puis le lundi et le vendredi jusqu'aux environs de 1780 et enfin le lundi et le jeudi à partir de cette dernière date ; les audiences subsistèrent, en l'hôtel du juge, un autre jour de la semaine et il arriva naturellement qu'un jour d'audience fût substitué à un autre pour des raisons que nous ignorons.

Les juges consulaires siégeaient en manteau noir et en rabat ; il leur était interdit de porter l'épée, dans l'exercice de leurs fonctions, et des contestations s'étant élevées à ce sujet en 1779, le contrôleur général des finances Joly de Fleury intervint pour y mettre un terme. Une tenue correcte était exigée et l'on vit, cette même année, le président du tribunal refuser de prendre l'opinion d'un consul dont l'habillement était, à son gré, peu convenable ; ce dernier, qui était capitaine de la milice bourgeoise, protesta de nullité de tous les jugements

(61) *Ibid.*, f. 57. Le texte de la délibération reçut 74 signatures. L'avocat du consulat, Dupenty, fut chargé de présenter au Conseil du roi les pièces nécessaires à cette intervention ; le 17 octobre 1787, une nouvelle assemblée extraordinaire fut convoquée pour régler la question de ses honoraires.

(62) *Cf. infra*, p. 60.

rendus en l'audience, en affirmant que sa tenue, noire, était absolument semblable à celle de l'un des autres consuls ⁽⁶³⁾.

Le tribunal était présidé par le juge consul en charge ; en son absence, c'était le premier consul en charge ou, à défaut, le consul suivant dans l'ordre des préséances, qui présidait. Exceptionnellement la première audience qui suivait l'élection annuelle était, depuis 1738, présidée par le lieutenant général du bailliage en présence des juge et consuls sortant de charge et de ceux qui entraient en exercice.

Il est à remarquer que le juge présidait effectivement presque toutes les audiences. Le tribunal n'était au complet que beaucoup plus rarement : comme les jugements étaient valables moyennant la présence de trois consuls au moins, généralement deux consuls seulement venaient siéger avec le président. S'il y avait parenté de l'un des consuls avec l'une des parties venant en cause ce jour-là, on adjoignait au tribunal un ou deux anciens consuls : il arrivait que les jugements fussent rendus par un seul consul en charge, assisté de deux anciens consuls. Dans les affaires particulièrement importantes, — au cas, par exemple, d'une opposition basée sur la dénégation d'une signature, — le tribunal siégeait au complet et s'adjoignait non pas deux, mais jusqu'à cinq ou six anciens consuls.

Aux consuls furent adjoints, à partir de 1726 ⁽⁶⁴⁾, des conseillers qui étaient chargés des référés et faisaient compter devant eux les parties. Les causes étaient appelées obligatoirement par un huissier-audencier.

B. - INTRODUCTION DE L'INSTANCE.

Pour introduire son instance, le demandeur s'adressait à un huissier, demeurant à proximité de son domicile, et le chargeait de remettre au défendeur un exploit d'assignation ; cet exploit devait être présenté au contrôle avant que l'affaire vînt devant le tribunal consulaire. Le fisc se montrait rigoureux dans la perception des droits afférents à ce contrôle et le Conseil d'Etat du roi cassa, par un arrêt du 29 août 1721, une sentence des consuls d'Amiens qui ne s'étaient pas conformés aux règlements établis à ce sujet : ils furent condamnés à l'amende, ainsi

(63) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Plumitif des audiences des juge et consuls de la ville d'Amiens.

(64) Cf. *supra*, p. 38.

que le greffier, un sergent et un procureur, et le juge fut interdit de ses fonctions ⁽⁶⁵⁾.

Le contrôle, qui avait lieu sur place, était effectué généralement le surlendemain, parfois le lendemain ou le jour même lorsqu'il s'agissait simplement de l'exécution d'une sentence antérieure. Un délai de quatre jours au minimum, — sauf dans ce dernier cas où la procédure était plus rapide, — s'écoulait entre la rédaction de l'exploit et le jugement de l'affaire ; il atteignait souvent neuf ou dix jours mais n'excédait guère ce laps de temps que si l'une des parties avait son domicile éloigné d'Amiens.

Le tribunal choisi par le défendeur n'était pas obligatoirement celui du domicile du débiteur mais l'un de ceux que définissait l'ordonnance de 1673.

L'objet de l'assignation qui, aux termes de l'édit de 1563, devait « contenir demande certaine » était, dans la plupart des cas, la condamnation du défendeur au paiement d'une somme d'argent augmentée des intérêts et aux dépens du procès. Elle devait, sous peine de nullité, être faite au véritable domicile du défendeur ou à celui qu'il occupait lors de la déclaration de faillite ; l'affaire ne venait pas en jugement si l'exploit d'huissier arrivait à disparaître.

La présentation de la cause, telle qu'on la trouve au plumitif des audiences, comprenait les nom, prénom, profession et adresse du demandeur, la date de l'exploit d'assignation, le nom de l'huissier qui s'en était chargé, la date et le lieu du contrôle de l'exploit ainsi que le nom du contrôleur, les nom, prénom, profession et adresse du défendeur, et enfin le motif de l'assignation.

C. - COMPARUTION DES PARTIES.

Les jugements rendus contradictoirement, dans lesquels les deux parties se faisaient représenter par un postulant (généralement un huissier, parfois un praticien ou un sergent à masse) ou bien, — ce qui était plus rare, — comparaissaient elles-mêmes à l'audience, n'étaient pas les plus fréquents. Très nombreux étaient les cas où le défendeur ne comparaissait pas et ne se faisait pas représenter ; il était alors condamné par défaut, à moins qu'il ne fût réassigné à ses dépens par

(65) *Arrêt du Conseil d'Etat du Roy, du 29 août 1721, qui casse une sentence des Consuls d'Amiens. - Arrêt du Conseil d'Etat du Roy, du 10 octobre 1721, qui déboute les Juges-Consuls d'Amiens... de leur opposition à l'Arrêt du 28 juillet dernier.* Le 5 septembre 1759, l'assemblée des anciens consuls prit fait et cause pour deux huissiers qui n'avaient pas présenté un billet commercial au contrôle.

ordonnance du tribunal. La sentence pouvait d'ailleurs être rendue par défaut, même si le défendeur s'était fait représenter : il suffisait que son postulant refusât de plaider, bien que présent à l'audience, soit pour montrer qu'il ne reconnaissait pas la compétence du tribunal, soit pour permettre à son client de faire opposition au jugement sur le point d'être rendu.

Si le demandeur ne comparaisait pas et ne se faisait pas représenter à l'audience, congé était donné à son adversaire qui était déchargé de la plainte portée contre lui et il se trouvait condamné non seulement aux dépens mais à une amende de dix sols applicable aux huissiers.

La première partie du libellé de la sentence donnait des indications sur la comparution des parties. Si le défendeur n'avait pas comparu, la formule était ainsi rédigée : « Défaut à X., postulant pour le demandeur, contre le défendeur non comparant ni personne pour lui »; la suite du texte montrait que le tribunal avait adjugé le profit du défaut au demandeur : « et pour le profit avons condamné le défaillant... ». Lorsque c'était le demandeur qui ne comparaisait pas, on lisait : « Congé à X., postulant pour le défendeur, contre le demandeur non comparant ni personne pour lui et pour le profit avons déchargé le défendeur de la demande contre lui formée, condamnons le demandeur pour sa non comparance à dix sols d'amende applicable à nos huissiers et aux dépens ».

Dans les jugements rendus contradictoirement, les parties développaient oralement leurs « moyens ». Le texte de la sentence commençait ainsi : « Parties ouïes, par X., huissier postulant pour le demandeur, et Y., praticien (ou huissier) postulant pour le défendeur, en leurs moyens verbalement déduits... ».

D. - THÉORIE DES PREUVES.

Si l'audition des moyens exposés par les deux parties n'avait pas suffi à emporter la conviction des juge et consuls, le postulant de l'une d'elles pouvait requérir du tribunal qu'il prît la déclaration assermentée de l'autre partie sur l'objet du litige. Le libellé des sentences portait fréquemment que la déclaration du demandeur ou du défendeur avait été prise par le tribunal sur tel et tel point, sans qu'il fût spécifié si les juge et consuls avaient exigé d'eux-mêmes cette « affirmation » solennelle ou si les parties l'avaient proposée spontanément. C'était tantôt le demandeur qui affirmait que la somme demandée lui était bien due et qui obtenait par là la condamnation de son adversaire, tantôt le défendeur qui déclarait formellement soit ne rien devoir du tout, soit être redevable d'une somme moindre dont il offrait le

paiement et qui réussissait ainsi à faire supporter par le demandeur les dépens du procès.

Les déclarations et aveux des parties ou des tiers étaient fréquemment utilisés comme moyens de preuve. Il suffisait par exemple au demandeur, pour avoir gain de cause, de déclarer que la somme qui lui avait été adjugée par une sentence antérieure dont il réclamait l'exécution lui était bien due : le défendeur était alors débouté de son opposition. En matière de saisie, une déclaration était exigée de la part de celui entre les mains de qui la saisie avait été faite. Si le gagnant du procès était venu exprès à Amiens en vue de défendre sa cause, on se basait sur son affirmation pour taxer les frais de voyage dont son adversaire devait le rembourser ; d'autre part on recevait les déclarations de tiers qui avaient des renseignements utiles à fournir au tribunal.

Ces déclarations étaient, soit faites oralement à l'audience, soit reçues au greffe, transcrites sur le plumeau et signées de l'intéressé qui devait affirmer, sous serment, qu'elles étaient sincères et véritables ; on trouve aussi, dans des sentences datées de 1790, l'obligation imposée aux parties de faire une déclaration devant leur curé sur la réalité d'un paiement commercial, ainsi qu'une injonction à un huissier de s'expliquer devant le curé du lieu sur les raisons qui l'avaient amené à retirer un exploit d'assignation.

La preuve testimoniale était admise couramment en matière commerciale. Les témoins étaient entendus, soit à l'audience, soit séparément l'un de l'autre et en secret par les juges et consuls réunis en Chambre du Conseil ; ils prêtaient serment devant le tribunal et leurs dépositions, rédigées par écrit en présence du greffier, étaient signées par eux lorsque leur audition avait eu lieu en Chambre du Conseil.

Ils devaient déclarer qu'ils n'étaient parents, alliés ni domestiques des parties. L'ordonnance de 1667, qui était le texte en vigueur, admettait la récusation des parents jusqu'au 4^e degré inclusivement. On pouvait présenter comme motif de récusation le fait que le témoin demeurait chez l'une des parties, qu'il y buvait, mangeait et « faisait ses affaires », mais une femme de ménage qui n'était employée qu'occasionnellement ne pouvait être récusée comme domestique, même si elle prenait parfois ses repas chez son patron. La question se posait plusieurs fois devant la juridiction consulaire de savoir si un huissier qui avait instrumenté dans une instance pouvait y être entendu comme témoin ; elle fut chaque fois résolue par l'affirmative, l'ordonnance de 1667 ne s'y opposant pas.

Si témoignages et déclarations assermentées étaient volontiers admis par la juridiction consulaire afin d'accélérer la solution des procès, on conçoit que les preuves écrites jouissaient d'une faveur particulière : le demandeur et le défendeur étaient souvent invités à présenter à l'audience leur livre-journal ou leurs registres commerciaux et la sentence était souvent rendue sur la foi des mentions qui y étaient énoncées.

Lorsque le tribunal ne s'estimait pas suffisamment éclairé, le jugement n'était pas rendu séance tenante mais renvoyé soit à une autre audience soit à une réunion des juge et consuls qui se tenait le jour même, à l'issue de l'audience, dans la Chambre du Conseil. Dans ce dernier cas, les parties étaient entendues une nouvelle fois, « d'abondant » pour employer les termes du plumeitif, les pièces fournies étaient examinées, les témoins et experts prêtaient serment, la sentence était prononcée en pleine connaissance de cause ou bien un complément d'information était ordonné et la conclusion de l'affaire renvoyée à une autre audience.

Quand le jugement était différé, des justifications étaient exigées de l'une ou l'autre des parties ou bien ordre leur était donné de se retirer pardevant l'un des consuls, — ou devant l'un des deux conseillers consuls lorsque les fonctions de ceux-ci eurent été créées pour alléger la charge des consuls en exercice, — afin de confronter leurs comptes et de faire examiner leurs pièces justificatives. L'affaire était ainsi mise en délibéré et le tribunal consulaire se prononçait, à l'une des audiences suivantes, sur le référé du conseiller ou du consul.

E. - EXPERTISES ET ARBITRAGES.

Les expertises sont nécessaires lorsqu'il y a contestation sur la qualité de la marchandise livrée. Ce sont les parties qui devaient, chacune de leur côté, désigner comme experts des personnes qualifiées, mais si l'une d'elles négligeait de faire ce choix l'un des experts était désigné d'office par le tribunal. Les experts étaient assignés à comparaître devant la juridiction consulaire pour prêter serment de « bien et fidèlement procéder à la visite des marchandises » ; ils devaient, par la suite, dresser le procès-verbal de leurs opérations et le déposer au greffe.

La présentation des experts et leur prestation de serment avaient lieu soit en Chambre du Conseil soit en l'hôtel du juge. Le président de la juridiction consulaire se réservait en effet de procéder en son hôtel soit à ces désignations d'experts soit au jugement d'affaires urgentes ou particulièrement importantes. S'ils s'agissait, par exemple,

pour le demandeur d'obtenir l'exécution d'une sentence antérieure du tribunal, il arrivait que sa requête, dont l'exploit était contrôlé le jour même, reçût sans tarder la réponse de la juridiction consulaire et que le jugement fût prononcé dans l'après-midi en l'hôtel du juge ; en cas d'indisponibilité du président du tribunal, le jugement était rendu en l'hôtel de l'un des consuls en charge, mais cette éventualité était assez rare. Lorsque l'affaire était d'une gravité exceptionnelle, c'était aussi en son hôtel que le juge rassemblait consuls en exercice et consuls sortis de charge afin de délibérer sur la suite à donner au procès.

Il y a lieu, dans certaines affaires, de prendre des mesures conservatoires et de nommer des séquestres ; si les parties ne s'étaient pas entendues sur ce point, le tribunal nommait des séquestres d'office et l'une des parties pouvait être désignée à cet effet : c'est à elle qu'étaient remis les registres, livres et renseignements nécessaires au recouvrement des deniers.

Lorsqu'il était décidé de recourir à l'arbitrage, le tribunal suppléait de même à la défaillance éventuelle de l'une des parties et désignait d'office un arbitre ; la sentence arbitrale rendue conjointement par l'arbitre nommé d'office et par ceux désignés par l'autre partie était homologuée par une ordonnance de la juridiction consulaire : les arbitres choisis étaient ordinairement des commerçants ayant rempli des fonctions consulaires, des commissaires enquêteurs au bailliage, etc.

F. - RENVOIS.

En règle générale, la justice consulaire était rapide, mais les nécessités de l'instruction auxquelles nous venons de faire allusion pouvaient empêcher une conclusion immédiate : l'affaire était renvoyée à l'audience suivante, à huitaine ou à quinzaine, parfois même mais rarement au mois suivant. La multiplicité des affaires se présentant le même jour amenait la juridiction consulaire à en renvoyer quelques-unes sans qu'aucun motif particulier fût invoqué : le renvoi avait alors lieu sans frais pour les parties. Il pouvait se faire aussi que l'une des parties fût malade ou que le nombre des juges fût insuffisant pour certaines causes, la parenté d'un consul avec l'une des parties lui interdisant de siéger ; les parties pouvaient également se mettre d'accord pour demander le renvoi du débat.

Dans le cas où le défendeur faisait défaut, le tribunal pouvait, sur la réquisition du demandeur, renvoyer l'affaire au lieu de lui « adjuger le profit du défaut » : le demandeur en effet avait parfois intérêt à ce que le jugement fût rendu contradictoirement afin d'empêcher une opposition ultérieure du défendeur, mais c'était à ses risques et périls

car on a vu la juridiction consulaire condamner, par la suite, le demandeur aux dépens sur l'affirmation du défendeur que sa dette était inexistante.

Les procès se prolongeaient, — sans toutefois s'éterniser comme devant d'autres juridictions, — par l'obligation faite aux parties de comparaître en personne dans divers cas, de représenter leurs registres, de faire la preuve respective de leurs allégations si elles ne s'accordaient pas sur les faits, de justifier (pour les femmes) de l'autorisation d'estimer en justice ou de leur qualité de communes en biens avec leurs enfants. Les ordonnances avaient d'ailleurs fixé des délais que demandeurs ou défendeurs devaient observer lorsqu'il s'agissait pour eux de justifier leur demande, de déterminer leur qualité ou de mettre des garants en cause : la durée des procès s'en trouvait nécessairement limitée car l'édit de 1563 avait prescrit aux juges et consuls de n'accorder qu'un seul délai pour la production de pièces ou de témoins, le différend devant ensuite être jugé « sommairement et sans figure de procès ».

Comme c'étaient là des mesures d'instruction, les dépens étaient « réservés » en attendant qu'il fût « fait droit » aux parties. La « retenue d'une cause en avis » avait pour conséquence, d'une façon assez générale, de la faire juger, à l'une des audiences suivantes, en Chambre du Conseil ; il n'était d'ailleurs pas exclu que, les pièces une fois « placées sur le bureau » ou l'affaire mise en délibéré, le tribunal se dessaisît finalement du procès en renvoyant cause et parties « par devant les juges qui en devaient connaître », mais le plus souvent la compétence des juges ordinaires n'était reconnue que pour une série de vérifications à effectuer et il était spécifié que les parties reviendraient ensuite devant la juridiction consulaire. Parfois aussi les parties étaient mises « hors de cour » et renvoyées dos à dos, les dépens étant « compensés », c'est-à-dire mis à leur charge à égalité ; il pouvait arriver d'ailleurs que les juges et consuls ne se désintéressassent que partiellement de la cause qui leur était soumise, après avoir rendu leur jugement sur plusieurs des « demandes, fins et conclusions » des parties.

G. — PRONONCÉ DE LA SENTENCE.

Dans les affaires simples, — et notamment dans la plupart des jugements par défaut, — la sentence était rendue immédiatement par le tribunal ; elle consistait, le plus souvent, en une condamnation du défendeur à payer au demandeur, outre la somme réclamée dans l'exploit d'assignation, les intérêts de celle-ci à partir du jour de la demande et à solder les dépens dont le montant, rarement indiqué sur le plumitif, s'élevait ordinairement à quelques livres : la liquidation de

ces dépens avait lieu après la transcription de la sentence et il s'y ajoutait le coût de celle-ci. La partie condamnée avait éventuellement à payer, en outre, les frais de voyage (de l'ordre de 30 à 60 sols le plus souvent) déboursés par l'autre partie ou par les témoins et taxés par le tribunal, les frais de protêt, de port de lettres, de change, les dommages-intérêts résultant de l'inexécution du contrat et, d'une façon générale, les « loyaux coûts » du procès.

Le demandeur pouvait perdre son procès pour différentes causes. Sa condamnation pouvait résulter aussi bien de sa non-comparution, de la nullité de la procédure engagée par lui ou de l'exagération de la somme réclamée que du mal-fondé de ses prétentions ; la mauvaise tenue de ses registres était également de nature à provoquer une sentence défavorable.

Lorsque le jugement était rendu en faveur du demandeur et qu'il y avait plusieurs défendeurs, ces derniers étaient souvent condamnés solidairement, surtout quand il avait existé entre eux une société, mais il arrivait fréquemment aussi que lorsque plusieurs membres de la même famille étaient assignés en justice, un seul fût condamné et les autres relaxés.

H. - EXÉCUTION DE LA SENTENCE.

Les juge et consuls prononçaient en dernier ressort lorsque la somme en litige était inférieure à 500 livres. Ils ne connaissaient pas eux-mêmes de l'exécution de leurs sentences mais il était enjoint aux juges ordinaires et aux huissiers ou sergents qui en étaient requis d'y procéder, sous peine d'être privés de leurs offices ; aucun placet, visa ni pareatis ne pouvait être exigé ⁽⁶⁶⁾. Toutefois le consulat d'Amiens signalait en 1764 qu'à Lyon et dans plusieurs villes et pays d'Etats, l'exécution de ses sentences était subordonnée à l'obtention d'un pareatis, ce qui avait pour effet de soustraire le débiteur aux poursuites de son créancier ou de provoquer tout au moins des retards dans le recouvrement des créances ⁽⁶⁷⁾.

Les procès dont l'enjeu était une somme supérieure à 500 livres étaient susceptibles d'appel au Parlement de Paris, mais cet appel n'était pas suspensif et la sentence devait être exécutée par provision « nonobstant oppositions ou appellations quelconques ». Le demandeur pouvait obtenir cette exécution, sans préjudice de l'appel, en fournis-

(66) Le pareatis était un ordre du roi rendant exécutoire l'arrêt d'un tribunal ailleurs que dans le ressort de ce tribunal ; le placet était une requête adressée au roi.

(67) Arch. dép. de la Somme, C 1563-19.

sant la caution exigée par les ordonnances. La personne présentée comme caution devait déposer au greffe les titres lui permettant de justifier de sa solvabilité ; même si elle était notoirement connue comme « bonne et solvable » — tel un ancien consul par exemple, — elle devait cependant faire au greffe les « soumissions » requises et se faire recevoir comme caution par le tribunal.

Le jugement était également exécutoire s'il s'agissait d'une mesure d'instruction, de l'homologation d'un contrat, d'une vente de meubles ou encore si le demandeur était fondé en sentence, c'est-à-dire s'il réclamait simplement l'exécution d'une sentence antérieure dont la régularité venait d'être constatée par le tribunal.

C'était en vertu des jugements des consuls qu'avaient été, de tout temps, exécutés les saisies, établissements de commissaires et ventes de biens, même lorsqu'ils n'avaient pas connaissance des faillites ; il était interdit aux juges ordinaires, chargés des criées, de différer l'exécution des sentences consulaires ou de prolonger inutilement les procédures.

Lorsqu'un jugement avait reçu un commencement d'exécution du vivant du débiteur, les héritiers de celui-ci supportaient sur leurs biens les mesures destinées à en assurer l'exécution complète ; sinon la veuve et les héritiers pouvaient être assignés en reprise ou par une nouvelle action.

La contrainte par corps était prévue par l'édit de 1563 et, lorsque la somme à payer n'excédait pas 500 livres, les condamnés n'étaient pas admis à demander aux chancelleries des lettres de répit ⁽⁶⁸⁾. La clause suivant laquelle le débiteur était condamné « par corps suivant l'édit » à payer la somme indiquée par la sentence était toujours inscrite expressément dans le libellé du jugement ; non seulement le créancier pouvait faire exécuter son débiteur en ses biens meubles et saisir ses immeubles, mais il était enjoint aux geôliers de garder en prison les personnes qui leur étaient conduites par les exécuteurs des sentences consulaires. Toutefois l'exécution des jugements était moins stricte à Amiens qu'à Lyon où les officiers de la Conservation avaient obtenu que fussent maintenues les rigueurs antérieures au XVIII^e siècle : on estimait à Amiens qu'une telle sévérité, peut-être recommandable pour les foires où il était nécessaire d'agir vite, aurait nui au développement du commerce si on l'avait appliquée aux affaires courantes.

(68) Les lettres de répit, accordées au débiteur malheureux par l'autorité royale, suspendaient les poursuites exercées contre lui par son créancier ; elles avaient été réglementées par la Déclaration de 1629 et les ordonnances de 1669 et 1673.

Le défendeur condamné obtenait assez fréquemment un sursis ; la durée de celui-ci variait d'un ou deux mois à un an. S'il était de longue durée, la sentence prévoyait généralement que des paiements successifs auraient lieu, échelonnés de trois en trois mois. Mais on exigeait ordinairement du défendeur qu'il fournît, dans les délais prévus par les ordonnances, une caution ou un nantissement suffisant : il était privé du bénéfice du sursis s'il n'observait pas ces délais. La femme du défendeur elle-même pouvait lui servir de caution.

I. - VOIES DE RECOURS.

Dans les procès civils, les multiples voies de recours offertes aux parties et que celles-ci utilisaient à l'instigation des procureurs constituaient en définitive les principaux obstacles à un bon fonctionnement de l'appareil judiciaire. Aussi l'édit de 1563 avait-il non seulement interdit l'appel des causes n'excédant pas 500 livres mais défendu expressément aux cours souveraines et aux chancelleries de donner des commissions tendant à faire appeler les parties devant d'autres juridictions ou à intimer les juge et consuls eux-mêmes. L'ordonnance de 1667 avait, dans son titre XII, déclaré nuls tous les mandements ayant pour objet d'assigner devant les juges royaux ou seigneuriaux ceux dont le procès avait été porté devant la juridiction consulaire, ainsi que toutes les tentatives faites en vue de casser les sentences de celle-ci. Les parties n'avaient donc aucune voie de recours contre les jugements rendus contradictoirement au-dessous de 500 livres et, pour les procès plus importants, elles ne pouvaient en appeler qu'au Parlement de Paris.

Parfois les instances sur appel des sentences des consuls faisaient l'objet d'une évocation. Dans ce cas la demande en évocation était communiquée au Bureau du commerce qui, après examen de l'affaire, provoquait un arrêt d'évocation rendu en Conseil des dépêches ; cet arrêt confiait le soin d'instruire la cause au Bureau du commerce qui en général la renvoyait ensuite, avec son avis, au Conseil du roi ⁽⁶⁹⁾.

Nous avons vu que les jugements par défaut étaient les plus nombreux ; en fait les défaillants ne faisaient pas opposition, dans la plupart

(69) On trouve dans les procès-verbaux des délibérations du Bureau du commerce la trace d'évocations de ce genre : il s'agit de trois procès portés en 1748 devant les consuls d'Amiens et renvoyés ensuite au Conseil du roi, le premier entre le marchand Durieux, le fabricant François Normand et le teinturier Augustin Godde, le second entre le marchand Philippe Hecquet, le fabricant Pierre Dumont et le teinturier Deche, le troisième entre le marchand Romanet et le fabricant Jean-Baptiste Martin. Le Bureau du commerce fut saisi de cette affaire le 4 mars 1751 (*Inventaire analytique*, p. 381).

des cas, aux sentences rendues contre eux. Mais bien entendu l'opposition restait, comme l'appel, une voie normale de recours que les plaideurs ne négligeaient pas d'utiliser quand ils espéraient en tirer un avantage. Si notamment le défaillant démontrait par preuve écrite que ses engagements avaient été remplis et que, par suite, la sentence rendue contre lui, se trouvant sans cause, devait être dépourvue d'effet, son opposition était admise et il était déchargé des condamnations prononcées contre lui tandis que son adversaire était condamné aux dépens ; cependant on exigeait de l'opposant qu'il versât au préalable sur le bureau les frais de contumace. Dans le cas où il réussissait à prouver par témoins que non seulement les conventions conclues avaient été respectées par lui mais qu'étant absent de son domicile il n'avait pas eu connaissance de l'assignation dont il était l'objet, les parties étaient « remises en même et semblable état qu'elles étaient avant la sentence » et les frais mêmes de déplacement des témoins étaient, comme les autres dépens, mis à la charge de son adversaire.

Il n'était pas rare de voir le défendeur, qui avait interjeté appel d'une sentence, déclarer qu'il convertissait son appel en opposition ⁽⁷⁰⁾ : c'était alors la juridiction consulaire qui « faisait droit » sur cette opposition. L'opposition tierce était admise également, si un tiers avait intérêt à obtenir l'annulation d'une sentence.

L'opposant était déclaré non recevable et débouté de sa demande de conversion d'appel en opposition non seulement si une sentence contradictoire était intervenue entre les parties mais aussi dans les cas où il ne comparaisait pas, où il ne satisfaisait pas à l'ordonnance de 1673 et où son opposition était faite sans titre. Le tribunal décidait alors que la sentence primitive serait « suivie et continuée selon sa forme et teneur », que « les contraintes encommencées seraient continuées et parachevées » ; il était interdit au défendeur de « former à l'avenir de pareilles oppositions » et à tous huissiers de les signifier sous les peines de droit.

Il existait, pour la partie condamnée, un moyen d'échapper aux conséquences de la sentence, autre que les voies de recours habituelles, appel et opposition : elle pouvait, — notamment s'il s'agissait d'une lettre de change, — se retourner contre ses garants et les mettre en cause par une demande en sommation visant à reporter sur eux les

(70) Le plaideur, condamné par défaut, qui avait d'abord fait appel du jugement, demandait la transformation de cet appel en opposition afin de revenir devant le juge primitif ; l'opposition était admise, le cas échéant, que la sentence fût ou non susceptible d'appel (Cf. Glasson. *Les juges et consuls des marchands*, dans la *Nouvelle revue historique du Droit français et étranger*, 1897, p. 33).

condamnations qu'elle avait subies ; l'ordonnance lui accordait un délai à cet effet. En lui intimant l'ordre de mettre ses garants en cause, le tribunal consulaire priait alors les autres juges de permettre l'exécution de son ordonnance dans l'étendue de leur juridiction, « comme, affirmait-il, il le ferait en pareil cas s'il en était requis ».

La sentence qui condamnait le défendeur originaire obligeait également ses garants à l' « acquitter, décharger, garantir et indemniser » des condamnations prononcées contre lui, tant en principal et intérêts qu'en frais et en tous les dépens, que ceux-ci eussent été occasionnés par la demande originaire, par la procédure de défense ou par la demande en sommation elle-même.

Les garants du défendeur se retournaient à leur tour contre leurs débiteurs par une demande en arrière-sommation : c'est ainsi que, selon la procédure du protêt, les endosseurs successifs d'un billet à ordre qui avait été protesté par le porteur final étaient mis en cause de proche en proche, un défendeur en sommation devenant demandeur en arrière-sommation et ainsi de suite jusqu'à la dernière assignation qui était appelée demande en dénonciation.

Mais le tribunal se montrait rigoureux à l'égard du défendeur s'il y avait doute sur l'origine du billet à ordre : il lui était enjoint d'indiquer au demandeur, dans les trois jours, « les vrais demeure et domicile » de celui qui avait créé le billet, faute de quoi le demandeur était autorisé à employer contre lui les « voies extraordinaires ».

Les juge et consuls pouvaient ordonner que d'autres tiers que les garants fussent mis en cause, à la diligence, soit du demandeur, soit du défendeur ; ils recevaient par ailleurs, comme intervenant dans l'instance, ceux qui déclaraient adhérer à une tierce opposition.

J. - TRANSCRIPTION DES ACTES ET SENTENCES.

Le greffier tenait un plumitif des audiences où il inscrivait d'abord les noms des consuls présents et ensuite, pour chaque cause, la présentation de celle-ci et le texte de la sentence rendue par le tribunal ; chacun des jugements portait la signature du juge en charge. Dans les dernières années de l'Ancien Régime, les écritures se simplifièrent et le texte des sentences figura seul au plumitif ; le greffier en délivrait des expéditions aux parties moyennant le paiement d'un droit. Il convient de noter que le libellé des jugements était succinct et ne comportait en général qu'un nombre réduit de lignes.

Les actes de caution étaient transcrits sur un registre « extraordinaire », mais c'est sur le plumitif aux audiences que l'étaient les

dépôts des témoins, les affirmations sous serment relatives aux dettes et créances, les sentences du lieutenant général au bailliage, les ordonnances royales et les arrêts du Conseil d'Etat, etc.

Certaines sentences et certains actes, émanant d'autorités étrangères à la juridiction consulaire, étaient « publiés en jugement, l'audience tenante, pour être exécutés selon leur forme et teneur » et il en était « fait note sur le tableau ». Il s'agissait, par exemple, de l'homologation de contrats sur la réquisition d'un huissier postulant pour l'une des parties, de la comparution judiciaire de personnes affirmant sous serment que leur créance était sincère et véritable et qu'elles ne prêtaient leur nom à quiconque ni directement ni indirectement, ou encore de l'autorisation d'ester en justice accordée par le bailliage à une femme séparée de biens d'avec son mari ; on trouve également transcrite sur le plumitif du greffier, à la fin de l'Ancien Régime, la réception du serment d'agents de change.

V. — LA CHAMBRE ET LE CORPS CONSULAIRES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE POUVOIR ROYAL ET AVEC LES AUTRES CORPS CONSTITUÉS.

A. — ACTIVITÉ EXTRA-JUDICIAIRE DES JUGE ET CONSULS.

Commerçants élus par leurs pairs pour juger les contestations commerciales, les juge et consuls se trouvaient être les représentants les plus qualifiés du commerce local et l'on comprend qu'à une époque où la justice n'était pas aussi nettement séparée de l'administration active que de nos jours, ils ne se soient pas cantonnés exclusivement dans leur rôle judiciaire.

Lorsqu'une affaire était de nature à intéresser l'ensemble du commerce amiénois, les juge et consuls en exercice prenaient l'initiative de convoquer leurs prédécesseurs par billets individuels et au besoin faisaient appel, si le cas était d'une importance exceptionnelle, aux négociants qui n'étaient pas encore passés par les charges du consulat. Il est bien certain que les commerçants ainsi rassemblés ne constituaient pas la totalité des personnes exerçant une profession commerciale, mais même s'il ne s'agissait numériquement que d'une minorité les intérêts qu'ils représentaient étaient assez considérables pour qu'ils eussent chance de se faire entendre du pouvoir royal.

C'est ainsi que, convoqués par les juge et consuls, les négociants se réunirent le 31 juillet 1754 en la Chambre du Conseil de la juridiction consulaire afin de délibérer sur le projet d'utiliser le port de Saint-

Valery pour le commerce avec les colonies des Antilles et pour la traite des nègres ; les avantages qui devaient résulter de ce projet pour la province leur parurent tels qu'ils chargèrent les juge et consuls en exercice de solliciter du Conseil royal l'autorisation nécessaire et de faire dresser par qui bon leur semblerait les mémoires destinés à appuyer cette demande : 90 signatures, placées au bas du texte de la délibération, démontrent l'unanimité avec laquelle les négociants avaient accueilli la proposition. Grâce à l'intervention du duc de Chaulnes, gouverneur de la Picardie, et de l'intendant Maynon d'Inveau, l'autorisation de faire le commerce avec les « îles » fut accordée aux Picards deux mois plus tard (71).

Les consuls jouaient ainsi, dans un domaine qui n'était pas strictement celui prévu par l'édit de 1567, le rôle de représentants du commerce avant que ne fût établie la Chambre de commerce, à la fondation de laquelle ils devaient d'ailleurs être associés.

Trente ans plus tard, nous les voyons faire appel à leur prédécesseurs et aux autres négociants pour établir, de concert avec eux, un règlement concernant les « courtiers, facteurs ou agents de voitures de la ville d'Amiens ». Ces courtiers de voitures étaient accusés de faire du commerce pour leur propre compte et de porter ainsi préjudice aux véritables commerçants ; comme ils avaient demandé à la Chambre de commerce des certificats de bonne vie et mœurs afin d'être admis à prêter serment devant le lieutenant de police conformément à l'arrêt du Conseil du 5 mai 1784, il avait paru nécessaire de les rappeler à l'exercice régulier de leurs fonctions au moyen d'un règlement « calqué d'après les ordonnances ». La Chambre de commerce, consultée par les officiers municipaux, chargea les juge et consuls de la rédaction d'un projet qui fut adopté, dans ses grandes lignes, par la municipalité (72).

Les consuls furent amenés également à donner leur avis sur les réformes à introduire dans l'organisation des juridictions commerciales. En 1763, le chancelier chargea l'intendant de procéder à une enquête auprès des consulats d'Amiens, d'Abbeville, de Calais et de Saint-Quentin, ainsi qu'auprès de la Chambre de commerce, des officiers de la municipalité et du bailliage, sur les usages suivis dans la province en matière de justice commerciale et sur les améliorations qui pouvaient être apportées au fonctionnement des institutions existantes ; les intéressés, qui avaient déjà fourni, en 1756, au pouvoir royal des

(71) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 13 v°.

(72) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 51 à 55.

renseignements sur les limites de la compétence territoriale des consuls, répondirent, avec un souci réel de l'intérêt général, au questionnaire qui leur était adressé (73).

S'il est normal que les experts nommés par le tribunal ou par les parties au cours d'un procès prêtent serment devant les juges du commerce puisque cette désignation d'experts appartient aux mesures d'instruction indispensables, on pouvait se demander s'il était dans les attributions judiciaires des consuls de prendre le serment des agents de change avant que ceux-ci n'entrent en fonctions. La Chambre de commerce d'Amiens ayant établi, pour ces agents de change, un règlement suivant lequel ceux-ci devaient prêter serment devant les maire et échevins après avoir été examinés par les juge et consuls, ces derniers se fondèrent sur les dispositions d'un arrêt du Conseil du 23 août 1767 pour déclarer que le serment en question devait être prêté devant eux et non devant les juges de police. En fait, l'exécution de l'arrêt de 1767 avait été suspendue par des arrêts postérieurs mais il semblait que cette prestation de serment soulevât un point de droit public, la juridiction consulaire n'étant pas considérée comme une véritable magistrature parce qu'elle n'avait ni territoire ni ministère public et ressemblait à une justice arbitrale, à ceci près que les consuls étaient des arbitres perpétuels pour toutes les affaires de commerce ; on lui contestait, en conséquence, la faculté de conférer un caractère public aux agents de change.

La question fut cependant tranchée en sa faveur car, bien avant que la loi du 8 mai 1791 eût attribué cette compétence aux nouveaux tribunaux de commerce, nous voyons les juge et consuls recevoir le serment des agents de change : ceux-ci juraient de « bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de se conformer aux lois et usages du commerce » (74).

B. - PRIVILÈGES DES CONSULS.

Tant que les casernes n'eurent pas été construites en nombre suffisant, l'obligation de loger chez soi des militaires était l'une des charges les plus redoutées et tous ceux qui remplissaient quelque fonction officielle cherchaient à s'en faire exempter. Le 26 février 1731, une assemblée des consuls, anciens et nouveaux, décida que la juridiction consulaire interviendrait dans l'instance portée au Conseil du roi par les consuls de Saintes à propos du « logement des gens de guerre »

(73) Arch. dép. de la Somme, C 1563.

(74) Arch. mun. d'Amiens, HH 248.

et demanderait que les magistrats consulaires fussent exemptés de cette obligation et des autres charges, tant qu'ils seraient en fonctions ⁽⁷⁵⁾.

En 1758, les consuls d'Abbeville alertèrent leurs collègues d'Amiens à propos du tirage au sort de la milice, qui menaçait de leur enlever leurs enfants. Une ordonnance de l'intendant Maynon d'Invaux, rendue en exécution des ordres donnés par le roi le 16 août 1758, ne prévoyait pas en effet d'exemption en faveur des fils de négociants. Dans une réunion, tenue à l'Hôtel-de-ville d'Amiens le 21 septembre 1758, les consuls, anciens et nouveaux, demandèrent que les enfants de tous ceux qui avaient exercé ou exerçaient encore les fonctions consulaires fussent exemptés de la milice ; le juge des marchands et un ancien consul furent chargés de présenter cette requête à l'intendant.

Lors d'une nouvelle réunion qui eut lieu le 2 octobre, on admit le principe d'une députation auprès du Conseil du roi pour suivre cette affaire mais, ceux qui avaient été désignés ayant refusé de se rendre à Paris, on résolut d'adresser simplement les mémoires à un avocat au Conseil et on pria les consuls d'Abbeville, qui paraissaient décidés à faire le déplacement, d'effectuer les démarches pour Amiens en même temps que pour leur ville ⁽⁷⁶⁾.

En 1768, les juge et consuls d'Amiens adressèrent une nouvelle requête à l'intendant Bruno d'Agay, non pas qu'ils fussent touchés personnellement par le tirage de la milice ⁽⁷⁷⁾ mais parce que, semblait-il, cette mesure atteignait des jeunes gens qu'ils s'étaient adjoints pour faire des écritures et rédiger des mémoires ; la Chambre de commerce appuya leur requête auprès de l'intendant et du contrôleur des finances Joly de Fleury. L'intendant répondit à la Chambre de commerce qu'il ne dépendait pas de lui d'enfreindre les ordonnances et que les consuls devaient s'adresser au ministre directement : « Au reste, ajoutait-il, comme la permission de fournir des hommes de bonne volonté, qui a été donnée aux villes, réduit la charge

(75) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 1. A l'occasion, les consuls savaient d'ailleurs s'élever au-dessus de ces préoccupations purement personnelles : dans une assemblée qu'ils convoquèrent le 3 octobre 1760, ils proposèrent qu'une députation fût envoyée auprès du contrôleur général et des ministres pour obtenir que les gardes du roi fussent éloignés d'Amiens où leur logement était dispendieux pour les habitants (*Ibid.*, f. 19).

(76) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 16-17. Il fut convenu que les frais des consuls d'Abbeville leur seraient remboursés, pour les deux tiers par les trois corps réunis et pour un tiers par « Messieurs de l'épicerie ».

(77) En pratique, il n'y avait guère que les paysans et les artisans qui fussent astreints au service de la milice.

de la milice à une légère contribution en argent, je suis toujours étonné de ce que l'on regarde comme déshonorant de contribuer en quelque chose aux charges générales de l'Etat ».

Le premier président du Parlement de Paris, à qui Joly de Fleury avait communiqué le mémoire des consuls, ayant estimé que ceux-ci devaient être assimilés aux juges royaux, Choiseul prescrivit à l'intendant de les faire jouir, en ce qui concernait la milice, des mêmes privilèges que les officiers des justices royales. Bruno d'Agay trouva singulier que le premier président du Parlement interprêtât les ordonnances pour la milice et ne put s'empêcher d'annoter la lettre de Choiseul de cette réflexion : « On perdra tout avec les privilèges ! »⁽⁷⁸⁾.

C. - QUESTIONS DE PRÉSÉANCES.

Dans la société fortement hiérarchisée de l'Ancien Régime, la question des préséances prenait une importance excessive. La juridiction consulaire eut plusieurs fois, au cours du XVIII^e siècle, l'occasion d'affirmer ses droits en cette matière, à l'encontre des autres « corps ».

Le 29 mars 1728, le procureur au bailliage, Pierre Ducandas, ayant été élu marguillier de la paroisse Saint-Germain en même temps que l'ancien consul Jean-Louis de Ribeaucourt, prétendit « avoir le pas » sur ce dernier en sa qualité de procureur et obtint, le 1^{er} avril, une ordonnance favorable du bailliage. Cette question de préséance avait déjà été, pour d'autres villes, résolue par le Conseil du roi en faveur des consuls et, à la suite de la requête présentée au Conseil par Jean-Louis de Ribeaucourt, le corps consulaire d'Amiens qui était intervenu dans l'instance obtint le 18 mai 1728 un arrêt lui donnant satisfaction.

Cependant le lieutenant général au bailliage rendait le 26 une sentence par défaut contre Jean-Louis de Ribeaucourt, et Candas déclarait le 29 qu'il s'opposait à l'exécution de l'arrêt du Conseil. La communauté des procureurs au bailliage appuya ce dernier dans ses prétentions, mais après avoir entendu les députés du commerce, le Conseil d'Etat rendit le 25 mars 1732 un arrêt qui accordait définitivement aux consuls d'Amiens, en exercice ou sortis de charge, la préséance sur les procureurs du bailliage⁽⁷⁹⁾.

Une autre querelle de préséance devait, un peu plus tard, opposer les consuls aux notaires. Bien que des arrêts favorables à la juridiction

⁽⁷⁸⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1571.

⁽⁷⁹⁾ Arch. mun. d'Amiens, HH 217. Les deux arrêts furent signifiés à Candas et au doyen des procureurs, Jacques Godquin, par les soins de Nicolas de Saint-Paul, premier huissier audiencier de la juridiction consulaire, le 16 mai 1732.

consulaire eussent été rendus en 1738, 1743 et 1746 contre les notaires de Langres, Abbeville et Le Mans, le lieutenant général au bailliage d'Amiens accorda par provision, le 25 septembre 1751, à l'échevin notaire Le Scellier la préséance sur ses collègues négociants, même lorsque ceux-ci avaient rempli des charges consulaires. Dès le surlendemain, une assemblée convoquée à la Chambre consulaire chargeait les échevins Pierre François Joly, Nicolas Joly, Alexandre Cannet et Georges Lefebvre, tous anciens consuls, de faire appel au Conseil du roi de la sentence du bailliage. Ceux-ci obtinrent le 17 juin 1752 un arrêt provisoire qui leur accordait la préséance sur le notaire aux assemblées de l'Hôtel-de-ville et dans toutes les cérémonies publiques, mais les notaires persistèrent dans leurs prétentions et furent sans doute sur le point d'obtenir gain de cause car les juge et consuls convoquèrent d'urgence une nouvelle assemblée du corps consulaire le 29 décembre 1757 : les quatre échevins marchands auxquels avait déjà été renouvelé le 20 novembre 1752 le pouvoir d'intervenir dans l'instance au nom du consulat reçurent cette fois encore la mission de s'opposer aux défenseurs des notaires. Les changements survenus dans la composition de l'échevinage à la suite de l'élection du 24 septembre 1754 mirent enfin un terme à ces contestations ⁽⁸⁰⁾.

La querelle entre notaires et anciens consuls reprit sous une forme identique en 1765. Le notaire Varlet ayant occupé de lui-même, dans une réunion de notables, le rang auquel ses confrères prétendaient, l'ancien consul Nicolas Daveluy déclara qu'en agissant ainsi il attaquait directement les droits et privilèges de la juridiction consulaire. Convoqués en la Chambre du Conseil le 7 août 1765, les anciens consuls décidèrent, avant d'intenter un procès, que Daveluy signifierait à Varlet les arrêts rendus précédemment en faveur de la juridiction consulaire. Mais le lieutenant général au bailliage rendit, cette fois encore, une sentence provisoire favorable au notaire et, dans son assemblée du 12 septembre de la même année, le corps consulaire décida de se pourvoir contre elle, après avoir affirmé que les marchands ayant rempli des fonctions consulaires n'étaient « en aucun cas, dépourvus de la qualité de juges » ⁽⁸¹⁾.

(80) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 10 v°, 11. Toutes ces démarches entraînaient des frais et, lorsque les quatre échevins eurent présenté à l'assemblée du corps consulaire, qui se tint le 18 novembre 1754, l'état de leurs dépenses s'élevant à 930 livres, on répartit cette somme sur les communautés de marchands admises au consulat.

(81) *Ibid.*, f. 24.

D. - CONFLIT AVEC LA MUNICIPALITÉ.

La juridiction consulaire eut, de tout temps, son siège à l'Hôtel-de-ville. Les échevins ayant obtenu par l'édit de 1567 que les juge et consuls fussent choisis parmi eux, il était naturel que l'Hôtel-de-ville servît aux deux juridictions, d'autant plus qu'au début le greffe était commun. Lorsque les échevins, réduits depuis 1597 au nombre de sept, eurent été amenés à choisir les consuls en dehors de l'échevinage, cet usage persista, mais lorsque l'arrêt du Parlement de 1650 donna aux marchands le droit d'élire eux-mêmes les consuls, les juges consulaires dont le chef restait l' élu des échevins se crurent tenus de demander tous les ans à la municipalité l'autorisation de se servir, pour l'élection, de la grande salle de l'Hôtel-de-ville, leur auditoire étant trop restreint pour l'assemblée à réunir. La juridiction consulaire, devenue à partir de 1738 totalement étrangère à l'échevinage, s'abstint désormais de demander à celui-ci l'autorisation d'utiliser cette salle et se renferma dans son auditoire.

Cependant, lors des travaux d'agrandissement de l'Hôtel-de-ville en 1756, les marchands des trois corps réunis offrirent leur participation pour la somme de 22.000 livres à condition que plusieurs pièces fussent réservées comme auditoire, chambre du Conseil et antichambre à la juridiction consulaire. Ce fut l'origine d'un conflit entre les échevins et les consuls à propos de l'utilisation de la grande salle. A la suite d'un exposé fait devant l'assemblée des notables le 19 décembre 1765, il fut en effet envisagé d'employer cette salle, qui n'avait pas jusqu'alors de destination précise, à l'usage d'auditoire de police municipale, ce qui devait avoir pour résultat d'interdire l'accès, par ce côté, de l'antichambre du consulat (82).

Le projet fut repris par l'assemblée des notables le 7 octobre 1767 et, malgré l'avis contraire de quelques membres de l'échevinage qui étaient en relations avec le consulat, la décision fut prise le 11 novembre de commencer des travaux ayant pour but de pratiquer une ouverture dans le mur de l'antichambre de façon à mettre celle-ci en communication avec un corridor et à permettre en conséquence sa séparation d'avec la grande salle.

Deux jours plus tard, les juge et consuls exposaient devant le corps consulaire réuni d'urgence qu'ils allaient être privés de l'usage de la grande salle qui, disaient-ils, avait de tout temps été commune aux deux juridictions et ils faisaient décider qu'un pourvoi serait introduit au bailliage contre l'initiative des maire et échevins et que

(82) Arch. mun. d'Amiens, FF 1374-52.

l'intendant serait prié de donner son autorisation à cet effet. Dès le lendemain, le lieutenant général au bailliage leur permettait d'assigner les échevins et interdisait à ceux-ci de continuer les travaux.

Ainsi assignés en justice, les échevins firent établir un « précis des faits » concernant cette affaire, où ils déclaraient notamment que la juridiction consulaire aurait dû « se regarder comme la fille de la juridiction de l'Hôtel-de-ville » puisqu'elle lui devait l'existence. « Mais il y a déjà longtemps, ajoutaient-ils, que ce n'est plus qu'une fille ingrate, qui méconnaît sa mère, qui s'en est séparée sans respect et sans reconnaissance et qui depuis l'a maltraitée en plusieurs occasions. »

Par 16 voix contre 2, l'assemblée des notables décida, le 18 novembre ⁽⁸³⁾, que le procès serait soutenu contre les juge et consuls et que le texte de la délibération serait envoyé à l'intendant pour obtenir de ce dernier l'autorisation nécessaire. Après quoi, le corps consulaire prit, à son tour, le 28 du même mois ⁽⁸⁴⁾, la résolution de faire plaider sa cause par un avocat. Le contrôleur général lui-même fut mis au courant du litige.

Mais si les deux parties se montraient disposées à entamer un procès pour un motif aussi futile, l'intendant possédait un moyen de mettre un terme à cette querelle en refusant de donner aux échevins l'autorisation de plaider qu'ils sollicitaient : c'est ce qu'il fit, tout en chargeant son subdélégué de chercher un terrain de conciliation.

Le contrôleur général prit finalement l'affaire en mains et trancha le différend en faveur des échevins, à la date du 20 juillet 1768, tout en reprochant à ceux-ci d'avoir entamé des travaux sans son autorisation et sans en avoir prévenu les consuls. Ces derniers firent savoir à l'échevinage, le 9 août, qu'ils se désistaient de leur action en justice pourvu qu'on leur donnât l'assurance qu'ils jouiraient sans trouble de « ce qui leur restait ». Un projet, établi par les notables dans une assemblée extraordinaire convoquée le 22 octobre, fut communiqué aux consuls par l'intendant et une transaction définitive, tenant compte de leurs observations, intervint le 21 novembre : une cloison devait séparer de la grande salle l'antichambre consulaire où se trouvait placée une chapelle et qui devait rester à la disposition des officiers municipaux lors des cérémonies publiques. Il avait ainsi fallu un an de discussions souvent acrimonieuses et l'intervention personnelle du

(83) Arch. mun. d'Amiens, FF 1374-53.

(84) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 25 v°.

ministre pour décider, en somme, si une porte à l'intérieur d'un établissement public devait être ouverte ou fermée (85).

E. - LES DÉPUTÉS DU CONSULAT.

Alors que l'échevinage avait, jusqu'en 1738, choisi le chef du consulat, nous voyons à partir de 1765 la situation se renverser au bénéfice moral de la juridiction consulaire puisque celle-ci est désormais appelée à désigner des députés qui participent ensuite à l'élection de la municipalité. L'édit d'août 1764 avait en effet établi un nouveau règlement pour l'administration des villes et principaux bourgs du royaume et celui de mai 1765, destiné à en fixer l'application, avait déterminé les conditions dans lesquelles devaient être élus les notables ainsi que les maire, échevins et conseillers de ville. La juridiction consulaire, comme les autres juridictions, devait nommer un député chargé, avec ceux des autres corps, d'élire les notables : les juge et consuls d'Amiens désignèrent ainsi chaque année l'un des leurs, à partir du 21 juin 1765, pour remplir cette fonction.

Le 29 novembre 1771, après avoir comme les années précédentes choisi l'un des leurs comme député de la juridiction, les juge et consuls indiquèrent deux noms de notables, l'un dans l'état ecclésiastique, l'autre parmi les négociants et marchands (86).

On ne trouve pas trace d'élections en 1772 mais, à la suite de l'édit de règlement du 23 octobre 1772, les gardes des communautés de marchands comparurent le 4 septembre 1773 devant le juge consul pour élire leurs députés et donner trois noms d'échevins, après quoi les juge et consuls firent le même choix pour leur propre compte (87).

Le 22 janvier 1774, le Conseil du roi rendit un arrêt portant règlement pour l'administration municipale de la ville d'Amiens. En vertu de cet arrêt, furent élus le 22 juin de chaque année, par les différents corps de la ville, des députés qui se réunissaient le lendemain en assemblée pour désigner trois échevins. Les juge et consuls procédaient les premiers à l'élection de leur député à qui ils remettaient leur « scrutin cacheté » contenant trois noms ; ensuite comparaissaient devant

(85) Arch. mun. d'Amiens, AA 25, f. 582, 623 et 626 ; AA 26, f. 47 v°, 50, 98, 102, 106 v°, 114 v°, 119. Il convient d'ailleurs de noter que, dans une autre circonstance, le corps consulaire montra une bonne compréhension de l'intérêt général : lorsqu'en 1771 on entreprit de démolir, pour les reconstruire, la chambre criminelle et les prisons, il autorisa volontiers les officiers de la maréchaussée et ceux de la justice criminelle du bailliage à tenir leur chambre criminelle dans l'auditoire de la juridiction consulaire.

(86) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 29 v°.

(87) *Ibid.*, f. 30 v° ; 31.

eux successivement les gardes des trois corps réunis, ceux des marchands épiciers et ceux des marchands teinturiers, brasseurs, tanneurs, tapissiers, orfèvres, bonnetiers et fabricants de bas, qui désignaient un député par groupe de corporations. En 1776, 1785 et 1788, les électeurs eurent en outre à indiquer trois noms pour le remplacement du maire et un autre pour celui du lieutenant de maire ; en 1784, une élection complémentaire eut lieu le 2 août pour le remplacement d'un échevin ⁽⁸⁸⁾.

Le 16 février 1789, conformément à l'avertissement donné l'avant-veille à leur greffier par les officiers municipaux, les juge et consuls se réunirent à deux heures de l'après-midi en assemblée extraordinaire pour procéder à l'élection de deux députés devant prendre part à l'assemblée du Tiers-Etat qui, fixée au 18, avait pour but de préparer la réunion des Etats-Généraux.

Les consuls Scellier-Joiron et Lamy-Tranel furent désignés et reçurent « tous pouvoirs généraux et suffisants de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui pouvait concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets du roi » ; ils furent chargés de procéder avec les autres députés du Tiers-Etat à la rédaction du « cahier de doléances, plaintes et remontrances » et ensuite à l'élection des députés qui recevraient mission de le porter à l'assemblée des Etats-Généraux ⁽⁸⁹⁾.

(88) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 50 v°.

(89) *Ibid.*, f. 63.

CHAPITRE IV

La Chambre de commerce de Picardie.

L'institution des Chambres de commerce tire son origine d'une double nécessité sociale : d'une part, les commerçants d'une région déterminée éprouvent le besoin de se réunir pour étudier en commun les moyens de développer le commerce local et de défendre leurs intérêts ; d'autre part il est indispensable, pour un Etat qui veut poursuivre une politique cohérente en matière commerciale, de connaître les réactions des négociants des différentes contrées du pays à l'égard des lois et règlements concernant le commerce et des traités à conclure avec les autres nations.

L'initiative de la création des Chambres de commerce peut ainsi venir des commerçants eux-mêmes, comme ce fut le cas pour les associations libres de négociants qui se constituèrent en Angleterre et également pour la première en date de nos Chambres de commerce, celle de Marseille, qui existait déjà au ^{xvi}^e siècle ; mais, à cette exception près, — et sans omettre l'établissement, dès 1700, d'une Chambre de commerce à Dunkerque, — ce fut, en France, le gouvernement qui décida au ^{xviii}^e siècle la formation de ces organismes, lesquels furent par une suite logique rattachés à l'administration générale du pays.

L'arrêt du Conseil du roi du 29 juin 1700 qui institua un Conseil général du commerce, destiné à donner au souverain des avis sur toutes les questions commerciales et industrielles soumises à son examen, fut suivi d'un autre arrêt, en date du 31 août 1701, qui prévoyait la création de Chambres de commerce dans les principales villes du royaume et organisait leurs relations avec le pouvoir central. Des Chambres de commerce furent ainsi établies successivement à Lyon, Rouen, Toulon, Montpellier, Bordeaux, La Rochelle, Lille, Bayonne et Saint-Malo. Malgré l'importance croissante de ses manufactures, Amiens ne figure pas au nombre des villes qui obtinrent ce privilège dans les premières années du ^{xviii}^e siècle, et c'est seulement en 1761 que la Chambre de commerce y fut fondée.

Dès le 13 juin 1727 cependant le Bureau du commerce, — qui avait succédé en 1722 au Conseil de commerce, — recevait une demande des négociants et marchands d'Amiens tendant à l'établissement dans leur

ville d'une Chambre de commerce ⁽¹⁾. Le principe de cette requête avait été décidé dans une assemblée du corps consulaire convoquée par les juge et consuls le 7 avril précédent : reconnaissant que la poursuite quotidienne, devant le Bureau du commerce, des affaires occasionnées par le commerce de mer et par les manufactures était très onéreuse, les anciens consuls avaient estimé « qu'il serait du bien du commerce de la ville et de celui de la province en général d'avoir un député à la suite du Conseil du commerce à Paris et d'établir en cette ville une Chambre de commerce à l'instar des villes de Paris, Lyon, Montpellier, Nantes, La Rochelle, Bordeaux, Saint-Malo, Rouen, Bayonne, Marseille, Lille et Dunkerque » ; ils avaient proposé de faire répartir par l'intendant les frais d'établissement de la Chambre et les frais de députation à Paris « sur tous les corps des marchands et fabricants des villes du département de Picardie et Artois, ensemble sur les bourgs et villages où il se trouve des manufactures établies » ⁽²⁾.

I. — LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU COMMERCE.

Au moment même où le consulat d'Amiens présentait sa requête au Bureau du commerce, un arrêt du Conseil daté du 18 mars 1727 et transcrit le 9 avril suivant sur les registres de délibérations de l'échevinage d'Amiens prescrivait que des assemblées générales du commerce se réuniraient au mois de janvier de chaque année dans les villes et principaux lieux de manufacture du royaume. L'intendant tint la main à ce que ces assemblées générales, dont les procès-verbaux étaient transmis au contrôleur général des finances, eussent lieu régulièrement à Amiens, à Abbeville et à Saint-Quentin ⁽³⁾.

On ne faisait ainsi que remettre en vigueur un article des règlements généraux d'août 1669, qui avait déjà reçu un commencement d'exécution en 1671 : le 16 janvier de cette année, les « premier et échevins » de la ville d'Amiens avaient en effet réuni à l'Hôtel-de-ville les égarde en charge et les anciens maîtres des métiers travaillant pour les manufactures, les principaux marchands dont le commerce était en rapport avec celles-ci, ainsi que les égarde et marchands drapiers. Cette réunion qui s'était tenue en présence du procureur du

(1) *Inventaire analytique des procès-verbaux du Conseil de commerce et Bureau du commerce*, par Pierre Bonnassieux et Eugène Lelong, p. 152.

(2) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 3 v^o, 4.

(3) Le 5 août 1720, l'intendant Bernard Chauvelin avait convoqué à l'Hôtel-de-ville les principaux négociants et les avait priés de désigner six d'entre eux pour tenir le livre de comptes-courants établi par un arrêt du Conseil (Arch. mun. BB 78, f. 28-29).

roi et de Noël Desrues, commis par Colbert à l'inspection des manufactures de la province, avait eu pour but d'examiner l'état de ces dernières, de chercher les moyens de les perfectionner et, de remédier aux abus signalés ; les observations qui y avaient été formulées avaient amené les échevins à prendre sur-le-champ des ordonnances de police en vue d'une application plus stricte du règlement de 1666 : on y avait aussi suggéré le retour, sur un point, aux statuts antérieurs à 1666.

A l'assemblée de commerce qui se tint à l'Hôtel-de-ville d'Amiens le 4 février 1728 et les jours suivants, devant les maire et échevins, le procureur du roi et le greffier de la ville, assistèrent, outre l'inspecteur de la manufacture d'Amiens, l'inspecteur forain et l'inspecteur de Grandvilliers, les gardes des marchands en gros, ceux des merciers grossiers joailliers, des drapiers, des sauteurs et hautelisseurs, des teinturiers, des foulons, des fabricants de bas au métier, des bonnetiers et des houppiers, avec les anciens de chaque communauté, ainsi que les gardes de Grandvilliers, de Feuquières et de Tricot. Les inspecteurs et les représentants des corporations les plus intéressées aux manufactures présentèrent successivement leurs observations, auxquelles les échevins, en leur qualité de juges de police et de juges de manufacture, apportèrent les réponses qu'elles comportaient ; marchands et fabricants eurent également la parole et leurs réclamations furent communes sur certains points, mais les artisans et manufacturiers eurent souvent à subir les critiques des commerçants au cours de cette assemblée.

Les années suivantes, assistèrent également à ces réunions l'inspecteur des manufactures d'Aumale et les gardes de Crèvecœur, puis à partir de 1733 les gardes des bureaux de Poix, Lignières, Tilloy, Luchy, Hardivillers, Villers-Bretonneux ; suivant les instructions de l'intendant, la séance commençait par l'audition des fabricants les plus éloignés d'Amiens afin de ne pas leur imposer un séjour inutile.

L'assemblée générale de janvier 1737 fut particulièrement importante. Elle avait été précédée de plusieurs assemblées locales à Tilloy, Crèvecœur, Grandvilliers, Aumale, Hardivillers et Montdidier, à la suite desquelles avait été rédigé le procès-verbal des observations recueillies, tant de la part des inspecteurs que de celle des fabricants ; les marchands d'Amiens furent appelés à leur tour à fournir une réponse à ces observations et à formuler les griefs qu'ils pouvaient avoir contre les fabricants, tant d'Amiens que des autres villes. Les 23 et 24 octobre de la même année, une nouvelle assemblée eut lieu en présence de Jean-Baptiste de Bonneval, inspecteur ambulant des manufactures du royaume, afin d'examiner les conditions d'application de l'arrêt royal

relatif à la teinture des étoffes de laine, ainsi que les observations présentées lors de l'assemblée du mois de janvier précédent.

Parmi ces assemblées qui se succédèrent tous les ans sans interruption jusqu'en 1748, celles de 1731 et 1732 méritent une mention spéciale parce qu'on s'y éleva, un moment, au-dessus des discussions purement techniques pour envisager l'intérêt économique de la province sur un plan plus général. Lors de l'assemblée générale du 29 janvier 1731, les inspecteurs des manufactures Bridelle, Tribert, Wattier et Lochet de Vaudidon réclamèrent en effet la création d'une Chambre de commerce à Amiens, motivant leur intervention par « la connaissance qu'ils avaient de l'étendue du commerce de cette ville et des manufactures qui en dépendaient ». Le maire et les échevins appuyèrent cette requête en déclarant que « l'établissement d'une Chambre de commerce dans la ville d'Amiens comme capitale de la province ne pouvait être que très utile et avantageuse au commerce de la ville, de la province et des manufactures ». Cette « remontrance » fut renouvelée dans les mêmes termes l'année suivante à l'assemblée générale du commerce du 25 janvier 1732 et adressée au pouvoir royal, comme en 1731, avec les autres articles du procès-verbal ⁽⁴⁾.

II. — L'ACTION DE L'INTENDANT J.-B. CHAUVELIN.

Au début de 1744, un placet fut remis au contrôleur général des finances Orry au nom des négociants et marchands d'Amiens en vue d'obtenir l'établissement d'une Bourse de commerce ; le motif invoqué à l'appui de cette requête était le préjudice causé aux manufactures par la nécessité de transporter hors de la ville de grosses sommes d'argent en raison de l'insuffisance du papier-monnaie. Orry transmit ce placet à l'intendant Jacques-Bernard Chauvelin en l'invitant à se concerter sur ce point avec les membres de la Chambre consulaire et les négociants. Mais, contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir, ces derniers montrèrent tous une répugnance marquée à ce projet ; bien plus, la communauté des merciers grossiers joailliers, convoquée le 18 mars pour émettre un avis à ce sujet, déclara péremptoirement que le commerce n'avait pas besoin d'un établissement de ce genre ⁽⁵⁾.

L'intendant ne se laissa pas rebuter par l'attitude assez déconcertante des commerçants amiénois et réussit, dans le courant de la même année, à leur faire prendre une initiative qui, dans sa pensée, devait

(4) Arch. mun. d'Amiens, HH 259.

(5) Arch. dép. de la Somme, C 411 et C 412 (2^e pièce).

largement contribuer à donner un nouvel essor au commerce picard. La France se trouvait alors engagée dans la guerre de la Succession d'Autriche ; les pertes maritimes étaient lourdes et le gouvernement royal ne pouvait que se montrer bien disposé à l'égard des armateurs qui l'aideraient à reconstituer sa flotte. Chauvelin qui cherchait à obtenir pour la province l'autorisation de faire le commerce colonial par le port de Saint-Valery suggéra aux négociants du pays de profiter de l'occasion qui s'offrait, en demandant la permission d'armer six vaisseaux pour les colonies françaises d'Amérique et la côte de Guinée. Cet armement fut autorisé par un arrêt du Conseil daté du 16 janvier 1745, qui laissait entendre qu'une autorisation générale pour le commerce avec les colonies pourrait être accordée par la suite ⁽⁶⁾.

Le succès qu'il venait de remporter incita l'intendant à poser de nouveau la question de la création d'une Chambre de commerce. Il savait, par le rapport de son subdélégué Dumollin, que le maire Galand et les autres négociants étaient toujours hostiles à l'institution d'une Bourse de commerce et qu'une proposition de cette espèce ne recueillerait aucun suffrage dans une assemblée des corps de métiers de la ville d'Amiens, mais la fondation d'une Chambre de commerce était un projet d'une autre envergure qui devait, à son avis, avoir plus de chance d'être accueilli favorablement par le commerce amiénois et le pouvoir royal.

Ce dernier était tout disposé à reconnaître l'extension qu'avait prise le commerce de la Picardie et particulièrement celui d'Amiens. Les armements dont on venait de solliciter l'autorisation avaient nécessairement attiré son attention sur l'importance du port de Saint-Valery pour le commerc des « épiceries » et personne n'ignorait que la prospérité de ce négoce était due, pour une large part, à l'activité des commerçants d'Amiens qui fournissaient également les bois de teinture à tout le royaume. La capitale de la Picardie était l'une des villes de France qui travaillaient le plus avec l'étranger : le produit des traites et des aides démontrait, paraît-il, que parmi les villes de province, Rouen seul faisait un commerce extérieur plus considérable. Les négociants amiénois étaient en relations suivies avec la Hollande, l'Angleterre, l'Irlande, Riga, Hambourg, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ; en temps de paix, l'« épicerie », — c'est-à-dire le commerce extérieur, — l'emportait sur les manufactures locales au point que les fabricants ne disposaient pas d'assez de « papier » pour permettre aux importateurs de faire face à leurs engagements au moyen de la monnaie

(6) Arch. dép. de la Somme, C 415.

fiduciaire et se trouvaient, certaines années, dans l'obligation de transporter à Paris des sommes d'argent atteignant jusqu'à cent mille écus.

L'importance du commerce de la Picardie justifiait ainsi la création d'une Chambre de commerce, qui offrirait en outre au gouvernement royal la garantie d'une surveillance plus stricte des règles de fabrication dans les manufactures. Chauvelin avait par ailleurs reçu l'assentiment des autres villes de la province au choix d'Amiens comme siège de cet établissement, assentiment obtenu d'autant plus facilement que les frais prévus ne devaient pas constituer pour elles une charge supplémentaire (7).

Les arguments ne manquaient pas non plus à l'intendant pour essayer de convaincre les Amiénois de l'utilité d'un organisme dont ils avaient eux-mêmes sollicité la création en 1727, 1731 et 1732. Faute d'avoir un représentant qualifié à Paris, le commerce amiénois voyait ses intérêts continuellement sacrifiés à ceux des autres villes dont les députés pouvaient se faire écouter utilement au Bureau du commerce. Chaque corps de marchands agissant isolément était contraint d'envoyer fréquemment dans la capitale un émissaire plus ou moins compétent pour défendre ses prérogatives, et l'on avait compté ainsi jusqu'à cinq délégués des corporations amiénoises au cours de la seule année 1745 ; il en résultait, pour les marchands d'Amiens, des dépenses exagérées et des échecs dus à l'incapacité de leurs représentants : le Bureau du commerce lui-même se montrait si irrité de la façon dont ceux-ci lui présentaient leurs doléances qu'il avait menacé l'un d'eux d'arrestation. Enfin l'exemple de Paris et des autres grandes villes qui possédaient une Chambre de commerce ne pouvait qu'impressionner les habitants d'Amiens dans le sens désiré par Chauvelin.

Ce dernier chargea son subdélégué Dumollin de faire valoir ces arguments auprès des échevins et des commerçants en ajoutant que toute liberté leur serait laissée pour le choix de leur représentant. Un mémoire qui mentionnait toutes les raisons militant en faveur de la fondation d'une Chambre de commerce fut communiqué aux négociants en même temps que l'arrêt concernant la Chambre de Rouen ; et comme l'exemple donné par la capitale de la province voisine ne suffirait peut-être pas à entraîner l'adhésion des Amiénois à ce projet, l'intendant fit savoir qu'il était résolu à offrir le même privilège à Abbeville ou à Calais s'ils ne l'acceptaient pas : le Conseil royal le pressait, disait-il, d'établir cette Chambre de commerce et il était indispensable de profiter de ces bonnes dispositions.

(7) Arch. dép. de la Somme, C 412 (2°, 3° et 9° pièces).

Le 1^{er} mars 1746, Dumollin fit part à l'échevinage des intentions de l'intendant et deux semaines plus tard les négociants, réunis à l'Hôtel-de-ville, prenaient connaissance des pièces communiquées. Il fut reconnu unanimement, au cours de la délibération qui s'ensuivit, que la fondation d'une Chambre de commerce ayant un député auprès du Bureau du commerce ne pouvait être que « très avantageuse au commerce de toute la province » ; on décida en conséquence de solliciter du souverain la création de cet organisme à Amiens. Le résultat de la délibération du 15 mars fut porté, par l'entremise de Dumollin, à la connaissance de l'intendant à qui les échevins firent également savoir que, de l'avis de tous, le maire Galand était le plus apte à remplir les fonctions de député au Bureau du commerce ⁽⁸⁾.

Aucun obstacle ne paraissait plus empêcher la réalisation du projet de Chauvelin si, sur un point particulier, les négociants ne s'étaient trouvés en opposition fort nette avec les vues de l'intendant. Ils avaient en effet spécifié qu'on demanderait au roi de faire supporter par toutes les villes de la province les frais d'entretien de la Chambre de commerce et de son député ; or le mémoire qui leur avait été adressé par Chauvelin prévoyait au contraire que les douze mille livres annuelles auxquelles se monteraient les frais de la nouvelle institution seraient prélevées sur l'octroi de dix sols par velte d'eau-de-vie dont bénéficiait la ville d'Amiens. Les négociants amiénois ajoutaient, il est vrai, qu'on pourrait également faire face à ces dépenses « par telles impositions qu'on jugerait le moins à charge au commerce », mais cette formule conciliante cachait mal une opposition irréductible qui nous est révélée par la lettre écrite quelques jours plus tard à l'intendant par le maire et les échevins.

Ceux-ci rappelaient à Chauvelin que c'était sur sa propre demande que l'octroi en question avait été accordé par le roi afin de permettre à l'Hôtel-de-ville de se libérer de la dette qu'il avait contractée en achetant du blé à l'étranger lors d'une disette ; ils n'hésitaient pas à déclarer que l'auteur inconnu du mémoire voulait « réduire l'Hôtel-de-ville à la dure nécessité de perpétuer une dette onéreuse » et que l'adoption d'un tel projet causerait la ruine de ce dernier. Comme il était cependant possible que la ville se libérât de sa dette avant que cet octroi ne fût aboli, ils prétendaient que le reliquat servirait à la construction du beffroi et des casernes. En tout cas, l'établissement d'une Chambre de commerce devant profiter à toute la province et son député devant se mettre au service de tous, il était juste, à leur

(8) Arch. dép. de la Somme, C 412 (pièces 5 à 8).

gré, de ne pas demander aux seuls Amiénois la contribution nécessaire et ils préconisaient l'adoption des dispositions de l'arrêt rendu en faveur de Rouen.

Cette difficulté rencontrée par l'intendant refroidit-elle son zèle ou y eut-il, comme certains documents le laissent entendre, opposition des Chambres de commerce existant déjà, de celles de Rouen et de La Rochelle principalement, à l'établissement d'un organisme semblable à Amiens ? Toujours est-il que rien ne fut décidé pour lors. En 1749 cependant Chauvelin se montra disposé à reprendre la question et il demanda à Dumollin de rassembler les pièces s'y rapportant, mais cette fois encore tout resta en suspens et il quitta l'administration de la province en 1751 sans que son projet eût été réalisé ⁽⁹⁾.

III. - HÉSITATIONS DU NÉGOCE AMIÉNOIS.

Le successeur de Chauvelin, Etienne d'Aligre de Boislandry, ne paraît pas s'être occupé de cette question ; elle devait par contre recevoir une solution définitive sous l'administration de Maynon d'Inveau qui devint intendant de la généralité d'Amiens trois ans plus tard. Dès 1754 elle se trouva posée à nouveau, sans toutefois qu'il y eût intervention préalable de l'intendant et, encore moins, des négociants d'Amiens.

Le rebondissement de l'affaire était dû à un gentilhomme picard, M. de Caumartin qui sur la recommandation de Chauvelin avait été chargé en 1745 de solliciter du pouvoir royal l'envoi d'une frégate destinée à escorter les navires des armateurs entre Dieppe et Le Havre ; sans avoir reçu de mandat plus étendu de la part des négociants d'Amiens, il se mit à suivre la question du commerce de la province avec les colonies et, en même temps, celle de l'établissement d'une Chambre de commerce ⁽¹⁰⁾.

En fait, les négociants n'avaient pour lui qu'une médiocre estime et ils le soupçonnèrent bientôt de ne manifester tant d'activité que pour « se rendre nécessaire », comme le disait Chauvelin, et surtout pour obtenir les émoluments de député de la Chambre de commerce lorsque celle-ci aurait été créée.

La correspondance qu'il échangea avec la Chambre consulaire d'Amiens ne fit que fortifier les préventions des commerçants à son

⁽⁹⁾ Arch. nat., F 12-880 (24^e pièce) ; Arch. dép. de la Somme, C 412 (pièces 11 à 16).

⁽¹⁰⁾ Arch. dép. de la Somme, C 415.

égard. Les juge et consuls d'Amiens spécifièrent, dans une lettre adressée à l'intendant du commerce Michau de Montaran, qu'il ne devait pas être question pour l'instant de l'établissement d'une Chambre de commerce ; comme ce dernier ne paraissait pas tenir compte suffisamment de leur opposition, ils convoquèrent pour le 23 octobre⁽¹¹⁾ une assemblée générale des négociants qui approuva à l'unanimité leur attitude, une telle Chambre leur semblant « devoir être infiniment plus onéreuse qu'utile » ; ils ne se firent pas faute, à cette occasion, d'accuser formellement Caumartin de prétendre à la députation « malgré le désaveu de tous les négociants de la province ». Enfin M. de Bray, le juge consul, fit savoir à Caumartin lui-même que la Chambre consulaire était autorisée à se pourvoir contre l'établissement d'une Chambre de commerce s'il s'obstinait à poursuivre ses démarches à ce sujet.

Si les commerçants ne s'étaient pas montrés aussi résolus à couper court à ce qu'ils considéraient comme les visées ambitieuses d'un personnage sans mandat, la ville d'Amiens n'aurait sans doute pas tardé à posséder une Chambre de commerce car Michau de Montaran avait déjà donné des ordres pour envoyer les pièces à l'intendant Maynon d'Inveau dont il désirait connaître l'avis ; on sait d'ailleurs que le gouvernement royal avait donné quelques années plus tôt son assentiment à un projet approuvé sinon établi par Chauvelin lui-même. Caumartin tenta encore de se faire payer les services qu'il affirmait avoir rendus, menaça de publier la correspondance échangée puis, de guerre lasse, essaya de faire intervenir en sa faveur l'intendant et le contrôleur général des finances. Les négociants d'Amiens présentèrent à ce dernier en 1758 un long mémoire d'où il ressort en particulier que leur opposition à l'établissement d'une Chambre de commerce n'était que momentanée et destinée surtout à « parer adroitement » aux prétentions de Caumartin ; le texte du procès-verbal de leur délibération du 23 octobre 1754 porte effectivement qu'ils considèrent cet organisme « comme ne pouvant être, *du moins quant à présent*, d'aucune utilité » ; l'expression employée ménageait ainsi l'avenir et leur permettait de revenir plus tard sur leur décision.

IV. - INTERVENTION DU POUVOIR ROYAL.

En 1760, le contrôleur général des finances Bertin fit part à l'intendant Maynon d'Inveau de son désir d'établir une Chambre de commerce à Amiens. Il est bien certain que le nouvel essor des manufactures et l'extension du commerce fait par les Amiénois avec l'extérieur justifiaient plus que jamais cette création qui devait d'ailleurs avoir comme

(11) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 14 v°.

conséquence la possibilité pour les négociants de se faire mieux écouter du pouvoir royal ; l'érection d'une Bourse de commerce devait, d'autre part, favoriser le rapprochement des négociants picards, plus enclins par nature à se défier les uns des autres qu'à s'associer spontanément, et permettre par suite aux capitaux jusqu'alors improductifs de financer de plus vastes entreprises ⁽¹²⁾.

Les conditions matérielles du fonctionnement d'une Chambre de commerce étaient assurées par la prorogation, accordée le 30 juillet 1758, de l'octroi des dix sols par velte d'eau-de-vie perçus au profit de la ville d'Amiens sur les six élections de la province. Enfin la question de la personnalité du député de la Chambre de commerce auprès du pouvoir royal était toute résolue dans l'esprit de Bertin car celui-ci était fermement décidé à faire attribuer ce poste à Parent, premier commis des finances et ancien commerçant lyonnais, qu'il jugeait particulièrement qualifié pour cet emploi.

Malgré tout, le contrôleur général des finances souhaitait que l'initiative parût venir des négociants amiénois eux-mêmes, mais ceux-ci objectaient à l'intendant l'échec que les autres villes avaient fait subir à l'un de ses prédécesseurs. Ce fut seulement le 27 avril 1761 que les anciens juges et consuls, convoqués par les juge et consuls en charge, décidèrent de solliciter l'établissement d'une Chambre de commerce et confièrent l'exécution des démarches aux consuls ainsi qu'aux grands-gardes des trois corps réunis et des épiciers ⁽¹³⁾ ; ils spécifièrent toutefois que le député de la Chambre serait nommé par les anciens juges et consuls parmi ceux qui étaient passés par les charges du consulat.

Une expédition de cette délibération du corps consulaire fut présentée le 6 mai à l'audience de l'Hôtel-de-ville et transmise à l'intendant par les maire et échevins. Le 18 du même mois, Maynon d'Inveau invita l'échevinage à provoquer une nouvelle réunion des négociants de la ville afin d'étudier la question dans le détail ; le 5 juin suivant, l'Hôtel-de-ville décidait de convoquer pour le lendemain en la Chambre du Conseil les juge et consuls, les grands-gardes, les gardes en charge des trois corps réunis, des marchands épiciers et des marchands bonnetiers ⁽¹⁴⁾.

A cette réunion du 6, les négociants décidèrent de faire élire par leurs communautés respectives des délégués ayant pour mission de

(12) Arch. nat., F 12-880 (24^e pièce).

(13) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 19 v^o.

(14) Arch. mun. d'Amiens, BB 86, f. 89 v^o.

rédiger, en accord avec les consuls et les échevins, les articles du projet : les trois corps réunis, de même que les marchands épiciers, devaient désigner trois députés et leur grand-garde, les marchands bonnetiers leur syndic, et un député devait être nommé par chacune des corporations des teinturiers, tanneurs, brasseurs, tapissiers et orfèvres.

Ce fut le 19 juin que les commissaires désignés procédèrent à la rédaction du projet de statut, en s'inspirant de ceux des autres Chambres de commerce. Selon ce projet, la Chambre de commerce d'Amiens devait être composée du juge consul et de huit marchands, ces derniers étant désignés, pour la première élection, par les juge et consuls en charge et par tous les anciens juges et consuls : le corps électoral se confondait ainsi avec le corps consulaire. Pour les élections suivantes, les membres ou syndics de la Chambre de commerce et ceux qui auraient déjà rempli ces fonctions devaient concourir avec les juge et consuls à la nomination des nouveaux syndics. Ceux des syndics qui auraient déjà été consuls devaient avoir la préséance sur les autres et les réunions de la Chambre de commerce devaient avoir lieu en la Chambre consulaire, ce qui achevait de démontrer la volonté des rédacteurs d'assurer la mainmise du consulat sur le nouvel organisme. Le député de la Chambre au Bureau du commerce devait, par la suite, être élu de la même façon que les syndics.

L'assemblée des commerçants se réunit de nouveau à l'Hôtel-de-ville le 22 juin pour examiner le texte du projet ; elle ne donna son assentiment à l'ensemble du règlement qu'en demandant, pour la première élection des syndics et du député, l'adjonction au corps consulaire d'un délégué de chacune des corporations représentées lorsque ces dernières n'auraient pas de consuls dans leur sein. Une requête fut adressée le lendemain au Conseil du roi pour solliciter, au nom des négociants d'Amiens, l'établissement d'une Bourse en même temps que celui de la Chambre de commerce ; de son côté, le corps consulaire, se conformant aux instructions de l'intendant, décida d'envoyer à Paris le négociant Nicolas Jean François Despont pour faire les démarches nécessaires auprès du Conseil du roi ⁽¹⁵⁾

V. - L'ARRÊT DU CONSEIL DU 6 AOUT 1761.

L'intendant transmet au contrôleur général le projet des négociants avec ses propres observations. Après avoir souligné qu'au retour de la paix l'existence d'une Chambre et d'une Bourse de commerce permettrait au négoce amiénois de prendre tout son essor et de mettre

(15) Arch. dép. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 20.

à profit l'autorisation donnée en 1754 de commercer avec les colonies, Maynon d'Inveau indiqua les modifications qu'il convenait d'apporter aux différents articles du statut proposé. La principale consistait à admettre à la Chambre de commerce le maire de la ville et l'un des échevins marchands : tout en reconnaissant que le commerce et l'Hôtel-de-ville avaient parfois des intérêts opposés et qu'il ne pouvait guère citer à l'appui de sa thèse l'exemple de Lyon où le prévôt des marchands, président de la Chambre, était en même temps juge de la Conservation, l'intendant justifiait sa proposition en déclarant que le juge consul, choisi par un usage invétéré parmi les consuls dans l'ordre du tableau, n'était très souvent qu'« un sujet de peu de considération et peu capable ou peu attaché à ses devoirs » et, par conséquent, peu digne de présider la Chambre de commerce. « La présidence donnée au maire de la ville, ajoutait Maynon d'Inveau, donnerait sûrement plus de relief à la Chambre, plus de confiance dans ses opérations de la part des négociants des autres villes, et une relation plus facile et plus fréquente avec l'intendant » ⁽¹⁶⁾.

En proposant de réduire en conséquence à six le nombre des marchands à élire, l'intendant suggérait que deux des syndics au moins fussent choisis dans les trois corps réunis et un autre dans l'épicerie ; il estimait inutile de spécifier que le lieu de réunion de la Chambre de commerce serait la Chambre consulaire.

Bertin, qui admit les modifications proposées par Maynon d'Inveau, décida en outre de supprimer la participation des juge et consuls aux élections autres que la première et de ne pas mentionner parmi les attributions de la Chambre de commerce le droit de « faire au contrôleur général les représentations qu'elle estimerait nécessaires pour le bien et l'avantage du commerce », son rôle devant se borner à la transmission des mémoires rédigés par les négociants.

Aux termes de l'arrêt qui fut rendu le 6 août 1761 par le Conseil royal, la Chambre particulière de commerce établie à Amiens en vue de procurer aux négociants de cette cité et des autres villes de la Picardie les avantages accordés par l'arrêt du 30 août 1701, était composée du maire d'Amiens, d'un échevin marchand, du juge consul et de six marchands dont deux au moins, conformément à la proposition de l'intendant, devaient appartenir aux trois corps réunis et un autre à l'épicerie. Les membres élus, désignés sous le nom de syndics de commerce de la province de Picardie, devaient être régnicoles et exercer le commerce ou l'avoir au moins exercé pendant quinze ans.

(16) Arch. nat., F 12-880 (24^e pièce).

La première élection devait être faite dans une assemblée comprenant le maire et les échevins, le juge et les consuls en charge, les anciens juges et consuls et un député de chacun des corps de marchands bonnetiers, tanneurs, brasseurs, tapissiers et orfèvres ⁽¹⁷⁾. L'année suivante, le maire et les membres de la Chambre de commerce devaient désigner trois nouveaux syndics destinés à remplacer les trois élus qui avaient obtenu précédemment le moins de voix ; les élections devaient ensuite avoir lieu annuellement à la date du 12 juillet, le corps électoral étant composé des membres de la Chambre de commerce et des anciens syndics, et trois nouveaux syndics étant élus chaque fois de telle façon qu'aucun ne fût plus de deux années en exercice ; il était admis toutefois que les syndics qui y consentiraient pourraient encore être réélus pour deux années mais deviendraient ensuite inéligibles pendant quatre ans. La Chambre de commerce devait se réunir à l'Hôtel-de-ville un jour par semaine ; l'intendant avait la faculté d'assister aux séances et d'en assumer la présidence.

La nomination du député de la Chambre auprès du Bureau du commerce devait se faire de la même manière que celle des syndics : trois personnes devaient être désignées et leurs noms communiqués au contrôleur général des finances afin de permettre au souverain de faire choix de l'une d'elles. Il était entendu que ce député pourrait assister aux réunions de la Chambre de commerce, dont il serait toujours censé être membre : il devait y prendre place immédiatement après le président.

Les syndics avaient pour fonctions de recevoir, pour les examiner et les discuter, les mémoires, relatifs au commerce, des négociants de la province ; ils étaient autorisés, dans les cas importants, à transmettre ces mémoires avec leurs avis au contrôleur général des finances. Aucune réglementation commerciale, établie sur la place, ne pouvait faire autorité si elle n'avait été présentée à la Chambre de commerce et approuvée par elle.

La Chambre devait, aussitôt après la première élection, faire choix d'une « personne sans reproche, marchand ou ayant fait le commerce », pour remplir les fonctions de secrétaire pendant deux ans ou moins. Le registre des délibérations devait être signé à chaque séance par les syndics présents et, en cas de divergences, les différentes opinions exprimées devaient y être inscrites, avec indication du nom de chacun.

(17) Les corporations déjà représentées dans l'assemblée par un consul ou un ancien membre de la Chambre consulaire ne devaient pas y envoyer un autre député.

Pour subvenir aux frais de la Chambre de commerce, une somme de douze mille livres devait être prélevée annuellement, — comme cela avait été proposé sous l'intendance de J.B. Chauvelin, — sur l'octroi de dix sols par velte d'eau-de-vie et remise par le receveur de cet octroi à celui des syndics qui serait nommé trésorier. Sur cette somme devaient être payés les appointements, fixés à huit mille livres par an, du député de la Chambre au Bureau du commerce, ceux du secrétaire, les « frais de l'écritoire, bois, bougies, chandelles et autres menus frais », le montant du prix de dix-huit jetons de présence en argent, du poids de dix deniers, et celui d'une médaille d'or, du poids de cinq louis d'or, destinée à être donnée aux syndics sortant de charge et ayant assisté chaque année à trente séances au moins, ainsi qu'au député de la Chambre au moment où il cesserait ses fonctions. Le trésorier ne pouvait effectuer aucun paiement que sur un ordre signé de cinq membres au moins de la Chambre de commerce et approuvé par l'intendant.

Enfin l'arrêt du Conseil ordonnait l'établissement à Amiens d'une Bourse « à l'instar de celles des autres villes de commerce » ; les syndics de la Chambre de commerce devaient choisir à cet effet un « lieu commode » où les marchands et négociants pourraient se réunir de onze heures du matin à deux heures de l'après-midi, excepté les dimanches et jours de fêtes, « pour y négocier ensemble et avec toutes personnes connues et domiciliées auxquelles l'entrée serait permise, comme aussi avec les forains et étrangers pourvu que ces derniers fussent connus d'un marchand domicilié à Amiens ».

VI. - OUVERTURE DE LA CHAMBRE ET DE LA BOURSE.

Le 17 août 1761, le contrôleur général des finances adressa l'arrêt royal à l'intendant de Picardie en le priant d'user de son ascendant pour que le nom de Parent figurât parmi ceux qui devaient être proposés pour le poste de député de la Chambre au Bureau du commerce. Bien que la liberté du choix fût, en principe, laissée à la nouvelle Chambre sur ce point, Bertin fit avertir les électeurs qu'au besoin il inviterait le roi à nommer Parent de sa propre autorité : il avait déjà, le mois précédent, écarté la candidature d'un avocat natif d'Amiens, Godart, malgré la recommandation de Choiseul. En réalité les Amiénois, flattés de l'honneur que procurait à leur ville la nouvelle institution et conscients des avantages que le commerce en retirerait, se résignaient facilement à laisser, pour cette première fois, au pouvoir royal la désignation de leur député.

Les modifications qui avaient été apportées au projet adopté en juin par l'assemblée des négociants suscitèrent par contre des protestations. Lorsque Despont eut rendu compte de son mandat à l'assemblée du 29 septembre qui comprenait non seulement les anciens consuls mais aussi les délégués de corporations qui avaient rédigé les articles du projet, il fut résolu, à la majorité des voix, de faire des représentations à l'intendant Maynon d'Inveau au sujet de la présidence de la Chambre de commerce ; le juge consul Sallé l'ainé et les anciens consuls Noël Roussel, Despont et Degand l'ainé furent chargés de les rédiger de telle sorte que l'attention du Conseil du roi fût attirée sur les points suivants :

1° Il n'était d'usage dans aucune des autres Chambres que la présidence fût attribuée aux maire et échevins à l'exclusion des juges et consuls : à Lyon même, le prévôt des marchands exerçait des fonctions consulaires ;

2° La plupart des Chambres étaient présidées par les prieurs ou les juges consuls ;

3° Ailleurs le président était élu à la majorité par tous les négociants ;

4° L'attribution de la présidence au maire ou à l'échevin marchand était incompatible avec l'opposition qui pouvait exister entre le commerce et l'Hôtel-de-ville à propos des offices ou des taxes mises à la charge des commerçants, d'autant plus que la Chambre de commerce s'étendant à toute la province ne devait être composée que de négociants si l'on voulait que ses décisions inspirassent confiance aux commerçants étrangers ⁽¹⁸⁾.

Mais Maynon d'Inveau qui connaissait ces arguments et y avait lui-même fait allusion dans son mémoire adressé au contrôleur général n'était pas disposé à modifier son point de vue. La première élection eut lieu le 20 octobre 1761, sur son ordre et en sa présence, en la Chambre du Conseil de l'Hôtel-de-ville. Les syndics élus furent :

Florimond Poujol, qui obtint 39 voix,
Alexandre Cannel, avec 37 voix,
Pierre Daire, avec 29 voix,
Jourdain l'ainé, avec 24 voix,
de l'Epine l'ainé et Fertel, avec chacun 23 voix.

Appelés ensuite à désigner les trois personnes parmi lesquelles le roi devait choisir le député de la Chambre au Bureau du commerce,

(18) Arch. départ. de la Somme, 112 B, Livre aux délib., f. 20 v° et 21.

les électeurs s'empressèrent de donner satisfaction à Bertin en accordant l'unanimité de leurs suffrages à son candidat, Parent ; les autres personnes désignées furent Charles Cornet et Honoré Paillard ⁽¹⁹⁾.

La Chambre de commerce tint sa première séance le mardi suivant : elle comprenait, outre les six syndics élus, le maire, de Sachy de Carouges, l'échevin Galand, le juge consul Sallé l'ainé ; Despont fut son premier secrétaire. Le contrôleur général des finances, à qui les échevins avaient fait part de la délibération du 20 octobre, leur fit savoir le 29, par l'entremise de l'intendant, que le roi avait désigné Parent comme député de la Chambre et qu'il était nécessaire de convoquer une nouvelle assemblée pour confirmer sa nomination : les juges consuls et les représentants des corps de marchands se réunirent à cet effet le 3 novembre à l'Hôtel-de-ville, en présence des échevins ⁽²⁰⁾.

Le renouvellement des syndics se fit, chacune des années suivantes, sans incident notable. Le maire et le juge consul abandonnaient leurs fonctions à la Chambre de commerce en même temps que leurs charges, municipale ou consulaire ; il n'y eut de difficultés qu'à l'égard du lieutenant de maire dont le droit de présider les séances, en l'absence du maire, contesté en 1772 par les membres de la Chambre de commerce, fut confirmé par l'intendant Bruno d'Agay ⁽²¹⁾. Quant à l'échevin négociant, il était désigné par l'assemblée des officiers municipaux ; le contrôleur général décida, en 1765, que l'ancienneté seule devait déterminer ce choix ⁽²²⁾.

Ce dernier intervint la même année pour obliger la Chambre de commerce à remplacer Despont dans les fonctions de secrétaire qu'il assumait depuis quatre ans : le ministre reprochait à Despont d'avoir prêté son assistance aux plus turbulents des fabricants d'Amiens lors des troubles qui s'étaient produits dans leurs corporations l'année précédente. Leleu fut élu en remplacement de Despont, mais deux ans plus tard la Chambre de commerce demanda que celui-ci fût rétabli dans ses fonctions ; interprétant comme un acquiescement le silence du pouvoir royal, elle procéda à la nomination de Despont, mais dut peu après, sur l'ordre du contrôleur général, rendre le poste de secré-

(19) Arch. mun. d'Amiens, BB 86, f. 100.

(20) Arch. mun. d'Amiens, BB 86, f. 106 v°.

(21) Arch. mun. d'Amiens, HH 238.

(22) Arch. dép. de la Somme, C 2701. L'un des échevins marchands, qui était le fils d'un secrétaire du roi, prétendait être désigné de préférence à un autre, plus ancien que lui.

taire à Leleu qui le conserva jusqu'en 1779, date à laquelle il donna sa démission et fut remplacé par Durand ⁽²³⁾.

Si la Chambre de commerce commença à fonctionner régulièrement dans les premiers mois qui suivirent l'arrêt du 6 août 1761, il ne paraît pas en avoir été de même de la Bourse de commerce, instituée par le même arrêt. L'utilité de cette dernière avait cependant été soulignée par l'intendant et par les négociants eux-mêmes qui y voyaient un moyen d'établir entre les commerçants des relations et une émulation devant contribuer au développement du commerce. L'horaire d'ouverture en avait été étudié de façon à ne pas gêner les habitudes des manufacturiers qui faisaient leurs achats entre onze heures et une heure, et la fermeture de la Bourse avait, en conséquence, été reportée à deux heures de l'après-midi ⁽²⁴⁾. Mais ce fut seulement à la fin d'avril 1762 que les membres de la Chambre de commerce décidèrent l'ouverture de la Bourse pour le 3 mai suivant ; l'horaire en fut fixé de quatre à six heures de relevée et des affiches furent apposées pour en donner connaissance aux négociants ⁽²⁵⁾.

On ne saurait affirmer que ceux-ci aient effectivement fréquenté la Bourse à cette époque car sept ans plus tard les membres de la Chambre de commerce, désirant réglementer la profession de courtier de change, établirent en même temps de nouvelles prescriptions pour le fonctionnement de la Bourse de commerce, comme si celle-ci n'avait pas encore été réellement utilisée ⁽²⁶⁾.

Un emplacement fut fixé, par cette délibération du 9 juin 1769, pour la tenue de la Bourse : les négociants furent invités à se réunir dans la cour de l'Hôtel-de-ville et, en cas d'empêchement, dans la salle basse qui était à l'usage des marchands des trois corps réunis.

Il fut prévu que la Bourse serait ouverte pendant deux heures tous les jours, à l'exception des dimanches et jours de fêtes, de 3 heures à 5 heures entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril, de 4 heures à 6 heures les autres mois.

Y avaient accès les négociants, marchands, fabricants, gens d'affaires, courtiers de change et de voiture, et même les étrangers pourvu que ceux-ci fussent accompagnés de négociants ou d'autres personnes connues et domiciliées à Amiens. Les courtiers de change étaient dans l'obligation de s'y trouver aux heures indiquées, mais les négociations

(23) Arch. dép. de la Somme, C 2701.

(24) Arch. nat., F 12-880 (22^e pièce).

(25) Arch. dép. de la Somme, C 269.

(26) Arch. mun. d'Amiens, HH 237.

de billets et lettres de change, les ventes de marchandises, les affrètements de vaisseaux et les autres opérations de commerce pouvaient s'y faire entre négociants sans leur ministère. Il était cependant interdit d'y apporter et d'y présenter en vente des étoffes. Deux sergents de ville, placés à la porte de la Bourse par les officiers municipaux, devaient en interdire l'entrée à ceux qui n'y avaient pas droit et empêcher tout désordre.

Les officiers municipaux qui avaient juridiction sur la Bourse en leur qualité de juges de police homologuèrent le 29 juillet le règlement établi par la Chambre de commerce et décidèrent que l'ouverture aurait lieu le 1^{er} août suivant, en spécifiant toutefois qu'aucun droit de propriété ni de servitude ne pourrait résulter de ces réunions de négociants dans la cour de l'Hôtel-de-ville. Le maire et les échevins, les juge et consuls, ainsi que les syndics de la Chambre de commerce assistèrent à l'ouverture de la Bourse.

VII. - QUESTION DE L'ADMISSION DES FABRICANTS A LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Le développement que les manufactures avaient pris à Amiens au milieu du XVIII^e siècle avait été l'un des motifs qui avaient amené la création de la Chambre de commerce ; celle-ci, bien que composée uniquement de marchands ou d'anciens commerçants, fut d'ailleurs appelée à donner fréquemment des avis dans des matières qui intéressaient surtout les industriels de l'époque. Aussi n'est-il pas surprenant que, dès 1761, les fabricants aient demandé à avoir un syndic de leur corporation au sein de la Chambre de commerce (27).

Dans la requête qu'ils adressèrent en décembre 1761 au contrôleur général Bertin, les fabricants exposèrent que, sans eux, la partie la plus considérable du commerce n'existerait pas et que personne ne pouvait leur contester le droit d'exporter directement les étoffes qu'ils confectionnaient. Ils jouaient ainsi, dans l'organisation commerciale, un rôle bien plus important que les communautés de brasseurs, tapisiers, orfèvres, etc., dont les productions étaient généralement bornées au commerce local et qui participaient cependant à l'élection des syndics. L'injustice était d'autant plus flagrante que les contestations qui s'élevaient fréquemment entre marchands et fabricants seraient

(27) Arch. nat., F 12-880 (3^e à 6^e pièces). Il convient toutefois d'observer que les fabricants de cette époque n'étaient pas de grands industriels et qu'ils avaient en général, à Amiens, une situation sociale nettement inférieure à celle des commerçants les plus notables.

désormais portées devant la Chambre de commerce où les marchands, seuls à siéger, seraient à la fois juges et parties dans leur propre cause; les fabricants voyaient dans cet ostracisme un « mépris odieux et cruel » dont on cherchait à couvrir leur état ⁽²⁸⁾.

Lorsque Trudaine, directeur général des affaires du commerce, eut connaissance de cette requête, il fut frappé des raisons invoquées par les fabricants et demanda l'avis de Maynon d'Inveau, en indiquant à celui-ci que leurs représentations lui avaient paru mériter attention; l'intendant transmit le mémoire à la Chambre de commerce.

Les commerçants répondirent qu'ils trouvaient « beaucoup de témérité à ces fabricants, dont les trois quarts ne savaient lire ni écrire, de vouloir se mettre au niveau des marchands et négociants qui, par leur état, avaient reçu une éducation convenable qui les mettait en état de jouir de la noblesse sans le quitter » ⁽²⁹⁾. Ils s'efforcèrent de prouver, en citant des arrêts de diverses dates, que les maîtres sauteurs et hautelisseurs, auteurs de la requête, n'avaient jamais obtenu que leur fût reconnue la qualité de marchands, exigée par l'arrêt de 1761 pour les électeurs de la Chambre de commerce; ils ajoutèrent que si le Conseil attribuait cette qualité aux fabricants qui, à leur sens, n'étaient que des artisans, les négociants réclameraient à leur tour le droit de fabriquer: « autrement, affirmaient-ils, on donnerait tout aux uns pour faire la ruine des autres qui supportent pourtant la plus grande partie des charges de l'Etat ».

Les syndics du commerce reconnaissaient toutefois qu'une collaboration était indispensable entre commerçants et manufacturiers; ils déclarèrent en effet en 1766, dans leur réponse à un questionnaire de Michau de Montaran, que les réformes à réaliser dans les règlements devaient être « convenues entre les négociants et les fabricants et par eux conjointement proposées au Conseil » ⁽³⁰⁾. Mais ils ne pouvaient s'empêcher d'applaudir à tout projet qui consacrait la supériorité des premiers sur les seconds, — tel celui par lequel l'inspecteur général des manufactures Clicquot de Blervache proposa, en 1767, d'enlever le plomb de contrôle aux fabricants pour le rendre aux marchands ⁽³¹⁾.

Les successeurs de Maynon d'Inveau, les intendants Dupleix et Bruno d'Agay, ainsi que l'inspecteur des manufactures Roland de la Platière, — le futur ministre girondin, — jugèrent abusives les préten-

⁽²⁸⁾ Arch. nat., F 12-880 (3° à 6° pièces).

⁽²⁹⁾ Arch. dép. de la Somme, C 2701.

⁽³⁰⁾ Arch. dép. de la Somme, C 418.

⁽³¹⁾ *Ibid.*, C 290.

tions des marchands. Dupleix estimait qu' « un marchand n'est qu'un être intermédiaire placé entre le fabricant et le consommateur pour gagner sur l'un et sur l'autre, et qui par lui-même n'ajoute rien à l'étoffe » ; il se demandait si, « au lieu de donner tant de supériorité aux marchands sur les fabricants, il ne conviendrait pas plutôt de relever ceux-ci même au préjudice des marchands, soit pour les encourager à devenir eux-mêmes marchands, soit pour obliger les marchands à devenir eux-mêmes fabricants ».

Bruno d'Agay exprimait une opinion semblable dans une lettre qu'il adressa en 1772 à Trudaine : « Les fabricants, écrivait-il, n'ont jamais été consultés, on ne les admet dans aucun corps, et quoiqu'ils soient l'âme du commerce, ils sont traités comme s'ils en étaient les esclaves par les négociants qui les assujettissent à leurs spéculations, ce qui les ruine sans ressource ». A son avis, la décadence industrielle dont se plaignaient les membres de la Chambre de commerce d'Amiens provenait autant de l'avidité des marchands qui achetaient à bas prix des étoffes plus ou moins bien fabriquées que de la négligence des petits fabricants qui les leur fournissaient ⁽³²⁾.

Quant à Roland, sa proposition d'admettre les fabricants tant à la juridiction consulaire qu'à la Chambre de commerce dut susciter un grand émoi parmi les négociants d'Amiens : il avait exposé à Trudaine qu'il était nécessaire, pour le bien du commerce de cette ville, d'y relever l'état de fabricant qui y était avili et méprisé par les marchands, lesquels se prétendaient, disait-il, d'une classe supérieure. Le directeur général du commerce pria Bruno d'Agay d'examiner ce projet de réforme et de lui faire connaître son avis ; l'intendant communiqua à son tour la proposition à la Chambre de commerce le 27 juin 1773 en la priant d'en « délibérer mûrement ».

Les syndics de la Chambre se défendirent naturellement de mépriser les fabricants et affirmèrent qu'ils reconnaissaient leur utilité dans l'Etat, mais ils s'appuyèrent sur le texte des lois et sur l'usage des autres villes manufacturières pour repousser leur admission dans les deux organismes en question ; toutefois ils offrirent aux fabricants qui voudraient y entrer de se faire agréer au corps des marchands.

Ces arguments paraissent avoir convaincu l'intendant, mais Trudaine insista fortement auprès de ce dernier pour faire aboutir la réforme projetée : les fonctions de consul et de syndic du commerce n'étaient pas, lui écrivit-il, « réservées seulement à ceux qui étaient admis dans le corps des marchands, mais à tous ceux qui exerçaient le commerce »,

(32) Arch. dép. de la Somme, C 292.

et les fabricants étaient de ce nombre. Bruno d'Agay demanda alors à la Chambre de réfléchir à nouveau et de lui faire savoir s'il y avait à Amiens « des fabricants capables par leurs lumières dans le commerce d'entrer au consulat et à la Chambre de commerce ».

Dans leur réponse, le président et les syndics de la Chambre déclarèrent qu'effectivement quelques fabricants avaient suffisamment l'habitude des affaires pour être admis dans ces compagnies et ils promirent de faire part aux négociants du désir exprimé par Trudaine et par Bruno d'Agay pour qu'à l'avenir les voix pussent « se réunir en faveur de ceux qui en seraient jugés les plus dignes ». Ils ne se laissaient pourtant arracher cette concession qu'à regret, car ils ajoutaient :

« Nous ne pouvons cependant vous dissimuler nos craintes sur la suite de cette innovation, puisque sur un très petit nombre de fabricants en état de remplir les fonctions consulaires, il s'en trouve mille qui n'ont pas même l'idée d'un livre de commerce. Nous souhaitons qu'il n'en résulte pas les mêmes abus qu'on a vu pratiquer si ouvertement lorsque le peuple a été admis aux charges municipales, abus si blâmables qu'on a cru devoir révoquer l'édit qui lui en avait ouvert l'entrée ».

Estimant que ces réserves étaient fondées, Bruno d'Agay proposa à Trudaine de décider que l'assentiment préalable de l'intendant serait nécessaire pour toute nomination de fabricants au consulat et à la Chambre de commerce. En tout cas, un premier résultat était acquis et Roland dut se réjouir en apprenant que « Messieurs du commerce » faisaient la « reculade », à la suite des réponses, défavorables à leurs prétentions, qu'ils avaient reçues de différentes villes de manufactures (33).

Aux élections consulaires du 4 juillet 1774, quatre membres de la Chambre de commerce donnèrent leurs voix à deux fabricants et incitèrent les consuls à y joindre les leurs, mais les fabricants n'obtinrent pas la majorité nécessaire pour être élus. Trudaine se déclara cependant satisfait des efforts faits par la Chambre de commerce et engagea celle-ci à persévérer dans la même voie, de façon qu'un fabricant au moins fût élu au consulat à l'élection suivante : il ne pouvait en résulter, selon lui, qu'« un bien infini pour la manufacture » (34).

(33) Arch. dép. de la Somme, C 321.

(34) Arch. dép. de la Somme, C 2701.

VIII. — ACTIVITÉ DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Aux termes de l'arrêt du Conseil royal du 6 août 1761 qui était sa charte de fondation, la Chambre de commerce de Picardie avait pour rôle d'examiner toutes les propositions ayant pour but d' « étendre et faciliter le commerce » ou de « prévenir ce qui pouvait le traverser ». Dans une province où le négoce était prospère, un assez vaste champ d'activité s'offrait à elle : favoriser l'essor des manufactures, notamment de celles d'Amiens, rechercher les moyens de développer les échanges et surtout les exportations, lutter contre la concurrence de l'étranger, étudier la répercussion des droits dont les marchandises étaient grevées, faciliter les communications avec l'extérieur, donner au gouvernement des informations sur les conséquences des traités de commerce conclus avec les nations voisines, telles furent les principales tâches que la Chambre de commerce d'Amiens eut à remplir au cours de la première période de son existence.

A. — APPUI DONNÉ AUX MANUFACTURES.

L'une des préoccupations de la nouvelle institution fut de fournir à l'industrie amiénoise des matières premières d'une qualité supérieure. Travaillant en étroit accord avec l'intendant Maynon d'Inveau qui assistait à ses séances, la Chambre tenta d'introduire en Picardie des moutons d'Espagne et de Barbarie, — c'est-à-dire de l'Afrique du Nord, — et des béliers d'Angleterre, de façon à en former de nouvelles races ; mais l'espoir qu'elle avait eu d'obtenir ainsi de meilleures laines fut déçu car des obstacles insurmontables entravèrent l'exécution de ce projet (35).

Elle fut plus heureuse dans les efforts qu'elle fit pour lutter contre la concurrence étrangère. Pour satisfaire à des commandes venues d'Espagne, le président et les syndics présentèrent une requête au contrôleur général des finances le 30 avril 1762 en vue d'obtenir l'autorisation de fabriquer des étoffes imitées des produits anglais. Maynon d'Inveau appuya leur demande et un mois et demi plus tard, l'autorisation était accordée. Réunis le 29 juin sur convocation de la Chambre de commerce, les fabricants examinèrent les échantillons qui leur étaient soumis et furent unanimes à déclarer qu'il leur semblait possible d'approcher du point de perfection des étoffes anglaises ; la Chambre fit venir de Dunkerque un certain nombre de ces étoffes et, dans le courant de l'année suivante, elle pouvait se féliciter du résultat

(35) Arch. dép. de la Somme, C 431.

obtenu : « Jamais, écrivait-elle à l'intendant, la manufacture n'a tant travaillé ».

Elle s'était préoccupée d'étendre aux autres centres industriels de Picardie le bénéfice de cette innovation et elle s'était enquis des tentatives, faites dans le même sens, par les manufactures d'Abbeville, de Crèvecœur, d'Aumale et de Grandvilliers ; là aussi, l'idée de chercher à imiter les tissus anglais avait été accueillie avec faveur : un certain nombre de fabricants, tant à Grandvilliers et à Crèvecœur qu'à Cormeilles et à Hardivillers, sollicitèrent à cet effet des commissions de la Chambre de commerce ⁽³⁶⁾.

La plus grosse difficulté rencontrée dans l'imitation des étoffes anglaises résidait dans les apprêts, dont la qualité était nettement supérieure à celle que les fabricants picards réussissaient à obtenir. Ce fut encore sur l'initiative de la Chambre de commerce d'Amiens que ce problème fut résolu, au moins partiellement : elle fit appel à l'ingéniosité des apprêteurs et sut discerner les talents exceptionnels de l'un d'eux qu'elle présenta à Trudaine, directeur général des affaires du commerce.

Il convient de remarquer qu'elle ne se contentait pas de solliciter des pouvoirs publics des avantages pécuniaires pour les inventeurs ; elle s'efforçait de susciter elle-même les initiatives qui pouvaient favoriser l'essor industriel. C'est ainsi qu'elle réussit à développer la culture de la garance en Artois et en Picardie et qu'elle s'intéressa aux découvertes applicables à l'industrie, telles l'invention par Dellié de machines destinées à la fabrication des peignes ou rots et la découverte de la sélénite par Nicolas Caron.

Sur le plan local, la Chambre eut plusieurs fois à se prononcer sur l'opportunité de l'installation à Amiens de nouvelles branches d'industrie : les avis qu'elle émit furent souvent adoptés par l'intendant dans les rapports qu'il adressa à l'autorité royale. Si elle s'opposa résolument aux nouveaux privilèges que certains sollicitaient et qui lui paraissaient nuisibles au commerce, elle ne manifesta aucun ostracisme de principe à l'égard des artisans ou des industriels qui voulaient s'établir à Amiens, pourvu que leurs entreprises présentassent les garanties voulues et qu'ils se fissent eux-mêmes agréer dans les corps de métiers amiénois.

Quand des industriels bien connus sur la place, comme les Morgan, demandèrent la prorogation de leurs privilèges, la Chambre émit un

(36) Arch. dép. de la Somme, C 269.

avis favorable parce qu'il ne s'agissait pas, en fait, de privilèges exclusifs des droits des autres, mais elle devint irréductible lorsque les Bonvalet, qui avaient établi une fabrique d'étoffes imprimées et dont elle ne méconnaissait pourtant pas les mérites, prétendirent porter atteinte à la liberté de la concurrence. Dans une autre circonstance, elle engagea le gouvernement à user d'autorité à l'encontre du Chapitre, qui prétendait empêcher l'installation d'un moulin à reviquer les étoffes (37).

Disposée à accueillir avec une certaine libéralité les industriels venant se fixer à Amiens, la Chambre de commerce manifesta par contre la plus vive inquiétude en apprenant, en 1763, que l'un des principaux fabricants de la place, Alexandre Laurent, était passé en Prusse avec l'intention d'y établir des manufactures semblables à celles de Picardie. L'intendant Maynon d'Invaux, auquel elle avait exprimé ses doléances, lui ayant répondu que le seul moyen de combattre la concurrence étrangère était de fabriquer à meilleur marché et d'inventer de nouvelles étoffes, elle ne se tint pas pour battue et adressa, quelques mois plus tard, une requête au contrôleur général des finances pour obtenir qu'on interdît aux ouvriers, sous des peines sévères, de sortir du royaume.

Elle ne se montra pas moins vigilante lorsque la concurrence étrangère se produisit sous la forme de l'introduction irrégulière d'étoffes anglaises par Genève et par le port de Marseille : sur ses représentations, un arrêt du Conseil interdit à nouveau ces importations et elle réussit en outre à faire saisir un lot considérable de tissus qui avaient été introduits dans Amiens même. Elle ne manqua pas, en 1788, de faire des « remontrances » au Bureau du commerce « sur l'état de souffrance où se trouvaient les fabricants en tous genres de la province de Picardie, par suite du traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre » (38) ; elle avait, par ailleurs, quelques années auparavant, proposé de profiter de l'existence du Pacte de famille pour demander à l'Espagne une diminution des droits frappant les étoffes françaises (39).

La Chambre de commerce se donna aussi pour tâche d'obtenir une diminution des taxes perçues par le gouvernement sur les étoffes ou

(37) Arch. dép. de la Somme, C 304. L'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert donne la définition suivante : « reviquer, c'est faire passer les étoffes de laine par la foulerie, ou simplement les laver à la rivière pour les nettoyer et dégorger de ce qu'elles ont trop pris de teinture, afin qu'elles ne puissent barbouiller ».

(38) *Inventaire analytique des procès-verbaux du Conseil de Commerce et Bureau du commerce*, par Pierre Bonnassieux et Eugène Lelong, p. 463.

(39) Arch. dép. de la Somme, C 354.

sur les matières premières dont se servaient les fabricants. En accord avec les intendants Dupleix et Bruno d'Agay, elle s'efforça de persuader le pouvoir royal du péril que couraient les manufactures de Picardie, et celles d'Amiens en particulier, du fait des droits exorbitants qu'elles avaient à payer et qui étaient très supérieurs à ceux que les Anglais avaient à supporter.

Une question, longtemps débattue et sur laquelle la Chambre fut amenée plusieurs fois à exprimer une opinion, était celle de la liberté de l'industrie et du commerce. Fondée depuis quelques mois à peine, elle trouvait dès 1762 l'occasion de se prononcer pour l'octroi d'une certaine liberté aux fabricants afin de permettre à ceux-ci d'imiter les étoffes anglaises ; l'année suivante cependant elle se plaignit de ce que la liberté accordée aux étoffes de nouvelle invention eût été abusivement étendue à toutes les autres : elle proposa de revenir aux anciens règlements de 1666 qui avaient notamment limité à dix le nombre des métiers de chaque fabricant.

En réalité les règlements établis par Colbert étaient devenus inapplicables par suite des progrès de l'industrie et un arrêt du 10 septembre 1768 autorisa les Amiénois à « fabriquer toutes sortes d'étoffes, de telle longueur, largeur, et avec tel nombre de fils qu'ils trouveraient à propos et d'y employer toutes sortes de matières nationales ou étrangères » ; des mesures furent toutefois prévues pour empêcher les fraudes. La Chambre de commerce, consultée à ce sujet en 1771, insista sur la nécessité de « rétablir l'ancienne discipline en ce qui concernait la visite des étoffes sur les métiers » ; elle déclara qu'il fallait « ramener au bien une foule de fabricants qu'une liberté mal entendue avait égarés et qui avaient mal jugé des intentions du Conseil en se livrant à des fraudes et de mauvaises fabrications qui avaient mis cette manufacture sur le bord de la ruine ». Mais en 1778, dans sa réponse au mémoire que lui avait envoyé Necker, elle s'éleva contre les règlements trop minutieux et demanda qu'on établît une distinction entre la fraude véritable et les tolérances nécessaires aux fabricants pour satisfaire les goûts des consommateurs.

B. - ETUDE DES QUESTIONS RELATIVES A LA NAVIGATION.

Tout ce qui concernait les moyens de communication, essentiels au commerce, était de la compétence de la Chambre. C'est ainsi qu'en 1782 celle-ci obtint l'annulation d'un arrêt du Conseil qui attribuait aux régisseurs du roulage le privilège exclusif du transport des marchandises de transit et qu'en 1786 elle réclama l'établissement de communications postales directes entre la Normandie et la Picardie.

Mais le gros commerce se faisait surtout par voie d'eau et les affaires relatives à la navigation accaparèrent une bonne part de l'activité de la Chambre de commerce. La Somme était navigable, en principe, jusqu'à Corbie mais des moulins appartenant au Chapitre de la Cathédrale obstruaient les passages à partir d'Amiens : dans ses séances des 3 et 24 septembre 1765, la Chambre de commerce demanda qu'un des bras de la rivière restât libre et insista sur la nécessité d'établir une communication entre le port du Don et le port neuf où abordaient les gribanes ⁽⁴⁰⁾. Lors de la visite de l'intendant du commerce Bacalan, elle renouvela ses observations sur la navigation à l'intérieur de la ville ; la question avait son importance, au moment où l'on envisageait de relier la Somme à l'Escaut et à l'Oise.

Bien entendu c'était surtout la navigabilité de la Somme entre Amiens et la mer qui préoccupait les commerçants amiénois. En 1768, la Chambre attira l'attention de l'intendant du commerce sur la présence, en plusieurs endroits, d'atterrissements qui exigeaient un curage de la rivière et sur la rapidité du courant, au passage des ponts, qui nécessitait la création de canaux de dérivation ; elle proposa de subvenir aux dépenses de ces travaux au moyen du droit de trois deniers par livre qui se percevait sur les marchandises entrant au port de Saint-Valéry. Un arrêt du Conseil vint bientôt ordonner les travaux nécessaires et décider que l'octroi de vingt sols par velte d'eau-de-vie servirait à couvrir les frais ⁽⁴¹⁾.

On avait signalé également à Bacalan qu'au pont de Picquigny un droit de chaîne de huit deniers par sac se percevait au profit du duc de Chaulnes bien que la déclaration royale de 1764 eut porté exemption totale de ces sortes de droits, mais par égard pour le gouverneur de la province la Chambre n'insista pas sur ce point. Par contre elle s'éleva avec vigueur contre les exigences des bateliers qui, ayant établi entre eux un tour de rôle pour le service des gribanes, tenaient à leur merci les commerçants et avaient augmenté sensiblement leurs prix de transport ⁽⁴²⁾.

Les travaux à effectuer sur la basse Somme comptaient parmi les plus importants de ceux qui étaient devenus indispensables pour régulariser le cours de la rivière. En 1780, la Chambre de commerce d'Amiens exposa au comte d'Agay les motifs qui la déterminaient à

⁽⁴⁰⁾ Les gribanes étaient des barques à fond plat, sans quille, de 30 à 60 tonneaux ; elles portaient deux ou trois mâts et servaient au transport des marchandises le long des côtes de Normandie et sur la Somme entre Saint-Valéry et Amiens.

⁽⁴¹⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1374 et 290.

⁽⁴²⁾ Arch. dép. de la Somme, C 1403.

demander l'exécution des plans relatifs au barrage de la Somme en aval d'Abbeville et à la formation, sur la rive gauche de la rivière, d'un canal destiné à conduire les eaux jusqu'à Saint-Valéry ; on décida la réalisation de ce projet malgré les objections des officiers municipaux d'Abbeville qui se plaignirent de ne pas en avoir eu communication et exprimèrent la crainte qu'il ne nuisît au canal traversant la ville et n'ôtât à celle-ci le privilège d'être une ville d'entrepôt.

L'existence d'un bon port à l'embouchure de la Somme était considérée comme l'une des conditions de la prospérité du commerce picard. Dès 1764, la Chambre de commerce appuya un projet de F. Œuillo des Bruyères ayant pour but de parer à l'ensablement de Saint-Valéry et signala l'urgence des travaux à l'intendant et à L'Averdy, contrôleur général des finances ; plus tard, deux de ses membres se rendirent sur les lieux, suivirent le cours de la Somme jusqu'à son embouchure et étudièrent les moyens de donner plus de sécurité à la navigation. Après avoir recueilli les observations des marins et des armateurs les plus qualifiés, la Chambre adressa divers mémoires au gouvernement royal et obtint finalement en octobre 1778 un arrêt du Conseil qui chargea l'ingénieur Delatouche de dresser le devis des ouvrages nécessaires au rétablissement du port de Saint-Valéry. Cette fois encore, elle se heurta à l'opposition des officiers municipaux d'Abbeville qui rédigèrent un rapport ayant pour objet de prouver la supériorité du port du Crotoy sur celui de Saint-Valéry ⁽⁴³⁾.

Les moyens financiers nécessaires pour mener à bien une entreprise de cette envergure furent accordés à la Chambre de commerce par des lettres patentes, en date du 28 novembre 1782, qui l'autorisèrent à contracter un emprunt de 934.000 livres et à lever un octroi pendant vingt ans. Elle demanda, pour l'emprunt, la garantie de l'Hôtel-de-ville d'Amiens et elle sollicita quelques années plus tard une augmentation de fonds pour les travaux du port de Saint-Valéry. Quant à l'octroi dont la régie lui avait été confiée, il consistait dans la perception de certains droits sur les marchandises à l'entrée et à la sortie des ports de Saint-Valéry, du Crotoy et d'Abbeville ; il fit l'objet de contestations avec la Chambre consulaire d'Abbeville, les fermiers généraux et divers négociants et industriels ⁽⁴⁴⁾.

De fréquentes délibérations de la Chambre de commerce portèrent naturellement sur le commerce maritime. L'une des plus grosses questions débattues était celle de l'admission de navires étrangers dans le commerce d'exportation et dans les relations avec les colonies : bien

(43) Arch. dép. de la Somme, C 1483, 1504 et 1505.

(44) *Inventaire analytique des procès-verbaux du Conseil de commerce*, p. 440.

que les négociants picards eussent intérêt à utiliser le fret le moins onéreux, ils demandèrent qu'on réservât aux navires français l'exportation des grains, de façon à encourager les constructions navales et à fortifier en conséquence la marine nationale ; des mobiles analogues les incitèrent à s'entendre avec les Chambres de commerce de La Rochelle, de Rouen et de Bordeaux et avec la Chambre consulaire de Nantes pour s'opposer à l'admission des étrangers dans le commerce colonial. La Chambre de commerce d'Amiens qui s'était inquiétée, dès l'année de sa fondation, d'assurer aux négociants de la province le privilège du commerce avec les Antilles et la côte de Guinée par le port de Saint-Valéry se montra toujours soucieuse de défendre leurs intérêts, parfois même contre ceux des colons ; la création par les Anglais de ports francs à la Dominique et à la Jamaïque lui fournit en 1766 l'occasion de dénoncer vigoureusement le danger couru par le commerce de la métropole.

On sait qu'au XVIII^e siècle la traite des nègres, si inhumaine qu'elle fût en réalité, était considérée comme une partie intégrante du commerce colonial ; la prospérité des colonies semblait dépendre absolument du travail des noirs qui y étaient transportés. Aussi ne peut-on s'étonner, — tout en condamnant l'esclavage, — de voir la Chambre de commerce de Picardie s'alarmer des projets d'abolition de la traite des nègres, qui virent le jour en 1789, et demander à la municipalité d'Amiens de seconder ses observations à ce sujet ; il fut décidé à l'Hôtel-de-ville qu'« une adresse serait présentée à l'Assemblée Nationale pour lui faire observer que l'abolition de la traite des nègres ne pouvait avoir lieu qu'autant qu'elle serait convenue entre toutes les puissances de l'Europe, sans quoi celle qui se l'interdirait tandis que toutes les autres se la permettraient verrait bientôt son commerce, ses manufactures, sa navigation dépérir et tomber » ⁽⁴⁵⁾. L'affranchissement des nègres restant malgré tout à l'ordre du jour, la Chambre de commerce rappela, en 1791, au Directoire du département « les horreurs de tout genre que les gens de couleur armés avaient commis dans nos colonies » et l'invita à solliciter de l'Assemblée Nationale un décret attribuant aux colonies seules le droit de proposer les lois relatives à l'état des personnes ; cette fois encore, la Chambre reçut l'approbation de l'administration à laquelle elle s'était adressée ⁽⁴⁶⁾.

⁽⁴⁵⁾ *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. II, p. 526 et 535. L'argument invoqué par la municipalité d'Amiens est à rapprocher des motifs qui ont inspiré, de nos jours, la réglementation internationale du travail : faute d'entente entre les différentes nations, le pays qui adopte la législation la plus humaine risque de se trouver handicapé par rapport aux autres dans le domaine économique.

⁽⁴⁶⁾ Arch. dép. de la Somme, C 2709, f. 95.

CHAPITRE V.

Le Tribunal de commerce d'Amiens avant l'entrée en application du Code de commerce.

I. - SUBSTITUTION DU TRIBUNAL DE COMMERCE AU CONSULAT.

La Révolution française, qui fit table rase de la plupart des institutions du passé, ne changea guère que de nom les tribunaux consulaires et n'apporta pas de modifications essentielles à leur fonctionnement.

Les philosophes du XVIII^e siècle n'avaient que respect pour le créateur de la juridiction consulaire, le chancelier Michel de L'Hôpital, dont ils vantaient l'esprit de tolérance et dont ils auraient hésité à détruire l'œuvre délibérément. Les constituants de 1789 devaient d'ailleurs considérer comme un modèle à imiter cette organisation de la justice commerciale où les juges étaient élus, où les formalités étaient réduites au minimum, où chacun était jugé par ses pairs.

Dans son Cahier de doléances, le Tiers-Etat de la ville d'Amiens soulignait sans doute la nécessité d'apporter dans le régime des juridictions consulaires, fondées plus de deux siècles auparavant, les changements correspondant à l'évolution des mœurs et des usages commerciaux ; mais il réclamait uniquement une extension de leurs attributions, les commerçants, convaincus de l'imperfection des autres tribunaux, désirant donner à leurs consuls la connaissance de toutes les affaires relatives au commerce.

Les députés furent chargés de demander à cet effet l'abrogation de la déclaration royale de 1759, le renvoi par les juges royaux de toutes les causes commerciales devant les juridictions consulaires les plus voisines du domicile du défendeur, la restitution aux consuls de la connaissance des faillites et une ampliation de pouvoirs en dernier ressort, proportionnée à l'augmentation de la quantité de numéraire et au développement du commerce. La réforme de la législation commerciale devait, au gré des porte-parole du Tiers-Etat d'Amiens,

comporter la suppression des formalités, l'abrégement des procès, la recherche de la bonne foi, l'abrogation des arrêts de défense en matière consulaire et, en outre, le choix parmi les anciens consuls d'un procureur syndic attaché à la juridiction commerciale ; les Chambres consulaires et de commerce devaient, à l'avenir, être consultées avant la conclusion des traités du commerce ⁽¹⁾.

L'Assemblée des députés du Tiers-Etat des bailliages d'Amiens et de Ham, réunie le 4 avril 1789, reproduisit dans son Cahier général de doléances les dispositions du Cahier de la ville d'Amiens, à cette différence près que l'on y admit le maintien de l'ordonnance de Blois et de la déclaration de 1759 sous réserve que la procédure sommaire prescrite en matière de commerce serait suivie dans les sièges royaux et les prévôtés ; le Tiers-Etat de ces bailliages se montra favorable au maintien de la contrainte par corps ⁽²⁾.

Ainsi les vœux du Tiers-Etat, qui tendaient par ailleurs à une profonde transformation de l'organisation judiciaire en ce qui concernait tant la justice civile que la justice criminelle, ne visaient qu'à parfaire l'ordre établi en matière de juridiction commerciale. On comprend que, malgré leur désir de réaliser l'unité de l'organisation juridique, les Constituants aient décidé le 27 mai 1790 de maintenir les tribunaux de commerce. Par la suite, la loi des 16-24 août 1790 fixa dans son titre XII l'organisation et les attributions de ceux-ci. C'était, en principe, l'administration du département qui était juge de l'opportunité de l'établissement des tribunaux de commerce mais un décret du 28 décembre 1790 les maintint partout où ils existaient, déjà.

Le nombre des juges demeura fixé à cinq, mais le corps électoral fut élargi : au lieu d'être limité pratiquement aux anciens consuls, il fut étendu à tous les négociants, banquiers, marchands, armateurs ou capitaines, manufacturiers de la ville. Pour être éligible, il fallut avoir trente ans et avoir exercé le commerce pendant cinq ans dans la ville où était établi le tribunal : on ne put être élu président qu'à l'âge de trente-cinq ans et après avoir exercé le commerce pendant dix ans au moins. Un décret du 9 août 1791 donna l'éligibilité aux anciens commerçants sans toutefois leur attribuer le droit de devenir électeurs. Les juges étaient élus pour deux ans, mais le tribunal était renouvelable par moitié tous les ans.

(1) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. I, p. 266, 271 et 272.

(2) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. I, p. 481 à 483.

Le ressort du tribunal de commerce s'étendait au district où il était établi. Il y était compétent pour toutes les affaires commerciales, tant de mer que de terre, et les jugeait en dernier ressort jusqu'à mille livres ; au-delà de cette somme, l'appel était porté devant l'un des tribunaux de district, au choix des parties, celles-ci ayant d'ailleurs la faculté de renoncer à l'appel avant de plaider en première instance. Dans les districts où n'existait pas de tribunal de commerce, les magistrats de la justice civile devaient juger les affaires commerciales sous la même forme que les juges de commerce. La connaissance des faillites restait dans les attributions des juges ordinaires.

II. - INSTALLATION DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'AMIENS.

A Amiens, les juge et consuls continuèrent à siéger jusqu'au 24 août 1791, date de leur dernière audience ⁽³⁾. Le 16 juillet précédent, le directoire du département de la Somme avait pris un arrêté ordonnant la mise en application du décret des 16-24 août 1790 et le 28 du même mois le consulat convoqua pour le 10 août ceux des citoyens actifs qui exerçaient le commerce ; cette convocation fut imprimée, affichée et « publiée à cri public » sur les places et aux carrefours des rues ainsi qu'aux portes des églises paroissiales.

L'assemblée du 10 août 1791, qui avait réuni les commerçants dès 6 heures du matin en la salle d'audience de la juridiction consulaire, fut ouverte par le juge en exercice Jean-Baptiste-Jacques-Honoré Bouchon et par deux des consuls : Lucas Bocquet et Jean-Baptiste-Alexandre Lelcu fils. Après avoir mis sur le bureau les pièces officielles relatives à la séance, le juge et les consuls cédèrent la place au doyen d'âge Barthélemy Damiens ; celui-ci s'étant adjoint Bouchon et Navel qui étaient, après lui, les plus âgés, prêta le serment requis par la loi et, après avoir reçu celui de tous les commerçants présents, demanda à ceux-ci de lui présenter leurs patentes, conformément au décret de mars 1791 qui n'accordait le droit de voter et d'être élu aux tribunaux de commerce qu'aux commerçants munis d'une patente. On procéda ensuite, au scrutin individuel et à la majorité relative, à l'élection d'un président provisoire, d'un secrétaire de séance et de trois scrutateurs⁽⁴⁾.

Le bureau de l'assemblée une fois constitué sous la présidence de Bouchon et après que tous eurent prêté serment une seconde fois, eut lieu le scrutin pour la nomination du président du tribunal de com-

⁽³⁾ Arch. dép. de la Somme, 112 B, Plumitif des audiences, dernier volume.

⁽⁴⁾ Arch. dép. de la Somme, Li 3910, f. 1 à 4. Bouchon fut élu président, Massey secrétaire, Picart l'aîné, Laurent Biberel et Daire l'aîné scrutateurs.

merce. Bouchon fut élu dès le premier tour à la majorité absolue de vingt et une voix sur trente-deux votants. L'élection des autres juges fut plus laborieuse et exigea plusieurs tours de scrutin. La séance fut close à deux heures et demi et le procès-verbal, proclamé par les juge et consuls en exercice, fut déposé le même jour au greffe du consulat⁽⁵⁾.

En sa qualité de président de l'assemblée des négociants, Bouchon envoya le 18 au Conseil général de la commune une expédition de ce procès-verbal en demandant qu'un jour fût fixé pour l'installation des juges. Après consultation du directoire du département sur la question de savoir si tous les membres du Conseil général ou les officiers municipaux seuls devaient procéder à cette installation, il fut décidé par délibération du 24 août que le Conseil général de la commune serait convoqué pour cette cérémonie le lendemain à trois heures de l'après-midi ⁽⁶⁾.

Les scellés apposés le 24 sur les portes de l'auditoire après la dernière audience des juge et consuls furent levés le jeudi 25 à l'arrivée des membres du Conseil général, accompagnés de Poullain, procureur de la commune, et de Louis-François Janvier, secrétaire-greffier. Les conseillers municipaux ayant pris place sur le siège, les nouveaux juges de commerce furent introduits dans le parquet. Le procureur de la commune prononça un discours de circonstance et, sur sa réquisition, le maire ordonna au secrétaire-greffier de donner lecture du procès-verbal d'élection des juges, après quoi ces derniers prêtèrent le serment « de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et de remplir avec exactitude et impartialité les fonctions de leurs offices ».

Les membres du Conseil général descendirent alors de leur siège pour y installer le président et les juges du tribunal et, les rôles étant renversés, le maire prit, en leur nom et en celui du peuple, l'engagement de « porter au tribunal et à ses jugements le respect et l'obéissance que tout citoyen doit à la loi et à ses organes » ⁽⁷⁾.

(5) Il fallut deux tours de scrutin pour l'élection du premier et du second juges, Pierre-François Massey et Gilbert Damiens-Poullain, qui recueillirent respectivement 21 et 15 voix au second tour ; il en fallut trois pour l'élection du troisième juge, Philibert Buzillot et Scellier-Joiron ayant obtenu le même nombre de voix au deuxième tour : ce fut finalement Buzillot qui l'emporta avec une majorité absolue de 18 voix sur 29 votants. Il en fut de même pour l'élection du quatrième juge : Leleu fils fut élu avec 16 voix sur 30 votants.

(6) *Doc. hist. Révol. franç. Amiens*, t. IV, p. 280.

(7) *Ibid.*, p. 282 à 284.

Après avoir invité les officiers municipaux et les notables à prendre séance, le tribunal de commerce procéda à la désignation de son greffier, qui ne fut autre que le greffier de l'ancien consulat, Antoine François Brasseur. Pour être nommé à vie, ce dernier devait, conformément à la loi, prêter serment devant le tribunal, présenter à celui-ci une ou plusieurs personnes majeures destinées à le remplacer en cas d'empêchement et astreintes également au serment, fournir enfin un cautionnement de 12.000 livres en immeubles ; en attendant qu'il fût établi que ces conditions étaient remplies, la nomination de Brasseur restait provisoire et c'est sous cette réserve qu'il fut admis à prêter serment afin que la première audience du tribunal pût être ouverte régulièrement.

Au cours de cette première audience, sur les onze affaires soumises au tribunal, une seule donna lieu à une sentence, qui fut prononcée par défaut : le libellé de celle-ci était un peu différent de celui en usage jusqu'alors, en ce sens que le jugement était indiqué comme étant l'œuvre du « tribunal » et non plus de « nous, juge et consuls », et qu'il était motivé plus nettement qu'auparavant par des attendus formels. Les dix autres affaires furent renvoyées à l'audience suivante, à huitaine ou à quinzaine, les parties étant dépourvues de patentes et leurs représentants n'étant pas munis de pouvoirs écrits. Cette audience, à laquelle assistèrent les membres du Conseil général, fut ainsi assez courte ; le tribunal et le Conseil général se retirèrent après avoir signé le procès-verbal.

Le lundi 29 août fut présentée au tribunal la requête de Brasseur tendant à être reçu définitivement en qualité de greffier et dans laquelle il déclarait hypothéquer jusqu'à la somme de douze mille livres la maison dont il était propriétaire et qu'il occupait rue des Crignons : cette maison, d'une valeur d'au moins seize mille livres, n'était grevée que d'une hypothèque de trois mille livres correspondant à la somme qu'il lui restait à payer pour le prix de l'immeuble. Le tribunal accepta cette forme de cautionnement, sous réserve que Brasseur renouvellerait tous les trois ans les engagements qu'il prenait ; le greffier fut admis à prêter serment « de remplir ses fonctions avec probité, fidélité, exactitude et de se conformer aux décrets de l'Assemblée Nationale, acceptés ou sanctionnés par le roi ».

Sur les 17 causes nouvelles qui furent soumises au tribunal au cours de cette seconde audience, 9 furent renvoyées à une autre séance pour absence de patentes chez les parties ou de pouvoirs écrits chez le défendeur ; parmi les causes continuées, trois furent l'objet de renvois pour le même motif. Quelques autres renvois furent ordonnés pour

mise en cause de garants, pour éclaircissements de certains points ou pour régularisation de certificats.

A l'audience du 1^{er} septembre, il fut établi que des ordonnances du consulat d'Amiens, datées de 1781 et 1783, n'avaient pas été exécutées et, en conséquence, les parties reçurent l'injonction d'avoir à comparaître devant Massey, l'un des juges, pour procéder devant lui au compte dont il était question. On vit ainsi, d'une part, s'appliquer la règle suivant laquelle les juridictions nouvellement établies, à la suite d'une révolution, si profonde soit-elle, doivent respecter et faire exécuter les sentences prononcées sous le régime précédent, et d'autre part se produire une sorte de retour en arrière puisque les référés redevenaient l'œuvre des juges eux-mêmes alors que l'édit de 1726 les en avait déchargés, sur la proposition des commerçants, pour les confier aux conseillers-consuls.

Dans deux des affaires en jugement, deux juges durent se retirer en même temps, soit qu'ils fussent récusés par les parties, soit pour un motif de parenté. Comme les cinq juges assistaient tous à l'audience lors de ces premières séances qui se tenaient régulièrement les lundi et jeudi de chaque semaine, les récusations n'empêchaient pas le fonctionnement du tribunal mais cette assiduité ne pouvait se maintenir indéfiniment et ainsi devait apparaître un défaut de la loi des 16-24 août 1790 qui ne permettait plus aux juges de s'adjoindre des suppléants agréés par les parties.

Aux audiences suivantes, les renvois pour défaut de patentes ou de pouvoirs devinrent de moins en moins nombreux ; on prit l'habitude, dans le libellé des sentences, d'appeler « fondés de pouvoirs » des parties les huissiers qui représentaient celles-ci et qu'on désignait précédemment sous le terme de « postulants ».

L'installation du tribunal de commerce avait eu lieu avant que ne fussent établies les lettres de provision par lesquelles le roi confirmait la nomination des cinq juges de commerce et enjoignait aux membres du Conseil général de la commune d'Amiens de recevoir leurs serments et de les installer en leurs offices « pour en jouir aux honneurs, pouvoirs, autorité et traitement y attribués » ; il y était spécifié « qu'honneur devait leur être porté en cette qualité de juges et que la force publique serait employée en cas de nécessité pour l'exécution des jugements auxquels ils concourraient » ⁽⁸⁾.

Ces lettres, conformes aux décrets des 21 et 25 juin 1791, portaient la date du 9 septembre et furent envoyées le 17 au Conseil général de

(8) Arch. dép. de la Somme, Li 3910, f. 21 v^o.

la commune par le directoire du district. Communication en fut faite aux juges du tribunal de commerce qui formulèrent leurs observations dans une lettre du 24. Au reçu de cette lettre, le Conseil général décida, le 27, que l'officier municipal Lefebvre-Langlet, le notable Pauquy et le procureur de la commune Poullain se rendraient auprès du directoire du district afin de se concerter avec lui sur la manière dont il convenait d'enregistrer les provisions ⁽⁹⁾. Le lendemain il fut arrêté, sur leur rapport, que les provisions seraient remises aux membres du tribunal pour être publiées et transcrites et que serait dressé un procès-verbal « qui ne vaudrait que d'un seul et même acte avec le procès-verbal d'installation du tribunal du 25 août ».

En exécution de cette délibération, Lefebvre-Langlet et les notables Boucher et Degove, accompagnés du procureur de la commune et du secrétaire-greffier, se rendirent le 29 à 3 heures de l'après-midi en la Chambre du Conseil de l'auditoire du tribunal de commerce où ils remirent les cinq lettres de provision au président Bouchon et aux juges Poullain et Leleu fils, en présence du greffier Brasseur ; de concert avec ces derniers, ils se rendirent ensuite à l'auditoire où, « audience tenante », le procureur de la commune requit publiquement acte de la remise des lettres, ainsi que de leur « lecture, publication et transcription » : le secrétaire-greffier donna ensuite lecture des provisions, après quoi le procès-verbal de la séance reçut les signatures des représentants de la commune et des juges présents. Après le départ des premiers, le tribunal ordonna l'enregistrement des lettres royales au plumitif et le dépôt du procès-verbal au greffe ⁽¹⁰⁾.

Quelques jours plus tard, une autre démarche était faite par le Conseil général de la commune auprès du tribunal de commerce pour obtenir que le Bureau de paix pût tenir ses séances dans la Chambre du Conseil de l'auditoire de ce tribunal. Elle était une conséquence de la délibération du 1^{er} juillet précédent selon laquelle les membres du tribunal de commerce et de la Chambre de commerce devaient être sollicités de laisser le Bureau de paix tenir provisoirement séance dans la Chambre de commerce : celle-ci ayant été supprimée dans l'intervalle, il n'y avait plus à obtenir que l'assentiment des juges. Ceux-ci le donnèrent le 3 octobre aux délégués du Conseil municipal ⁽¹¹⁾ ; le lendemain, le président du Bureau de paix, Morgan, venait, accom-

⁽⁹⁾ *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. IV, p. 308.

⁽¹⁰⁾ Arch. dép. de la Somme, Li 3910, f. 21.

⁽¹¹⁾ Ces délégués étaient : Lefebvre-Langlet, Delaroche, Delambre, Boucher et Degove.

pagné de l'avocat Desmery, déclarer que ses collègues acceptaient l'emplacement proposé ⁽¹²⁾.

III. - SUPPLÉANTS ET AVOUÉS.

A l'audience du 6 octobre 1791, les juges présents n'étaient qu'au nombre de trois et, le président ayant fait l'objet d'une récusation, l'une des causes dut être renvoyée pour insuffisances du nombre des juges ; il devait en être de même le 28 novembre. Les 21 et 26 novembre, tous les juges à l'exception du président étaient absents soit pour maladie, soit pour affaires personnelles : il ne put être statué sur aucune des causes inscrites au rôle et le même fait se renouvela le 28 décembre, deux juges seulement étant présents ce jour-là. La nécessité de nommer des juges suppléants devenait de plus en plus évidente ⁽¹³⁾.

Un décret des 27 janvier-4 février 1791 avait déjà admis la nomination de 4 juges suppléants au tribunal de commerce de Paris. A Amiens on vit apparaître ces 4 juges suppléants dès l'audience du 16 janvier 1792, soit six mois avant que le décret des 10-16 juillet n'eût étendu cette réforme à toutes les villes où existait un tribunal de commerce ⁽¹⁴⁾. La plupart du temps, un seul de ces juges suppléants assistait aux audiences et sa présence était mentionnée au plume ainsi que le fait qu'il avait donné son avis sur la sentence ; mais il n'était pas rare que deux ou trois d'entre eux, — les quatre exceptionnellement, — prissent place au tribunal, surtout lorsque l'effectif des juges en exercice n'était pas suffisant.

La situation officielle des huissiers qui continuaient, comme par le passé, à plaider pour les parties devait être régularisée conformément à la nouvelle législation. Le 19 avril 1792 les six « ci-devant postulants au consulat d'Amiens », Viguer, Cozette, Blandin, Carbon, Belhomme et Poullain ainsi que Mithouard, ancien clerc de Blandin, comparurent à l'audience et demandèrent à remplir les fonctions d'« avoués » auprès du tribunal, après prestation du serment civique requis par la loi : ils s'engageaient à continuer de résider à Amiens et à se munir de patentes.

Le tribunal les reçut provisoirement aux fonctions d'avoués après leur avoir fait jurer « de maintenir de tout leur pouvoir la Constitu-

(12) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. IV, p. 210 et 317.

(13) Arch. dép. de la Somme, Li 3910, f. 27 v°, 49 v°, 51, 52 v°.

(14) Les noms de ces suppléants étaient : Louis-Jean-Baptiste Scellier l'aîné, Guislain-François-Roger Lamy-Travel, François-Florimond Cordier et Nicolas Sagard.

tion du royaume décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de remplir leurs fonctions avec exactitude et fidélité, en portant au tribunal et à ses jugements le respect et l'obéissance que tout citoyen doit à la loi et à ses organes ». Il leur fut prescrit de se conformer au nouvel ordre judiciaire et de suivre la procédure établie par l'ordonnance de 1667, en ce qui n'y avait pas été dérogé par les décrets récents ; la responsabilité résultant de cette forme de procédure était mise à leur charge, ainsi que la conservation des titres qui leur seraient confiés.

A la même audience comparurent aussi les anciens huissiers audienciers au consulat, Daroux et Fournival, qui demandèrent, ainsi que Cozette, à continuer leurs fonctions auprès du tribunal de commerce. Le tribunal les y admit provisoirement après leur avoir fait prêter le même serment civique et leur avoir rappelé leurs obligations qui étaient « de se trouver aux audiences toujours au nombre de deux au moins pour le maintien de l'ordre, la police des audiences, l'exécution des ordonnances du tribunal et autres fonctions relatives à la place » (15).

Un tarif provisoire des salaires des avoués, en 32 articles, fut arrêté le 25 avril 1792 en Chambre du Conseil et publié à l'audience du lendemain.

Pendant toute cette période, l'audience commençait généralement par la lecture des nouvelles lois envoyées au tribunal par le ministre de la justice ; le greffier en était chargé et le tribunal ordonnait ensuite que ces lois fussent annexées au registre aux chartes « pour y avoir recours au besoin ».

Outre les audiences ordinaires qui se tenaient en l'auditoire du tribunal le lundi et le jeudi de chaque semaine, des audiences particulières avaient lieu assez souvent, un autre jour de la semaine, en l'hôtel du président, généralement pour la désignation d'experts : rien n'était changé, à ce point de vue, aux usages suivis antérieurement.

Plusieurs procès intentés en 1792 devant le tribunal de commerce eurent pour cause la prétention des débiteurs de faire accepter en paiement par leurs créanciers des assignats, des mandats patriotiques, des billets de la caisse de commerce de Paris, etc... ; la sentence du tribunal les obligea à acquitter leurs dettes en « monnaie ayant cours ».

Le ressort du tribunal de commerce étant désormais bien délimité, les parties qui n'y étaient pas domiciliées étaient renvoyées devant les

(15) Arch. dép. de la Somme, Li 3910, f. 129, 132.

juges qui devaient connaître de leur cause : il n'était plus question de la connaissance de proche en proche, en usage dans les consulats sous l'Ancien Régime. De même, la cause faisait l'objet d'un renvoi lorsqu'il s'agissait de billets qui n'avaient pas de caractère commercial ou qui n'étaient pas « faits entre marchands » ⁽¹⁶⁾.

IV. - SOUS LA CONVENTION.

En novembre 1792, du 21 au 24, l'assemblée électorale du district d'Amiens élit les membres du tribunal de commerce en même temps que ceux du tribunal du district. L'installation du tribunal eut lieu le 10 décembre 1792 sous la même forme que précédemment. La formule du serment, seule, était changée : les juges jurèrent « d'être fidèles à la nation, de maintenir de tout leur pouvoir la liberté et l'égalité, ou de mourir à leur poste en les défendant, et de remplir fidèlement leurs fonctions ». Une cause fut plaidée, selon l'usage, en présence des membres du Conseil général de la commune ⁽¹⁷⁾.

En février et mars 1793, des certificats de civisme furent délivrés par le Conseil municipal aux avoués qui les firent vérifier au district, approuver au département et viser au tribunal du district avant de les présenter, le 28 mars, au tribunal de commerce qui ordonna leur enregistrement au registre aux chartres. Bientôt d'ailleurs les anciens « postulants » allaient perdre leur titre d'« avoués » et prendre celui de « fondés de pouvoirs » des parties, puis de « défenseurs officieux » sans que l'essentiel de leurs fonctions subît de modifications profondes ⁽¹⁸⁾.

A plusieurs reprises, des requêtes, — appuyées parfois de certificats émanant de négociants de la ville et confirmant la réputation d'honneur et de probité des intéressés, — furent présentées au tribunal de commerce par des hommes ou des femmes désireux d'exercer la profession de courtier d'épicerie, d'aulneur, d'agent ou de courtier de change. Cette procédure étant conforme aux décrets des 14, 19 et 21 avril 1791, le président du tribunal inscrivait son ordonnance au bas de la requête et l'impétrant recevait l'autorisation demandée après avoir prêté le serment de remplir ses fonctions avec intégrité et de se soumettre aux décrets de l'Assemblée Nationale ainsi qu'aux règlements et arrêtés du tribunal. Un courtier d'épicerie se fit destituer le 8 thermidor an III

(16) Arch. dép. de la Somme, Li 3911, f. 8, 25 juin 1792.

(17) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. V, p. 495-496.

(18) Arch. dép. de la Somme, Li 3911.

pour n'avoir pas tenu registre de ses opérations de courtage ⁽¹⁹⁾ ; en cas de cessation volontaire de fonctions, le courtier en faisait la déclaration à l'audience ⁽²⁰⁾.

Les contrats de constitution de sociétés étaient publiés aux audiences du tribunal de commerce, de même que les actes constatant leur dissolution. Certains jugements du tribunal du district faisaient également l'objet d'une publication, comme précédemment les sentences du bailliage : il s'agissait souvent de jugements en séparations de biens, mais aussi de jugements de divorces, comme conséquence de la nouvelle législation.

On trouve d'autres traces de la législation révolutionnaire dans le libellé des jugements. La Convention ayant aboli, par décret du 9 mars 1793, la contrainte par corps, le greffier dut biffer l'expression « par corps suivant la loi » que, par la force de l'habitude, il avait maintenue dans le texte d'un jugement rendu le 11 avril de la même année et qui ne devait plus reparaître que quelques années plus tard, en vertu de la loi du 15 germinal an VI ⁽²¹⁾. On voit aussi apparaître l'obligation qui était faite au tribunal d' « opiner publiquement et à haute voix » conformément à la loi du 26 juin 1793. Lorsque le calendrier républicain entra en vigueur, le tribunal de commerce tint séance le 3^e et le 8^e jour de chaque décade ; une loi du 11 frimaire an II astreignit les tribunaux à envoyer leurs comptes décadaires à Paris et le commissaire des administrations civiles, police et tribunaux rappela à l'ordre le tribunal de commerce d'Amiens qui avait négligé de s'y conformer ⁽²²⁾.

Les événements du dehors avaient leur retentissement à l'intérieur de l'enceinte du tribunal. Le 18 frimaire an II, on lit au plumitif de l'audience : « Le tribunal, attendu que la générale a battu et bat encore, que l'issue ordinaire de l'auditoire vient d'être fermée, le tribunal, après avoir opiné publiquement et à haute voix, ordonne la levée de l'audience » ⁽²³⁾.

Quelques jours plus tard, le juge Anselin, devenu membre de la Commission révolutionnaire du département « par la confiance du représentant du peuple André Dumont », adressait sa démission au

(19) Arch. dép. de la Somme, Li 3915, f. 35 v^o et 36.

(20) *Ibid.*, f. 87.

(21) Arch. dép. de la Somme, Li 3912.

(22) Arch. dép. de la Somme, Li 3913.

(23) *Ibid.*

président du tribunal ; il fut remplacé dans ses fonctions de juge par le premier juge suppléant Etienne François Boucquet ⁽²⁴⁾.

L'année suivante, Sautereau, représentant du peuple dans les départements de la Seine-Inférieure et de la Somme, arrivé à Amiens le 30 vendémiaire an III, y procéda, par arrêté du 5 brumaire, à l'épuration et à la réorganisation des autorités constituées du district d'Amiens. En ce qui concerne le tribunal de commerce, aucun autre changement ne fut apporté que la substitution de Navel père et Debonne-Daveluy aux juges suppléants Boucquet et Fauchon, devenus le premier, juge en exercice, et le second, officier municipal. Le président Bouchon notamment fut maintenu en fonctions.

L'installation des juges par le Conseil général de la commune eut lieu le 7 brumaire à midi ; ils prêtèrent le serment suivant : « Nous jurons de maintenir de tout notre pouvoir la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République, de mourir s'il le faut à notre poste, de demeurer constamment attachés à la Convention Nationale, le seul centre de l'autorité légitime » ⁽²⁵⁾.

Un arrêté du 2 brumaire nomma « huissiers en service d'audience » Daroux, Cozette et Fournival qui en avaient déjà rempli les fonctions, ainsi que le citoyen L. Dequen ; ils prêtèrent serment devant le tribunal le 23 brumaire, dans les mêmes termes que les juges ⁽²⁶⁾.

V. - SOUS LE DIRECTOIRE.

De nouvelles élections eurent lieu au début de l'an IV ; le 8 frimaire, le tribunal de commerce convoqua pour le 25 du même mois les négociants, marchands, banquiers, manufacturiers, armateurs et capitaines de navires de la commune d'Amiens, afin d'y procéder conformément à la loi du 19 vendémiaire ⁽²⁷⁾. Cette fois ce ne fut plus le Conseil municipal qui installa les nouveaux élus, mais les juges sortants eux-mêmes : sur la proposition de l'un de ceux-ci, le tribunal décida, à l'issue de l'audience du 28 frimaire, que l'installation aurait lieu le 3 nivôse, à 3 heures de l'après-midi.

(24) *Ibid.*, et Li 3929.

(25) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. VII, p. 556. Clabault-Bauclart et Barry, qui étaient absents lors de l'installation de leurs collègues, prêtèrent serment les 28 brumaire et 8 frimaire.

(26) Arch. dép. de la Somme, Li 3914, f. 26 v°.

(27) Jourdain de l'Eloge fils aîné fut élu président.

Conformément à la loi du 3 frimaire an IV, chacun des nouveaux juges signa au plumitif la déclaration suivante : « Je soussigné déclare n'avoir provoqué ni signé aucun arrêté séditieux et contraire aux lois et n'avoir aucun parent émigré ni allié au degré prohibé par la loi ».

Après lecture du procès-verbal d'élection par le greffier, le président prononça la formule de serment suivante : « Vous promettez de remplir avec exactitude et impartialité les fonctions de président et juges qui vous ont été déferées par vos concitoyens ». A l'appel nominal, chacun des nouveaux élus répondit : « Je le promets ». Ces derniers prirent alors séance suivant l'ordre de leur élection et, après s'être retirés en la Chambre d'instruction, procédèrent à la nomination du greffier : Brasseur qui fut, à l'unanimité, maintenu dans ses fonctions dut signer la même déclaration que les juges (28).

Le 25 prairial an V, l'assemblée des commerçants, convoquée par le président et les juges en exercice du tribunal de commerce eut à élire deux juges, en remplacement de ceux qui avaient obtenu le moins de voix lors de leur élection (29) ; les suppléants furent élus le même jour au scrutin de liste. L'installation des juges eut lieu selon le même cérémonial que l'année précédente, après que chacun d'eux eut signé la déclaration exigée (30).

Le plumitif correspondant à l'an VI ayant disparu, nous ne possédons pas les procès-verbaux d'élection et d'installation des juges qui furent nommés cette année-là, mais nous constatons qu'au début de l'an VII, le président en exercice était Massey, les juges Dargent, Scellier l'aîné, Lefebvre-Dubourg et Berville (31).

Le 3 vendémiaire an VII, un arrêté du tribunal de commerce nomma P.L.M. Labbé huissier audienier ; il fut admis, le 13 du même mois,

(28) Arch. dép. de la Somme, Li 3915, f. 137 v° à 140, et Li 3929. Le 8 nivôse an IV, le tribunal nomma Duclos commis-greffier, sur la présentation de Brasseur. A partir de 1796, les « moyens » employés par les défenseurs furent reproduits au plumitif d'une façon plus détaillée qu'auparavant et le texte de la sentence fut signé non plus seulement du président ou du juge faisant fonctions de président, mais encore du greffier.

(29) Arch. dép. de la Somme, Li 3917. Dargent fut élu au troisième tour de scrutin par 18 voix sur 33 votants, puis Scellier l'aîné fut élu au second poste, dès le premier tour, par 22 voix sur 34.

(30) A l'élection des suppléants, Saint-Riquier seul réunit au premier tour la majorité absolue de 20 voix sur 31 votants et il fallut un autre tour pour les trois autres, Abraham Fatton, Berville et Jean-Baptiste Porion. Berville ne comparut pas à l'audience d'installation.

(31) Arch. dép. de la Somme, Li 3918. Comme nous l'avons déjà indiqué, la contrainte par corps réapparut alors dans le libellé des jugements, en vertu de la loi du 15 germinal an VI.

à prêter le nouveau serment (prescrit par la loi du 18 fructidor an V) « de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité, d'attachement à la République française et à la Constitution de l'an III », auquel s'ajoutait l'engagement de « bien et fidèlement remplir les devoirs de sa place ».

Il en fut de même pour Pierre Dinocourt qui, nommé huissier audiencier le 18 brumaire, fut admis au serment le 28 ⁽³²⁾. Aux élections du 17 floréal an VII, les deux juges sortants Scellier l'aîné et Dargent, furent réélus, de même que les deux suppléants sortants, Saint-Riquier et Fatton ⁽³³⁾.

VI. - SOUS LE CONSULAT ET LE DÉBUT DE L'EMPIRE.

A la suite du Coup d'Etat du 18 brumaire, une loi du 25 brumaire an VIII changea la formule du serment. Le 8 frimaire les membres du tribunal, accompagnés du greffier et des trois huissiers se rendirent à l'audience où, les portes ouvertes et en présence du public, ils jurèrent individuellement « d'être fidèles à la République une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté et le système représentatif ». Le 18 pluviôse suivant, ils durent se conformer à la loi du 27 nivôse et promettre, avec la même solennité, « d'être fidèles à la Constitution » ⁽³⁴⁾. La loi du 27 ventôse an VIII ayant créé des tribunaux d'appel, on y porta dorénavant l'appel des jugements des tribunaux de commerce.

Les mêmes président et juges restèrent en fonctions jusqu'au 23 nivôse an X. A partir du 28 de ce mois, Jourdain de l'Eloge reprit les fonctions de président, les autres juges en exercice étant Lecaron-Crespin, Galhaut, Florimond Leroux, Daveluy-Bellencourt, avec, comme suppléants, Delucheux, Picart, Langevin et Decaïeu ⁽³⁵⁾. Les audiences redevinrent bi-hebdomadaires (le mardi et le vendredi) à dater du 28 prairial de la même année ⁽³⁶⁾.

Au début de l'an XIII, Jourdain de l'Eloge occupait encore la présidence, Lecaron-Crespin et Galhaut avaient été remplacés par Picart et Langevin, les noms de trois nouveaux suppléants, Cannet, Morgan et Cornet, apparaissant aux procès-verbaux des audiences. Le 9 pluviôse, Jourdain de l'Eloge annonça, en Chambre du Conseil, qu'il allait

(32) Pierre Dinocourt produisit plusieurs certificats à l'appui de sa candidature, un certificat de civisme notamment.

(33) Arch. dép. de la Somme, Li 3919. Les deux autres suppléants étaient Galhaut et Somont.

(34) Arch. dép. de la Somme, Li 3920.

(35) *Ibid.*, Li 3922.

(36) *Ibid.*, Li 3923.

être obligé de donner sa démission de président pour raison de santé. En attendant l'élection suivante, Florimond Leroux fit fonction de président ⁽³⁷⁾.

Scellier l'ainé présida le tribunal de commerce de 1805 à 1807, assisté d'abord des juges Delucheux, Picart, Langevin, Becquerelle, puis de Cannet, Cornet, Gaudefroy et Deshayes. Il fut remplacé à la présidence, en fin 1807, par Dargent, les deux nouveaux juges étant Pruvost et Dupont-Roussel ; les suppléants portaient les noms de Maret, Dottin, Dupuis et Debray ⁽³⁸⁾. Le tribunal, ainsi constitué, allait avoir à appliquer le nouveau Code de commerce dont la mise en vigueur avait été fixée au 1^{er} janvier 1808.

VII. - L'ÉVOLUTION DE LA JURIDICTION COMMERCIALE.

Arrivés à cette date qui est capitale dans l'histoire du droit commercial français, il nous est utile de jeter un coup d'œil sur l'évolution de la juridiction commerciale depuis les édits du xvi^e siècle et de noter aussi les différences qui existent entre l'organisation actuelle et celle qu'avait établie le Code de commerce.

Les principes qui avaient amené la création de la juridiction consulaire sont encore ceux qui ont inspiré le législateur moderne : jugement des commerçants par leurs pairs, procédure rapide et peu coûteuse ; mais au cours de deux siècles et demi, les règles de recrutement des juges, de compétence et de procédure avaient nécessairement varié.

L'édit de 1567 avait, comme nous l'avons vu, mis la juridiction consulaire d'Amiens entièrement entre les mains de l'échevinage ; cette situation s'était maintenue jusqu'au milieu du xvii^e siècle et, par la suite, les échevins avaient conservé, jusqu'en 1738, le droit de nommer le chef du tribunal commercial. Sous l'Ancien Régime, les consuls eux-mêmes n'étaient pas élus par la totalité des commerçants de la ville mais, en pratique, seulement par ceux qui étaient déjà passés par les charges du consulat. La Révolution donna le droit de vote à tous les commerçants mais le Code de commerce le restreignit aux commerçants notables dont la liste était dressée par le préfet. Actuellement le droit de suffrage est accordé à tous les commerçants et commerçantes, patentés depuis cinq ans au moins, ainsi qu'à certaines catégories de personnes dont l'expérience commerciale est indiscutable.

(37) Arch. dép. de la Somme, Li 3924.

(38) *Ibid.*, Li 3925 et 3926.

L'éligibilité, restreinte aux membres de l'échevinage sous le régime de l'édit de 1567, avait été étendue par la suite à tous les commerçants âgés de 27 ans au moins, et l'âge minimum fut fixé à 30 ans par le Code de commerce. Les femmes sont maintenant éligibles au même titre que les hommes, et les anciens commerçants ayant exercé leur profession pendant cinq ans dans la circonscription du tribunal le sont aussi.

A Amiens, le nombre des juges, fixé à quatre par l'édit de 1567 et porté à cinq par l'arrêt du Parlement du 3 septembre 1650, resta établi à ce dernier chiffre jusqu'en 1807, mais les quatre conseillers qui leur avaient été adjoints en 1726 avaient, après une éclipse de quelques mois seulement, reparu dès le début de 1792, sous la dénomination de suppléants. Selon le Code de commerce, le nombre des juges titulaires devait être compris entre deux et huit, et celui des suppléants n'était pas fixé. Actuellement le nombre des juges est indéfini, les jugements devant être rendus par trois juges au moins, dont nécessairement un juge titulaire : le tribunal se complète, au besoin, au moyen de commerçants inscrits sur une liste de juges complémentaires.

L'installation des consuls s'était faite, à Amiens, d'abord devant le maire, puis en présence du lieutenant général au bailliage et, tout à fait à la fin de l'Ancien Régime, devant les consuls sortants. Sous la Révolution, ce fut d'abord le Conseil général de la commune qui installa les nouveaux élus, mais sous le Directoire les juges sortants procédèrent eux-mêmes à cette formalité. Le règlement de 1809 exigea l'investiture impériale. Aujourd'hui les nouveaux juges sont installés par leurs prédécesseurs, après avoir été reçus publiquement par la Cour d'appel.

Le tribunal de commerce d'Amiens qui s'était renouvelé intégralement tous les ans jusqu'en 1738 fut soumis à partir de cette date à un renouvellement partiel tous les six mois, système auquel on substitua en 1788 celui du renouvellement partiel tous les ans, avec une durée de deux ans pour les fonctions de chacun des juges ; maintenu par le Code de commerce, ce système est encore appliqué actuellement. La réélection immédiate, qui n'était pas admise par le Code, l'est maintenant pour une nouvelle période de deux années.

Le greffe, dont le titulaire était primitivement nommé par les consuls, avait été très tôt transformé en office et ce fut seulement vers la fin de l'Ancien Régime que les consuls purent le racheter. Pendant la période révolutionnaire, le tribunal de commerce put désigner lui-même son greffier, mais depuis la loi du 27 ventôse an VIII celui-ci est nommé par le gouvernement. Le Code de commerce a établi la même règle pour les huissiers.

Les édits de création avaient prescrit la comparution personnelle des parties sauf en cas de maladie ou d'empêchement mais à Amiens les huissiers du tribunal jouèrent jusqu'à la Révolution le rôle de postulants à l'égard des plaideurs, rôle qu'ils conservèrent d'ailleurs pendant la période révolutionnaire à la condition de présenter une procuration spéciale de leurs clients. Ils se transformèrent même momentanément en avoués, mais la présence d'avoués au tribunal consulaire était trop contraire aux principes et aux traditions pour que les défenseurs des parties pussent conserver ce titre. Le Code de commerce, dont les dispositions sur ce point sont encore en vigueur, permit aux parties de se faire représenter par un mandataire muni d'une procuration spéciale, à l'exclusion des huissiers ; il ne fut plus interdit aux avoués et aux avocats de représenter les plaideurs, mais devant le tribunal de commerce ils ne jouissent pas de leurs prérogatives d'officiers ministériels : les agréés, eux aussi, sont de simples mandataires.

Alors que durant le premier siècle de leur existence, les juges et consuls n'avaient connu d'autres justiciables que les marchands, l'ordonnance de 1673 avait étendu leur compétence *ratione personæ*, notamment lorsqu'il s'agissait de lettres de change. Sous l'influence des idées révolutionnaires qui répugnaient à faire des distinctions de personnes entre les justiciables, le Code de commerce soumit à la juridiction des tribunaux de commerce tous les actes de commerce, quelle que fût la profession de leurs auteurs.

Les édits de 1563 et de 1567 avaient limité la compétence *ratione materiæ* des juridictions consulaires aux différends provenant de « faits de marchandise ». Avec le développement économique, la notion d'acte de commerce s'étendit et le Code attribua aux tribunaux de commerce la connaissance de multiples affaires qui auraient été auparavant de la compétence d'autres juridictions. Les amirautés ayant disparu, les affaires maritimes furent, comme l'avait déjà spécifié la loi des 16-24 août 1790 mais désormais sans contestation possible, de la compétence des tribunaux de commerce.

La question la plus importante à régler en matière de compétence était celle des faillites qui, jusqu'au XVIII^e siècle, étaient restées parmi les attributions des justices royales. Ayant eu à connaître temporairement des faillites entre 1715 et 1733, les juridictions consulaires, — celle d'Amiens notamment, — avaient plusieurs fois exprimé avec force cette opinion qu'elles étaient normalement de leur compétence. Le Code de commerce indiqua quels seraient les litiges, nés des faillites, dont les tribunaux de commerce auraient à connaître, mais c'est seulement depuis 1838 que ces derniers ont pleine connaissance des faillites elles-mêmes.

Leur compétence en dernier ressort, limitée à 500 livres sous l'Ancien Régime, fut portée à 1.000 livres en 1790 et la loi du 3 mars 1840 l'éleva à 1.500 francs ; le taux en est actuellement de 40.000 francs en vertu de l'ordonnance du 30 octobre 1945.

Le ressort de la juridiction consulaire n'avait pas été fixé nettement par les édits de création ; en l'absence de texte précis, l'usage délimitait les frontières entre les ressorts de deux consulats voisins. L'ordonnance de 1759 qui avait eu pour but de renfermer chaque juridiction consulaire dans les limites du bailliage avait été mal observée. Le Code de commerce donna au tribunal de commerce le même ressort qu'au tribunal civil dans l'arrondissement duquel il est placé ; son ressort est fixé par le règlement de création lorsqu'il existe dans le même arrondissement plusieurs tribunaux de commerce.

Quant à la procédure, le Code de commerce a maintenu le caractère sommaire qu'elle avait sous l'Ancien Régime : absence de ministère public, interdiction du ministère des avoués, validité de la signification au greffe, dispense du préliminaire de conciliation, admission sans réserve de la preuve testimoniale.

Moyennant une adaptation aux conditions économiques des temps modernes, la juridiction commerciale a ainsi, contrairement à beaucoup d'institutions du passé, conservé l'originalité et les caractères essentiels qu'un chancelier de la monarchie lui avait donnés.

CHAPITRE VI.

De la suppression de la Chambre de commerce à sa reconstitution.

I. — SUPPRESSION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Bien que l'activité de la Chambre de commerce de Picardie nous apparaisse comme considérable, son rôle ne semble pas avoir toujours été estimé à sa juste valeur : on alla jusqu'à contester son utilité, mais l'intendant Bruno d'Agay qui avait été témoin de ses travaux sut remettre les choses au point ⁽¹⁾ et Necker consentit en 1779 à donner un successeur à Parent qui, tombé en faillite et envoyé à la Bastille, avait dû démissionner de ses fonctions de député de la ville à Paris. L'élection qui eut lieu à l'Hôtel-de-ville d'Amiens le 13 avril de la même année ⁽²⁾ donna la majorité des voix à l'ancien consul et syndic Achille Cannet dont le choix fut ratifié par le souverain. A sa mort, survenue en 1782, Joly de Fleury refusa d'accéder au vœu de la Chambre qui demandait l'autorisation d'élire un nouveau représentant ; il prit prétexte de la proximité d'Amiens et de Paris pour déclarer qu'il était « possible de faire pour l'intérêt du commerce lui-même un meilleur usage des fonds destinés aux appointements d'un député ». N'ayant plus de délégué permanent, la Chambre de commerce dut, à plusieurs reprises, charger l'un de ses membres de la représenter à Paris : Jourdain de l'Eloge, Leleu, Rivery, Massey et Durand, secrétaire de la Chambre, reçurent ainsi mission de défendre les intérêts du commerce picard dans l'affaire du port de Saint-Valéry et du canal de la Basse-Somme.

A l'annonce de la prochaine convocation des Etats-Généraux, la Chambre de commerce de Picardie adressa une requête au roi en vue d'obtenir que le commerce eût à l'Assemblée Nationale des représentants également élus ; elle craignait qu'on ne choisît que des officiers municipaux, des magistrats ou des financiers comme députés du Tiers-Etat, ainsi que cela s'était pratiqué lors des précédentes réunions des Etats. S'étant mise d'accord avec les Chambres de plusieurs autres provinces, elle proposa que chaque juridiction consulaire et chaque Chambre de commerce envoyât un député aux Etats-Généraux, afin

(1) Arch. dép. de la Somme, C 431.

(2) Arch. mun. d'Amiens, BB 94, f. 142.

que le commerce y fût entendu, écrivait-elle aux officiers municipaux d'Amiens, « par l'organe des seuls députés en état de le représenter convenablement (3) ».

Mais la Chambre de commerce de Picardie allait être menacée de disparaître avant même que la question ne se posât pour les organismes similaires du royaume.

Dès la fin de 1790, le Conseil général du département de la Somme demanda à l'Assemblée Nationale de la supprimer comme inutile et comme exerçant une trop grande influence dans la ville d'Amiens (4) ; il proposait de répartir ses attributions entre les différents corps consulaires du département. Le président et les syndics réclamèrent énergiquement contre cet arrêté du Conseil général et firent appel à la solidarité des autres Chambres de commerce, par une lettre circulaire qu'ils leur adressèrent le 28 décembre (5).

Les Chambres de commerce, d'institution relativement récente, ne suscitaient pas en général les mêmes critiques que les corporations et l'on put croire un instant qu'elles subsisteraient dans la nouvelle organisation administrative : l'Assemblée Constituante qui, par la loi du 13 juin 1791, avait interdit aux citoyens exerçant un même état de s'associer, déclara d'abord que cette loi ne s'appliquait pas aux Chambres de commerce. Mais, revenant sur cette première décision, elle décréta la suppression de ces Chambres par la loi du 27 septembre 1791 ; la date du 16 octobre 1791, à laquelle cette loi fut sanctionnée par le roi, marqua la disparition définitive de la Chambre de commerce de Picardie.

Le 26 octobre fut créé au Ministère de l'Intérieur un Bureau central de l'administration du commerce, chargé « d'assurer l'exécution des décrets et d'éclairer la responsabilité du ministre » (6) ; ce Bureau devait en particulier « examiner les mémoires qui seraient faits au roi soit par les corps administratifs, soit par des particuliers et établir le rapport des convenances générales avec celle des localités ».

(3) *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. I, p. 8 et suiv.

(4) La Chambre de commerce, se recrutant par cooptation, constituait un corps assez fermé, composé surtout de gros négociants, et l'on a vu avec quelle opiniâtreté elle s'était opposée à l'admission des fabricants dans son sein ; on comprend qu'elle fût peu populaire et qu'en dépit des services qu'elle rendait au commerce le Conseil général du département en eût demandé la suppression.

(5) Arch. dép. de la Somme, C 2701.

(6) Arch. mun. d'Amiens, période révolutionnaire, F2. Copie de la lettre adressée par le ministre de l'Intérieur aux administrateurs du Directoire du département de la Somme le 27 novembre 1791.

Ayant supprimé les organes régionaux de représentation des intérêts commerciaux qu'étaient les Chambres de commerce, le gouvernement ne pouvait se tenir au courant des besoins locaux du commerce qu'en invitant les « corps administratifs » à les lui faire connaître ; c'est ce que fit le ministre de l'Intérieur par une lettre qu'il adressa le 27 novembre 1791 aux administrateurs du Directoire du département de la Somme et dans laquelle il engagea ceux-ci à recourir aux documents contenus dans les archives de la Chambre de commerce et à l'expérience des anciens membres de cette assemblée.

II. - PROJET DE COMITÉ DE COMMERCE.

Dès que fut connue à Amiens la création du Bureau central de commerce, plusieurs négociants signèrent une pétition au Conseil municipal pour demander à se réunir en Comité de commerce afin de correspondre avec ce Bureau ⁽⁷⁾. La constitution d'un tel groupement leur paraissait nécessaire pour contrebalancer les intérêts particuliers qui, eux, avaient toute licence de se faire respecter au moyen du droit de pétition individuelle accordé à tous les citoyens : la surveillance des travaux ayant pour but l'amélioration de la Somme et l'accès du port de Saint-Valéry, ainsi que l'extension à donner aux fabriques dans toute l'étendue du département devaient être les principaux objets de l'activité du Comité projeté dont les membres, au nombre de douze, seraient choisis parmi les commerçants, quatre au moins exerçant le commerce maritime ou celui de l'épicerie. Les attributions prévues pour ce Comité étaient à peu près celles de l'ancienne Chambre de commerce, mais il était admis que les villes du département auraient la faculté d'envoyer au Comité un ou deux députés ayant voix délibérative et que des pétitions individuelles pourraient lui être présentées ; tout objet étranger au commerce lui serait expressément interdit.

Les auteurs du projet sollicitèrent l'autorisation de tenir leurs séances dans l'ancienne salle de la Chambre de commerce et communiquèrent à la municipalité le texte du règlement qu'ils avaient l'intention d'adopter pour la police intérieure de leurs réunions ⁽⁸⁾.

Le Conseil municipal accueillit favorablement cette pétition, lors de sa séance du 8 décembre 1791, reconnaissant qu'elle n'avait rien de contraire au droit de pétition et à l'organisation de la police municipale,

⁽⁷⁾ *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. IV, p. 393.

⁽⁸⁾ Arch. dép. de la Somme, C 2701.

et louant ses auteurs de leur zèle pour le bien public ; il n'éleva aucune objection contre le projet des pétitionnaires de se réunir dans le local indiqué, subordonnant seulement son autorisation au consentement des membres du Tribunal de commerce ; quant au règlement proposé, il n'entreprit pas de l'examiner, s'en remettant à la vigilance des membres du nouveau Comité pour le maintien de la police intérieure et du respect dû à la loi.

Craignant sans doute de sortir de ses attributions légales en se prêtant à la reconstitution, sous une forme nouvelle, d'un organisme supprimé par une loi, le Conseil municipal spécifia, dans le procès-verbal de sa délibération, qu'il n'entendait pas outrepasser ses pouvoirs en accordant les autorisations demandées par les pétitionnaires. La lecture de la lettre du Ministre de l'Intérieur au Directoire du département, que le district lui fit parvenir le 22 décembre, ne put que l'inciter à rester sur la réserve car le pouvoir central ne faisait appel qu'au concours de « négociants éclairés » et nullement à une association quelconque de ces derniers. Dans sa délibération du 4 janvier 1792, le Conseil municipal décida de communiquer la lettre officielle à la « Société de commerce des négociants » de la ville, en invitant ceux-ci à faire part à la municipalité de leurs « vues d'amélioration » sur le commerce et l'agriculture ; semblable communication devait être faite à l'Académie d'Amiens, et le Directoire du département était prié de rendre publique la lettre du ministre ⁽⁹⁾.

Trois mois plus tard, le nouveau ministre de l'Intérieur Roland, dans une lettre adressée le 28 avril 1792 au Directoire du département, coupa court aux tentatives des négociants d'Amiens : « Sa Majesté, écrivait-il, ne peut autoriser la formation du Comité de commerce dont vous m'adressez le plan imprimé. Ce plan ne présente que le rétablissement de la Chambre de commerce sous le nom de Comité, et il est absolument contraire à l'esprit et à la lettre du décret du 27 septembre 1791. C'est dans les corps administratifs que doivent se concentrer tous les intérêts : ce n'est qu'à eux qu'appartient la représentation publique ; aucune sorte d'agrégation ne peut se mettre à leur place pour diriger quelque portion de l'administration générale qui leur est confiée, et ce n'est que dans leur sein que peuvent se former les réclamations qui ne sont pas individuelles » ⁽¹⁰⁾.

Il ne fut plus question du projet des commerçants d'Amiens ; le Bureau d'encouragement pour l'agriculture, le commerce et les manu-

⁽⁹⁾ *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. V, p. 5 et 6.

⁽¹⁰⁾ Arch. dép. de la Somme, C 2701.

factures de Picardie, établi à Amiens en 1788 ⁽¹¹⁾ dans le but de subventionner négociants et fabricants, ne tarda pas lui-même à disparaître ⁽¹²⁾.

III. - ORGANISMES INTERMÉDIAIRES.

A. - COMITÉ DES 21.

La guerre, les difficultés d'approvisionnement, la loi sur le maximum eurent de graves répercussions sur le commerce. En 1793, les autorités constituées du département, du district et de la commune décidèrent de provoquer une réunion des négociants, marchands, fabricants et « artistes » pour rechercher les moyens de procurer, au cours de l'hiver suivant, le plus de travail possible aux ouvriers, soit en rendant leur activité aux branches d'industrie déjà connues, soit en en introduisant de nouvelles, soit enfin en recueillant toutes les propositions d'utilité publique qui pourraient être faites et en les transmettant aux autorités supérieures : l'assemblée ainsi convoquée devait en somme recevoir des attributions assez analogues à celles des Chambres de commerce dissoutes ⁽¹³⁾.

Deux assemblées générales eurent lieu les 13 et 15 septembre dans la salle des séances de la Société populaire. Dans la première fut décidée la formation d'un comité, composé de 12 négociants, 6 fabricants et 3 « artistes » ; dans la seconde eut lieu l'élection des négociants et des fabricants, mais les « artistes » ne s'étant pas réunis, leurs représentants ne purent être désignés ce jour-là et furent nommés d'office par le Conseil général de la commune le 17 septembre ⁽¹⁴⁾.

Les membres de ce « Comité des 21 pour l'encouragement des arts et de l'industrie » furent convoqués le 27 septembre par le Conseil général et tinrent séance le lendemain à 4 heures de l'après-midi dans la salle du tribunal de commerce ⁽¹⁵⁾ ; soucieux de s'assurer la collaboration de leurs concitoyens, ils firent imprimer un appel, dont le secrétaire Leleu envoya un exemplaire au Conseil de la commune ⁽¹⁶⁾.

⁽¹¹⁾ Arch. dép. de la Somme, C 398.

⁽¹²⁾ *Histoire de la ville d'Amiens*, par H. DUSEVEL, p. 522.

⁽¹³⁾ Arch. mun. d'Amiens, période révolutionnaire, F 2, Comité des 21.

⁽¹⁴⁾ *Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens*, t. VI, p. 505-506. Bonvalet, imprimeur d'étoffes, Delamorière, teinturier et Rousseau, architecte, furent nommés par le Conseil général de la commune comme représentants des artistes.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, p. 527.

⁽¹⁶⁾ *Ibid.*, p. 555.

Le Comité des 21 tint une autre séance extraordinaire le 14 octobre et délégua deux de ses membres pour faire part à la Commission révolutionnaire de divers projets importants, qui furent examinés le 16 par les autorités de la ville, du district et du département.

Quelques mois plus tard, en pluviôse an II, l'assemblée communale décida de constituer quatre bureaux composés respectivement d'« artistes », de marchands de comestibles et de denrées, de fabricants et de marchands d'étoffes : il s'agissait de « travailler de concert à tout ce qui pourrait tendre à l'amélioration du commerce... et de recueillir le plus de lumière possible pour la perfection de la loi sur la taxe des denrées ».

B. - BUREAU DU COMMERCE.

L'année suivante, le 4 nivôse an III, le Comité de Salut public créa un Bureau de commerce chargé de lui faire connaître l'état du commerce et les moyens de l'améliorer ; ce Bureau devait en particulier « correspondre avec toutes les villes de commerce pour connaître l'état des manufactures » (17).

Le Conseil général de la commune d'Amiens reçut, le 4 germinal suivant, une circulaire imprimée de ce nouvel organe, l'invitant à rassembler les négociants et manufacturiers pour leur faire élire cinq d'entre eux qui seraient chargés d'entretenir avec le Bureau de commerce une correspondance dont l'objet principal serait l'envoi de renseignements sur l'état du commerce dans la commune, sur ce qu'il était avant la Révolution et sur les moyens de l'améliorer (18). Un arrêté municipal du 11 germinal convoqua par voie d'affiches pour le 21 du même mois les négociants et manufacturiers dans la grande salle d'audience de l'Hôtel-de-ville, mais deux personnes seulement répondirent à la convocation, de sorte que le vote fut remis à une date ultérieure (19).

Le 25 messidor, le Bureau de commerce rappela aux officiers municipaux d'Amiens les instructions qu'il leur avait données, en limitant cette fois à quatre le nombre des correspondants à désigner ; Massey, Dargent, Le Roux et Debray furent chargés d'établir une liste des commerçants à convoquer. Le 15 thermidor, une nouvelle lettre du Bureau souligna l'intérêt que présenteraient les observations des correspondants sur les articles à insérer dans le nouveau traité de commerce que la paix conclue avec l'Espagne allait permettre d'établir.

(17) Arch. mun. d'Amiens, pér. révol., F 2, Commerce an III.

(18) Arch. mun. d'Amiens, pér. révol., ID 10-11. Registre des délibérations du Conseil général de la commune, 6 germinal an III.

(19) *Ibid.*, 21 germinal an III.

Une circulaire fut envoyée le 23 thermidor par les officiers municipaux à tous les intéressés pour les inviter à se rendre le 30 à l'assemblée générale des négociants et manufacturiers ; cette fois, une trentaine de personnes se présentèrent et l'élection eut lieu régulièrement : François Debray-Valfrène, Charles-Léopold Jourdain de l'Eloge, François Devisme et Louis Delahaye furent élus, ainsi que huit suppléants (20).

Ces représentants du commerce amiénois étaient encore en fonctions en l'an VII, date à laquelle nous retrouvons leurs signatures au bas d'une lettre adressée à l'administration municipale de la commune et du canton d'Amiens, et relative à des saisies de marchandises présumées de fabrication anglaise ; une copie de cette lettre, qui se faisait l'écho des plaintes de commerçants d'Amiens dont des velours de coton avaient été saisis dans différentes villes, fut transmise aux administrateurs du département qui en firent connaître le contenu au ministre de l'Intérieur (21).

C. - CONSEIL D'AGRICULTURE, ARTS ET COMMERCE

1° - *Création du Conseil.*

La réorganisation administrative entreprise par le Consulat devait amener la substitution d'un nouvel organisme à ce Bureau du commerce d'Amiens dont l'activité ne paraît avoir laissé que peu de traces. L'une des caractéristiques du nouveau régime instauré par Bonaparte était, pour les administrations locales, une très forte centralisation, tempérée dans une certaine mesure par l'institution de Conseils consultatifs dont les avis devaient éclairer les décisions prises par les autorités : de même que le Conseil d'Etat était appelé à jouer un rôle auprès des Consuls dans la rédaction des lois et des règlements, les Conseils généraux et les Conseils de préfecture assistaient les préfets dans leur administration et il était normal que des Conseils plus techniques vinssent aider ces derniers dans un domaine plus spécialisé.

C'est ainsi qu'en l'an IX le ministre de l'Intérieur Chaptal fit savoir à Quinette, préfet de la Somme, que les Consuls, « connaissant tout l'intérêt que méritaient le commerce et les manufactures d'Amiens, désiraient concourir efficacement à leur prospérité » et qu'ayant « besoin, pour y parvenir, de recueillir des connaissances locales et de

(20) *Ibid.*, 29 messidor, 3 et 15 fructidor an III.

(21) Arch. mun. d'Amiens, pér. révol., F 2, Commerce an VII.

s'aider des lumières de l'expérience », il avait pensé « qu'il convenait d'établir dans cette ville un Conseil de commerce composé des négociants et des manufacturiers les plus recommandables ».

Ce « Conseil du commerce et des arts » fut constitué par un arrêté préfectoral du 5 prairial (22). Une proposition du préfet tendant à étendre à tout le département les attributions de ce Conseil, d'abord limitées à la ville d'Amiens, fut agréée par le ministre : Quinette estimait que cette extension était légitimée par la communauté d'intérêts existant, d'une part, entre les villes commerçantes d'Amiens, d'Abbeville et de Saint-Valéry reliées par la Somme, d'autre part entre les campagnes avec leurs fabriques rurales et le chef-lieu devenu l'entrepôt des produits du département.

Les membres du nouvel organisme, qui prit le nom de « Conseil d'agriculture, arts et commerce du département de la Somme », ne furent plus élus par les commerçants, mais désignés par le ministre sur présentation du préfet. Plusieurs de ceux qui furent nommés, Louis Delahaye, Augustin Debray et Massey, avaient déjà été correspondants du Bureau du commerce sous la Convention et le Directoire ; un autre ancien correspondant, Jourdain de l'Eloge, remplaça bientôt son père qui, désigné primitivement, refusa ce poste en raison de son grand âge. Des trois autres conseillers, l'un, Berville, était un négociant d'Amiens, les deux autres, Hocquet d'Orval et Ricot, étaient, le premier, manufacturier à Abbeville, le second, négociant à Saint-Valéry. L'année suivante, les négociants Maressal et de Moyenneville, tous deux d'Amiens, entrèrent également dans le Conseil (23).

Le préfet était président de droit du Conseil de commerce établi auprès de lui et participait à ses délibérations ; il transmettait au gouvernement les observations qui avaient été émises en séance et les mémoires établis par le Conseil. Si dans certaines circonstances le ministre de l'Intérieur s'adressa directement aux membres du Conseil, la correspondance de ces derniers avec le gouvernement passait nécessairement par l'intermédiaire de leur président, le préfet.

Avant même que le Conseil fût installé officiellement, une collaboration active s'exerça entre ses membres et le préfet. Au cours de l'été de 1801, une délégation composée de Louis Delahaye, Augustin Debray, Massey et Ricot se rendit, avec le préfet, auprès des ministres de l'Intérieur et de la Marine pour obtenir une amélioration de la navigation de la Somme ; ses démarches aboutirent à l'octroi d'une

(22) *La Décade de la Somme*, 30 brumaire an X ; *Annuaire statistique et administratif... de la Somme pour l'an 1806*, p. 355.

(23) Arch. dép. de la Somme, M 107690.

subvention pour la réparation du port de Saint-Valéry et l'exécution de travaux dans le lit de la Somme, notamment aux abords d'Amiens⁽²⁴⁾.

L'installation du Conseil de commerce coïncida avec le deuxième anniversaire du Coup d'Etat du 18 brumaire et les fêtes de la paix ; la première séance régulière eut lieu le 26 brumaire an X et, trois jours plus tard, au cours d'une séance extraordinaire, l'ingénieur en chef du département lut son rapport relatif aux travaux à faire sur la Somme.

Quelques mois auparavant, un arrêté des consuls, du 17 messidor an IX, pris en exécution de la loi du 28 ventôse, avait ordonné l'établissement d'une Bourse de commerce à Amiens : la cour et la grande salle basse de la Mairie avaient été affectées à ce service. Cet arrêté avait limité à huit le nombre des agents de change et à quinze celui des courtiers de commerce pour les marchandises et le roulage⁽²⁵⁾ ; le tribunal de commerce était chargé de fixer, d'après les usages locaux, le tarif des droits de commission et de courtage.

2° - Attributions du Conseil.

La compétence du Conseil ne se limitait pas aux questions commerciales. Les termes de son appellation officielle indiquaient que l'agriculture et les arts, c'est-à-dire l'industrie, étaient également du domaine de son activité.

Pendant sa courte existence, il ne semble avoir eu que deux ou trois fois l'occasion de s'occuper de questions purement agricoles. Au cours de sa séance du 9 pluviôse an X, il examina l'instruction, qui lui avait été adressée du Ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet, sur les effets des inondations et de la gelée, et sur les moyens d'y remédier ; quelques mois plus tard, il envoya au Ministère un mémoire sur l'état de l'agriculture dans la Somme.

Le Conseil fut appelé, d'une façon un peu plus fréquente, à émettre des avis concernant l'industrie. Dès le 28 fructidor an IX, le Ministère lui demanda d'examiner un projet de loi relatif aux manufactures et aux gens de travail de toute profession, et de lui faire parvenir ses observations motivées ; comme la réponse tardait, une nouvelle lettre fut adressée au préfet par le ministre le 28 brumaire an X, invitant le Conseil de commerce à consulter à ce sujet les manufacturiers d'Abbeville. Le rapport demandé fut finalement présenté au Conseil

(24) *La Décade de la Somme*, 20 thermidor an IX.

(25) Le nombre des courtiers fut porté à vingt par un arrêté du 10 septembre 1808.

de commerce le 17 frimaire et envoyé le lendemain au gouvernement : l'une des principales propositions formulées par le Conseil consistait à confier la police des manufactures aux maires et non aux juges de paix, ces derniers étant élus et par conséquent plus enclins que les officiers municipaux, désignés par le pouvoir, à favoriser les ouvriers.

Par la suite, le Conseil servit d'intermédiaire entre le gouvernement et les fabricants pour diverses communications concernant ces derniers, tels des avis relatifs à des concours industriels ou des envois d'échantillons d'étoffes.

Les perfectionnements dont était susceptible l'industrie retinrent également son attention. Dans sa séance du 26 brumaire an X, il prit connaissance du rapport que lui avaient adressé Morgan et Delahaye sur la nécessité d'améliorer les procédés de filature et sur l'utilité qu'il y avait à installer une filature de coton dans l'hospice d'Amiens ; le 7 nivôse suivant, il chargea Delahaye de faire établir un modèle de la machine à tondre les étoffes que Delarche venait d'inventer.

Industriels et commerçants avaient des intérêts communs à défendre vis-à-vis du fisc : le Conseil de commerce d'Amiens se fit leur porte-parole en adressant au Ministère le 17 pluviôse an X un mémoire sur les patentes et en lui transmettant une pétition des fabricants Morgan et Delahaye qui demandaient une exemption, pour les usines, de la contribution des portes et fenêtres.

Mais la protection du commerce, et notamment du commerce maritime, demeurait l'objectif principal du Conseil. Celui-ci fit des représentations sur les difficultés éprouvées par les commerçants dans la vérification des marchandises visitées au port de Saint-Valéry par les préposés de la douane. S'il n'obtint pas gain de cause à cette occasion, ni lors de la demande de création d'un entrepôt réel au port de Saint-Valéry, il fut du moins avisé vers la même époque qu'un délai de deux mois était accordé par le gouvernement pour le paiement des droits d'entrée ; un mémoire qu'il rédigea le 28 thermidor an X sur l'importation des marchandises assujetties au certificat d'origine fut pris en considération par le ministre, de même qu'un autre mémoire du 29 fructidor sur la réexportation des denrées coloniales à l'étranger et particulièrement en Suisse.

Le rétablissement de la paix avec l'Angleterre et avec l'Espagne risquait d'avoir des conséquences graves pour notre commerce extérieur ; le Conseil de commerce d'Amiens s'en préoccupa. Il lui parut opportun d'obtenir, lors de la reprise des relations commerciales avec l'Espagne, une réduction des droits d'entrée des marchandises françaises, mais il s'alarma surtout de la concurrence redoutable qui

pourrait résulter, pour les produits de l'industrie locale, de la conclusion d'un traité de commerce avec l'Angleterre : il chargea son représentant à Paris de s'entendre avec les commerçants d'autres villes pour exposer au gouvernement les craintes éprouvées à ce sujet. Un mémoire fut également remis en son nom à Joseph Bonaparte, conseiller d'Etat, et au ministre de l'Intérieur par les membres du Corps législatif et du Tribunat appartenant au département, afin d'indiquer dans quelles conditions devaient être réglées équitablement les créances respectives des Français et des Anglais.

Le gouvernement lui-même s'attachait à connaître l'opinion des Conseils de commerce sur différentes questions relevant de leur compétence : c'est ainsi que le 1^{er} frimaire an X le ministre de l'Intérieur s'enquit auprès d'eux des mesures qu'il convenait de prendre pour étendre nos relations avec les peuples du Nord de l'Europe et que le 29 du même mois il les invita à lui faire parvenir les observations dont le projet de Code du commerce leur paraissait susceptible.

Les moyens de communication, terrestres, fluviaux ou maritimes, étant essentiels au commerce, le Conseil ne pouvait s'en désintéresser. On le voit, dans sa séance du 27 ventôse an X, prendre connaissance du projet conçu par Perrin-Bourgoin relativement à l'établissement de Bureaux de sûreté pour le roulage. Quelque temps auparavant, il avait souligné le préjudice que causerait au commerce maritime le privilège du transport exclusif des marchandises de Saint-Valéry à Amiens, demandé par les gribanniers d'Abbeville ; un arrêté préfectoral vint interdire aux gribanniers de Picquigny de s'associer pour établir un tour dans le chargement des marchandises.

Enfin les travaux à effectuer au port de Saint-Valéry continuaient à retenir toute son attention : ces travaux ayant été suspendus faute du paiement de la somme promise, il invita le préfet à solliciter du gouvernement l'exécution de ses engagements ; il demanda également, pour le service des postes, le rétablissement d'un deuxième courrier à Saint-Valéry.

IV. - RECONSTITUTION DE LA CHAMBRE DE COMMERCE.

Bien que son rôle eût toujours été purement consultatif, le Conseil d'agriculture, arts et commerce du département de la Somme eut ainsi une activité importante dans des domaines étendus et variés. Mais ses membres, étant nommés par le ministre, ne pouvaient prétendre représenter le commerce local aussi bien que s'ils avaient été élus par celui-ci ; d'autre part, la présidence effective des séances, assurée par le préfet, était un obstacle à une correspondance directe du

Conseil avec le pouvoir central. La reconstitution des Chambres de commerce allait accroître sensiblement l'autorité des représentants du commerce, en faisant de ceux-ci les élus de leurs concitoyens et en leur assurant un contact plus direct avec le gouvernement.

L'arrêté des Consuls en date du 3 nivôse en XI établit des Chambres de commerce dans 22 villes de la République, dont Amiens ⁽²⁶⁾. Le nombre de leurs membres, qui était de 15 dans les villes d'une population excédant 50.000 âmes, n'était que de 9 dans les autres, indépendamment du préfet qui était membre-né de la Chambre de commerce et en avait la présidence toutes les fois qu'il assistait aux séances ; le maire remplaçait le préfet dans les villes qui n'étaient pas chefs-lieux de préfecture.

Pour la première formation de chaque Chambre de commerce, le préfet ou le maire réunissait sous sa présidence de 40 à 50 commerçants « des plus distingués de la ville » qui procédaient, par scrutin secret et à la pluralité absolue des suffrages, à l'élection des membres qui devaient composer la Chambre. Le renouvellement se faisait par tiers tous les ans par la Chambre elle-même et à la pluralité absolue des suffrages, les membres sortants pouvant être réélus. Toute nomination devait être transmise au ministre de l'Intérieur pour recevoir son approbation. Nul ne pouvait être élu s'il n'avait fait le commerce en personne au moins pendant dix ans.

Les attributions des Chambres de commerce étaient les suivantes :

1^o Présenter des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce ;

2^o Faire connaître au gouvernement les causes qui en arrêtent les progrès ;

3^o Indiquer les ressources qu'on peut se procurer ;

4^o Surveiller l'exécution des travaux publics relatifs au commerce, tels par exemple que le curage des ports, la navigation des rivières, et l'exécution des lois et arrêtés concernant la contrebande.

Ces attributions étaient purement consultatives, même les dernières qui consistaient à « surveiller » — et non à « assurer » — l'exécution des travaux publics et de certaines lois ; mais là se trouvait le germe des attributions administratives qui devaient plus tard devenir celles des Chambres de commerce.

Non seulement les Chambres de commerce correspondaient directement avec le ministre de l'Intérieur, mais il était établi auprès de celui-ci un Conseil général du commerce composé de 15 membres

(26) Arch. dép. de la Somme, M 107694.

choisis parmi les délégués désignés par les Chambres au nombre de deux pour chacune d'elles. Quant au budget, il était présenté par les Chambres de commerce au ministre de l'Intérieur qui le soumettait au gouvernement.

En exécution de cet arrêté, le préfet de la Somme convoqua par lettres 61 négociants, chefs d'établissements d'industrie et fabricants pour procéder à l'élection des neuf négociants destinés à former la Chambre de commerce. Cette élection eut lieu le 1^{er} pluviôse à 6 heures du soir dans la salle du Conseil de la municipalité ; Jourdain de l'Eloge, Berville, Dargent, Debray-Valfrène, Cordier, Augustin Debray, Massey, Delamorlière et Cornet réunirent, dans cet ordre, la majorité des suffrages ⁽²⁷⁾.

Le ministre de l'Intérieur Chaptal ayant approuvé cette élection le 30 pluviôse, le conseiller de préfecture Marotte, en l'absence du préfet, convoqua le 11 ventôse les élus qui se présentèrent le 14 à la mairie d'Amiens ; la réunion fut remise au surlendemain 16. Cette séance eut lieu en la Chambre du Conseil du Tribunal de commerce.

Quelqu'un fit observer que, le préfet ne pouvant assister toutes les fois aux réunions de la Chambre de commerce, il était nécessaire que celle-ci eût un président et un vice-président ; on procéda au vote et Jourdain de l'Eloge fut élu président, Massey vice-président, tandis qu'un secrétaire provisoire était désigné en la personne de Dargent.

Dans la séance du 26 ventôse an XI, Massey et Debray-Valfrène furent proposés pour faire partie du Conseil général du commerce ; le premier seul fut agréé par le Premier Consul.

Le 2 germinal, l'assemblée établit son budget en fixant à 3.000 francs les frais d'installation et à 4.800 francs les dépenses annuelles comprenant 2.400 francs pour les émoluments d'un secrétaire-archiviste. En proposant ces chiffres au ministre, la Chambre de commerce indiqua trois moyens qui, selon elle, permettraient de subvenir à ces frais :

1^o Réserver à cet objet une part du droit de navigation perçu par la Direction des douanes de Saint-Valéry ou un centime par franc des droits de douane de ce port ;

2^o Augmenter légèrement le droit de patente imposé dans le département ;

3^o Opérer un prélèvement sur les centimes additionnels des contributions du département.

⁽²⁷⁾ *Bulletin de la Somme*, 10 pluviôse an XI.

Après onze années d'essais divers de reconstitution, la Chambre de commerce d'Amiens prenait ainsi, d'une façon définitive, la succession de la Chambre de commerce de Picardie.

V. - CARACTÈRES COMPARÉS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET DANS LE DROIT MODERNE FRANÇAIS.

Les Chambres de commerce de l'Ancien Régime étaient, comme les organismes similaires du droit moderne, chargées de la représentation locale des intérêts commerciaux : elles servaient d'intermédiaires entre les commerçants et le pouvoir central auquel elles faisaient connaître les besoins du commerce local.

Mais si nos Chambres de commerce actuelles présentent de nombreuses analogies avec les établissements qui les ont précédés, des différences notables apparaissent cependant dans le mode de création, dans la composition, dans le fonctionnement et les attributions des organismes des deux époques, ainsi que dans leur administration financière : ces différences ne concernent pas seulement la forme, mais parfois le fond même des institutions.

A. - CRÉATION DES CHAMBRES DE COMMERCE.

Les Chambres de commerce actuelles sont instituées par décrets, rendus dans la forme des règlements d'administration publique, sur la proposition du ministre du commerce ; l'avis du Conseil municipal de la commune désignée pour être le siège de la nouvelle Chambre, celui du Conseil général et des Chambres de commerce du département doivent être préalablement demandés. Il est remarquable de noter que, sous la monarchie absolue, le pouvoir central consultait également les autorités locales lorsqu'il s'agissait d'établir une nouvelle Chambre de commerce, comme ce fut le cas en 1761 pour Amiens ; bien entendu ces autorités locales n'étaient pas des corps élus comme le sont nos Conseils généraux et municipaux, mais outre l'intendant et les échevins, les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les marchands, étaient formellement invités à donner leurs avis avant que le Conseil du roi ne prît une décision : celle-ci était prise sur le rapport du contrôleur général des finances, bien qu'il existât un directeur général des affaires du commerce et des intendants du commerce. Nous avons vu que sous le Consulat les Chambres de commerce dépendaient du ministre de l'Intérieur et que leur rétablissement fut décidé d'autorité sans que les intéressés paraissent avoir été consultés officiellement.

Actuellement, il y a au moins une Chambre de commerce par département ; leur nombre était beaucoup plus faible sous l'Ancien Régime et même sous le Consulat et l'Empire. Le terme même sous lequel était désigné officiellement l'établissement du XVIII^e siècle montre qu'il prétendait représenter le commerce de toute la province ; les Chambres de commerce actuelles ne sont chargées que des intérêts d'un département ou d'une moindre circonscription, mais la loi de 1898, complétée par des actes législatifs et administratifs postérieurs à la guerre de 1914-1918, leur a permis de se former en groupements économiques régionaux (28).

B. - COMPOSITION ET RECRUTEMENT.

Le nombre des membres de la Chambre de commerce est plus élevé maintenant qu'autrefois : la loi du 19 février 1908 en a fixé le minimum à 12, alors qu'à Amiens, en 1761 comme en 1803, la Chambre ne comprenait que 9 membres.

Leur recrutement s'est toujours fait par la voie de l'élection (à l'exception des membres de droit) et il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'à une époque où n'existait plus aucune représentation politique de la nation et où les franchises municipales elles-mêmes avaient été abolies, le gouvernement jugea opportun de faire désigner par les commerçants les syndics de la Chambre de commerce. Il s'en fallait toutefois de beaucoup que la Chambre de commerce de Picardie fût aussi représentative de l'ensemble des commerçants de la région que l'est l'organisme moderne.

On sait qu'actuellement le mode d'élection des membres de la Chambre de commerce est analogue à celui des juges du Tribunal de commerce, c'est-à-dire que tout Français, jouissant des droits civils et politiques, exerçant depuis cinq ans la profession de commerçant, inscrit au rôle des patentes et domicilié depuis le même temps dans la circonscription de la Chambre de commerce, appartient au corps électoral chargé de choisir les membres de celle-ci ; sont éligibles non seulement les électeurs inscrits sur ces listes électorales et âgés de trente ans (à l'exclusion des commerçants en état de faillite ou de liquidation judiciaire), mais aussi les anciens commerçants ayant exercé leur profession pendant cinq ans au moins dans l'arrondissement et y résidant. Les femmes sont électrices et éligibles au même titre que les hommes.

(28) Le caractère d'établissements publics leur a été formellement reconnu par la loi de 1898.

Lors de la fondation de la première Chambre de commerce, en 1761, on ne fit appel qu'aux corps de marchands d'Amiens pour la désignation des syndics ; encore l'élection eut-elle lieu à deux degrés, chacun des corps de marchands ayant désigné un député : ces députés ne formaient même pas la majorité du corps électoral, du fait qu'on leur adjoignit le maire, les échevins, les juge et consuls en charge ou sortis de charge. L'éligibilité était limitée puisque, sur les six marchands à élire, deux au moins devaient appartenir aux trois corps réunis et un autre à l'épicerie, et qu'en outre les anciens commerçants ne pouvaient être élus que s'ils avaient exercé leur profession pendant quinze ans. Les syndics ainsi élus ne formaient d'ailleurs que les deux tiers de l'effectif de la Chambre de commerce, qui comprenait également le maire de la ville, un échevin marchand et le juge consul.

Sous le Consulat, le suffrage devint plus direct puisque les négociants furent appelés à désigner eux-mêmes leurs représentants, mais il était encore restreint car le préfet ou le maire ne devaient convoquer que les commerçants « les plus distingués » de la ville, au nombre de 40 à 50 ⁽²⁹⁾. Les commerçants demeurant ailleurs qu'au siège de la Chambre ou considérés comme peu importants n'étaient donc pas représentés ; par ailleurs, l'éligibilité était réduite, du fait qu'il fallait avoir exercé personnellement le commerce pendant dix ans pour pouvoir être élu.

Le mandat des membres d'une Chambre de commerce est aujourd'hui de six ans, le renouvellement ayant lieu par tiers tous les deux ans ; les commerçants prennent part à ces nouvelles élections et aux élections complémentaires selon les principes du suffrage universel. Sous l'Ancien Régime, les syndics étaient renouvelés par moitié tous les ans et ne restaient en fonctions que deux ans en général ; les élections pour ce renouvellement partiel se faisaient sur une base encore plus étroite que celles qui avaient eu lieu pour la désignation des premiers syndics : l'électorat était limité aux anciens syndics et aux membres encore en fonctions, l'ensemble des commerçants n'était plus consulté. Le Consulat ne modifia que peu de chose à ce mode de renouvellement ; les élections furent soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Les Chambres de commerce de notre époque peuvent désigner dans l'étendue de leur circonscription des membres correspondants qui assistent aux séances avec voix consultative, mais elles n'ont pas de

(29) Nous avons vu cependant qu'à Amiens une soixantaine de commerçants furent convoqués.

délégué permanent auprès du Ministère du commerce. Sous l'Ancien Régime, la Chambre eut jusqu'en 1782 un député auprès du Bureau du commerce et, sous le Consulat, les Chambres de commerce participèrent à la désignation des membres du Conseil général du commerce.

Le préfet, — ou le sous-préfet, — comme l'intendant autrefois, est membre de droit de la Chambre de commerce, mais il n'a dans l'assemblée que voix consultative, alors que le préfet du Consulat en avait la présidence, comme l'intendant de l'Ancien Régime, toutes les fois qu'il assistait aux séances ; il en résulte évidemment une plus grande indépendance de la Chambre de commerce actuelle à l'égard des pouvoirs publics. Depuis sa reconstitution en 1803, la Chambre élit son bureau ; la loi du 9 avril 1898 l'autorise à publier le compte rendu de ses séances, alors qu'une circulaire ministérielle de 1806 lui avait interdit de publier aucun mémoire sans la permission expresse du gouvernement.

C. - ATTRIBUTIONS.

Les Chambres de commerce ont maintenant deux sortes d'attributions : des attributions consultatives et des attributions administratives. Les premières sont demeurées à peu près celles qu'elles possédaient dès le règne de Louis XV : elles donnent au gouvernement, — comme autrefois au contrôleur général des finances, à l'intendant du commerce et à l'intendant de la généralité, — les avis et les renseignements qui leur sont demandés sur les questions industrielles et commerciales ; elles lui présentent également leurs vues sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce.

Par contre leurs attributions administratives, presque inexistantes autrefois, se sont beaucoup développées depuis la Révolution de 1830 : elles assurent, sous réserve des autorisations requises, l'exécution des travaux et l'administration des services nécessaires aux intérêts dont elles ont la garde. Elles peuvent ainsi fonder et administrer des établissements à l'usage du commerce, tels que magasins généraux, écoles de commerce, etc..., obtenir la concession de travaux publics ou se faire charger de services publics, notamment de ceux qui intéressent les ports maritimes ou les voies navigables.

L'assemblée du XVIII^e siècle se bornait généralement à signaler au pouvoir royal l'urgence de certains travaux et n'avait guère l'occasion de s'ingérer dans l'administration d'un établissement. Notons cependant que ce furent les syndics de la Chambre de commerce qui furent chargés en 1761 de faire choix d'un emplacement pour l'installation de la Bourse de commerce : celle-ci se trouvait ainsi en quelque sorte

placée sous leur administration. On voit d'autre part des fabricants solliciter de la Chambre de commerce de Picardie des commissions pour la production de tissus imités des étoffes anglaises ; il était d'ailleurs admis qu'elle avait qualité pour donner ou refuser son approbation à toute réglementation commerciale établie sur la place, de sorte qu'elle jouissait d'un pouvoir réglementaire en cette matière ; l'ensemble des « parères » ou avis qu'elle donnait pour régler les questions commerciales formait peu à peu une jurisprudence faisant autorité.

D. - ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

Les fonctions des membres actuels de la Chambre de commerce sont gratuites ; il n'en était pas tout à fait de même autrefois puisque le député de la Chambre auprès du Bureau du commerce était appointé et que des médailles d'or étaient attribuées aux syndics à leur sortie de charge. Mais aujourd'hui comme au XVIII^e siècle, la Chambre de commerce a des frais de bureau et un personnel à rétribuer ; en outre l'extension de ses attributions administratives a naturellement pour résultat un accroissement de son budget : elle doit ainsi avoir un budget ordinaire pour les recettes et les dépenses qui lui sont propres et des budgets spéciaux pour les services qu'elle administre.

Le budget de la Chambre de commerce de Picardie était alimenté par un prélèvement sur un octroi de la ville d'Amiens. Lors de la reconstitution des Chambres de commerce, l'arrêt des Consuls se borna à leur prescrire de présenter au ministre de l'Intérieur l'état de leurs dépenses et de lui proposer les moyens de les acquitter. Aux termes des lois actuellement en vigueur, il est pourvu à leurs dépenses ordinaires au moyen d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes : c'est ainsi un impôt général, — et non plus un impôt local, comme l'étaient les octrois municipaux, — qui permet le fonctionnement de l'ensemble des Chambres de commerce.

Pour les dépenses extraordinaires, les Chambres de commerce peuvent recourir à l'emprunt, notamment lorsqu'il s'agit de subvenir aux dépenses de construction de Bourses ou d'autres établissements à l'usage du commerce, aux frais occasionnés par des travaux publics intéressant les ports maritimes ou les voies navigables. Semblable faculté fut attribuée à la Chambre de commerce de l'Ancien Régime lorsqu'elle fut autorisée par lettres patentes à contracter un emprunt important et à lever un octroi pour l'exécution de travaux au port de Saint-Valéry.

Le contrôle financier qui était exercé au XVIII^e siècle par l'intendant sur tous les paiements effectués par le trésorier de la Chambre est devenu plus souple : après qu'un décret de 1806 eut confié au ministre de l'Intérieur le soin de régler les dépenses annuelles des Chambres de commerce, un décret de 1851 dont les dispositions furent reproduites dans la loi de 1898 précisa que ces établissements adresseraient chaque année le compte rendu des recettes et dépenses de l'année précédente et le projet de budget de l'année suivante au préfet de leur département qui les transmettrait avec les pièces de comptabilité au ministre du commerce.

L'étude comparée de l'organisation des Chambres de commerce des deux époques nous amène ainsi à conclure que l'établissement du XVIII^e siècle, par sa composition, représentait moins fidèlement que celui du XX^e l'opinion des commerçants de la région, qu'il était moins indépendant du gouvernement et que son rôle était plus limité. Nous devons néanmoins constater qu'il défendit généralement avec habileté et énergie les intérêts commerciaux de la province et qu'en dirigeant avec ténacité leurs efforts vers la création de la Chambre de commerce de Picardie, les intendants de la généralité d'Amiens avaient réalisé une œuvre utile qui porta ses fruits : le fait qu'on essaya, à diverses reprises pendant la période révolutionnaire, de remplacer l'organisme supprimé par la Constituante montre bien que cette institution répondait à un véritable besoin.

Conclusion.

Nées du développement pris par le commerce à l'époque où elles ont été créées, les institutions commerciales d'Amiens ont eu elles-mêmes une influence heureuse sur l'essor économique de la région ; leur histoire montre qu'une organisation collective peut aider puissamment les initiatives individuelles, même dans un domaine où chacun est jaloux de son indépendance.

En permettant un règlement rapide des différends entre commerçants, la juridiction consulaire d'Amiens a certainement empêché qu'une sorte de paralysie ne gagnât l'économie du pays par suite des entraves apportées au mouvement des affaires par la procédure compliquée des tribunaux ordinaires ; la popularité de bon aloi des juges et consuls est attestée par la multiplicité des procès qui leur étaient soumis, en dépit des récriminations des autres juges et des procureurs. Les marchands, ne courant plus le risque de voir leurs bénéfices absorbés par des frais de procédure, purent envisager un placement de leurs capitaux dans des entreprises contribuant à la prospérité générale.

Mais si l'institution aboutit à des résultats aussi importants, ne faut-il pas en rechercher la cause dans l'intelligence avisée de ceux qui l'ont conçue au *xvi^e* siècle, et si de nos jours elle rend encore des services appréciés, le mérite n'en revient-il pas aux rédacteurs du Code de 1807 qui ont su la maintenir dans ses caractères essentiels tout en étendant sa compétence ? On devine derrière l'apparence modeste et assez terne de nos tribunaux consulaires, la figure d'un Michel de L'Hôpital, d'un Bonaparte, sans oublier celle de Colbert qui étendit les attributions des juges et consuls.

Il serait cependant injuste de méconnaître le rôle des commerçants picards eux-mêmes : c'est sur leur proposition que fut rendu l'édit de 1567 et, aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles, ils durent à leur énergie de reprendre, dans l'élection du consulat, la place qui était naturellement la leur.

Peut-être sera-t-on tenté de leur reprocher le peu d'empressement qu'ils mirent à seconder les vues des intendants au *xviii^e* siècle, lorsqu'il s'agit d'établir la Chambre de commerce de Picardie : des considérations de personnes et la crainte exagérée d'engager des dépenses les maintinrent trop longtemps dans une opposition stérile. Mais l'on ne

saurait oublier qu'ils avaient été les premiers à réclamer cette Chambre de commerce et que, celle-ci une fois créée, ils mirent beaucoup d'ardeur dans leurs travaux : la construction du canal de Saint-Valéry notamment fait honneur à leur esprit d'initiative.

Sous l'Ancien Régime, le particularisme provincial des institutions se maintint toujours malgré les tentatives d'uniformisation. Le droit issu de la Révolution française supprima tout particularisme mais laissa subsister cette exception à l'unité de la justice que constituaient les tribunaux de commerce. Le maintien de ceux-ci et la reconstitution des Chambres de commerce indiquent suffisamment l'utilité de ces organismes et l'intérêt qu'il peut y avoir à rechercher leurs origines dans le cadre d'une province de l'ancienne France.

Sources.

Les institutions du commerce, établies à Amiens sous l'Ancien Régime, avaient un champ d'action qui ne se limitait pas à la ville même, mais s'étendait soit à la province tout entière, soit tout au moins au bailliage d'Amiens. Il était donc vraisemblable que les principales sources de leur histoire devaient se trouver aux Archives départementales de la Somme.

Nous devons à l'obligeance de M. Joseph Estienne, archiviste en chef du département de la Somme, d'avoir eu connaissance du plumitif aux audiences et du livre aux délibérations de la juridiction consulaire ainsi que d'un dossier sur la Chambre de commerce de Picardie, qui ne figurent pas encore dans la partie imprimée de l'Inventaire : il s'agissait là de pièces essentielles pour notre travail. Le fonds de l'Intendance, les registres du bailliage et les plumitifs du tribunal de commerce nous ont également fourni la plus grande partie des renseignements nécessaires ; les registres de délibérations de la Chambre de commerce de Picardie sont malheureusement disparus.

Les relations des juges et consuls ainsi que celles de la Chambre de commerce avec l'échevinage étaient trop intimes et trop fréquentes pour qu'on n'en trouve pas de nombreuses traces dans les Archives communales d'Amiens, en particulier dans les registres de délibérations de l'échevinage ; quant aux organismes qui ont remplacé la Chambre de commerce pendant la Révolution, on doit chercher des éléments de leur histoire aussi bien dans les Archives de la ville que dans celles du département.

Créées par le pouvoir royal, la Chambre consulaire et la Chambre de commerce étaient nécessairement en correspondance avec lui et les documents sur les relations de ces institutions provinciales avec le gouvernement doivent être en dépôt aux Archives Nationales. Nous exprimons ici nos remerciements à M. Charles Braibant, directeur des Archives de France, et à M. Guy Duboscq, conservateur-adjoint, pour la complaisance avec laquelle ils nous ont communiqué des pièces intéressantes sur la fondation de la Chambre de commerce et sur l'institution de conseillers auprès de la juridiction consulaire.

Les documents imprimés originaux se réduisent à des journaux d'Amiens et à quelques textes d'arrêts du Conseil du roi et du Parlement. Il est utile, d'autre part, de se reporter au Recueil des anciennes

lois françaises d'Isambert pour le texte des ordonnances relatives au fonctionnement de la juridiction consulaire, au Recueil des Monuments inédits d'Augustin Thierry pour les pièces concernant l'Ancien Régime et aux « Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens » pour celles qui sont postérieures à 1788.

Les Histoires générales de la ville d'Amiens fournissent quelques renseignements fort succincts ; la thèse d'Edouard Maugis donne des indications précieuses sur les origines de la juridiction consulaire à Amiens. Les ouvrages généraux sur les tribunaux consulaires et sur les Chambres de commerce doivent évidemment être consultés si l'on veut connaître le fonctionnement de ces institutions, à condition de tenir compte des variantes qu'il présentait selon les villes où elles étaient établies.

Enfin, il nous a paru intéressant de dresser une bibliographie des monographies qui ont déjà été écrites sur les institutions commerciales des différentes villes.

I. - SOURCES MANUSCRITES.

A. - ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SOMME.

SÉRIE B.

Bailliage et siège présidial d'Amiens :

2, 8, 12, 21, 34, 36, 50 à 57, 60.

112 B, Juridiction consulaire d'Amiens :

1° Registres ou plumitifs pour servir aux audiences de la juridiction consulaire de la ville d'Amiens, 1725-1790, 213 vol. in-4°. Quelques lacunes ;

2° Livre aux délibérations des juges et consuls, anciens et en charge, de la ville d'Amiens, 1731-1789, 1 vol. in-f°.

SÉRIE C.

Fonds de l'Intendance :

159, 269, 273, 283, 290, 292, 304, 312 à 314, 316, 321, 324, 327, 332, 336, 338, 340, 349 à 351, 353 à 356, 360, 367, 411, 412, 416, 418, 425, 430 à 432, 441, 454, 561, 565, 1193, 1346, 1374, 1382 à 1384, 1403, 1471, 1477, 1483, 1484, 1490, 1492, 1504, 1506, 1563, 1571, 2700, 2701, 2709.

SÉRIE Li.

Tribunal de commerce d'Amiens :

3910 à 3926 : Registre des audiences de 1791 à 1807 (lacunes) ;

3927-3928 : 2 Registres du rôle tenu pour l'inscription de chaque cause, an VII à 1810 ;

3929 : Pièces diverses, an II - an VII.

SÉRIE M.

Conseil du commerce et des arts : 107690.

Chambre de commerce : 107694.

B. - ARCHIVES COMMUNALES D'AMIENS.

ANTÉRIEURES A 1790.

SÉRIE AA.

5 : Registre aux chartes, 1115-1571.

25 et 26 : Registre aux correspondances, 1763-1771.

SÉRIE BB.

Délibérations de l'échevinage : 38, 41, 45 à 47, 54, 61, 80, 82, 86, 94

SÉRIE FF.

1374 : Juges et consuls.

SÉRIE HH.

Commerce et manufactures : 217, 237, 248, 259.

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.

SÉRIE F 2.

Commerce.

SÉRIE ID. 10/11 :

Registre des délibérations du Conseil général de la Somme.

C. - ARCHIVES NATIONALES.

SÉRIE E.

Conseil du roi : 1007-78 (Conseillers-consuls).

SÉRIE F-12.

Commerce et industrie : 51, 71-79, 85, 98, 101, 792-795 (Juridictions consulaires), 74, 106, 107, 880 (Chambre de commerce).

SÉRIE JJ.

Registre du Trésor des chartes : 265, pièce 280 (Ordonnance non enregistrée de Charles IX).

SÉRIE X-IA.

Ordonnances du Parlement : 8626, f. 435 v° (Edit du 16 mai 1567).

II. - DOCUMENTS IMPRIMÉS ORIGINAUX.

Factum pour les premier et eschevins de la ville et cité d'Amiens, Jean Hemart, l'un d'iceux, nommé à la charge de juge consul, Gabriel de Sachy le jeune, Damian le Roux et Jean Burel, bourgeois et marchands demeurans en ladite ville, aussi nommés consuls pour la présente année 1650, intimés, deffendeurs au principal évoqué, et opposans à la vérification et enregistrement des lettres patentes obtenues par Jean Gorin, Philippes Tassepond, et Germain Sejourné, naguères consuls nommés par lesdits eschevins et quelques marchands de la ville d'Amiens, pratiquez par les susnommez, se qualifians la Communauté des marchands de ladite ville (1650), 4 p. in-8°.

Lettres patentes, Déclaration du Roy, et Arrest contradictoire de la Cour de Parlement, portant règlement pour l'establissement des juge et consuls, pour l'exercice de la jurisdiction consulaire dans la ville d'Amiens, aux termes de l'édict de création desdits juges consuls du mois de novembre 1563, à l'instar de la ville de Paris. - A Paris, de l'imp. de Ch. Chenault, 1650, 15 p. in-16.

Arrest de la Cour de Parlement, qui deffend aux juges-consuls de la ville d'Amiens de connoistre des affaires criminelles, ny de commettre aucuns desdits juges pour faire la fonction de Monsieur le Procureur général du Roy. Du 8 aoust 1702. - Paris, Gissej ; 4 p. in-4°.

Arrest du Conseil d'Estat du Roy, du 29 aoust 1721 qui casse une sentence des consuls d'Amiens, condamne les juges qui l'ont rendue en 500 livres d'amende chacun, interdit en outre l'ancien consul de ses fonctions de juge pour l'avoir rendue, ordonne qu'elle sera rayée et biffée sur le registre du greffe et que mention sera faite en marge de la minute d'icelle du présent arrest : et enjoint ausdits juges consuls et à ceux des autres villes du royaume de se conformer aux reglemens rendus sur le fait du controle des actes des notaires, controle des actes sous signature privée, petit scel et insinuations laïques aux peines y portées. - Paris, Jouvenel, 1721, 16 p. in14°.

Arrest du Conseil d'Estat du Roy du 10 octobre 1721, qui déboute les juges consuls d'Amiens, ensemble les nommés Cochemin greffier, Cauvry sergent et Maillard procureur de leur opposition à l'arrest du 29 juillet dernier : par lequel ils ont été condamnés en différentes amendes pour contravention par eux commises aux reglemens de controle des actes sous signature privée et des petits scels. - Paris, Jouvenel, 16 p. in-4°.

Arrests du Conseil d'Estat du Roy pour la préséance des marchands qui exercent les charges de juge et de consuls, et de ceux qui ont passé par lesdites charges, dans la jurisdiction consulaire de la ville d'Amiens, sur les procureurs au bailliage et siège présidial de la même ville, des 18 may 1728 et 25 mars 1732. - A Amiens, de l'imprimerie de Charles Caron-Hubault, 1732.

Déclaration du Roy qui fixe le nombre des juge et consuls de la ville d'Amiens. Donnée à Versailles le premier juillet 1738. - Paris, Imprimerie royale, 1738, 8 p. in-4°.

Au Roi et à Nosseigneurs de son Conseil. Très humbles et très respectueuses remontrances que font au Roi, à Monseigneur le Chancelier et à Nosseigneurs du Conseil les juge et consuls de la ville d'Amiens (pour le maintien de la justice consulaire). - S.l.n.n. (vers 1759). 8 p. in-f°.

Arrest du Conseil d'Etat du Roi, portant établissement d'une Chambre de commerce en la ville d'Amiens. Du 6 août 1761. - Amiens, veuve Godart, 1761. 8 p. in-4°.

Extrait du registre aux délibérations de la Chambre de commerce de Picardie (sur la baie de Somme et le port de Saint-Valéry). - Amiens, Caron-Vitet, 1778. In-8°.

Lettres patentes du Roi qui ordonnent qu'à l'avenir il ne sera plus élu annuellement pour le service de la juridiction consulaire d'Amiens que deux consuls, au lieu de quatre, lesquels resteront en exercice pendant deux années au lieu d'une ; mais de manière qu'il y ait toujours en fonctions deux anciens consuls avec deux nouveaux. Du 13 janvier 1788. - Amiens, J.B. Caron l'aîné, 1788. 4 p. in-4°.

Formation du Comité de commerce. - Amiens, J.B. Caron l'aîné, 1791. 4 p. in-4°.

La Décade de la Somme (an IX - an X).

Bulletin de la Somme (an XI).

Annuaire statistique et administratif du département de la Somme pour l'an 1806.

III. - RECUEILS DE TEXTES.

Isambert, Decrusy et Taillandier. Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789. - Paris, Belin-Leprieux, 1822-1833. 29 vol. in-8°. Tomes XIV, XVIII, XIX.

Thierry (Augustin). Recueil des Monuments inédits de l'histoire du Tiers-Etat. 1^{re} série, Région du Nord. Tomes I, II et III contenant les pièces relatives à l'histoire municipale de la ville d'Amiens jusqu'en 1789. - Paris, Firmin-Didot, 1850-1856. 3 vol. in-4°.

Documents pour servir à l'histoire de la Révolution française dans la ville d'Amiens. Tome I : Etats-Généraux de 1789. Tomes II à VII : Registres aux délibérations de l'administration municipale, 1789-1794. - Paris, Charavay ; puis A. Picard, 1889-1910. 7 vol. in-8°.

IV. - BIBLIOGRAPHIE.

A. - HISTOIRE GÉNÉRALE D'AMIENS ET DE LA PICARDIE.

CALONNE (Baron Albéric de). *Histoire de la ville d'Amiens*. - Amiens, Piteux frères, et Paris, A. Picard et fils, 1899-1906. 3 vol. in-4°.

DAIRE (Le R. P.). *Histoire de la ville d'Amiens, depuis son origine jusqu'à présent*. - Paris, veuve Delaguette, 1757. 2 vol. in-4°.

DUBOIS (Pierre). *Histoire de l'Industrie et du Commerce à Amiens et en Picardie, xvi^e-xviii^e siècles* : Notes manuscrites et références bibliographiques, conservées à la Bibliothèque municipale d'Amiens, Ms 1406 (spécialement liasses IV et XIV : Tribunal de commerce et Chambre de commerce).

DUSEVEL (Hyacinthe). *Histoire de la ville d'Amiens depuis les Gaulois jusqu'en 1830*. - Amiens, imp. de B. Machart, 1832. 2 vol. in-8° ; 2^e édition Amiens, imp. de Caron et Lambert, 1848. In-8°.

MAUGIS (Edouard). *Etudes d'histoire municipale*. Tome I : *Essai sur le régime financier de la ville d'Amiens du xiv^e à la fin du xvi^e siècle (1356-1588)*. — Amiens, Yvert et Tellier, 1898. Tome II : *Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens des origines de la commune à la fin du xvi^e siècle*. Thèse principale pour le doctorat ès lettres présentée à l'Université de Paris. - Paris, A. Picard et fils, 1906. 2 vol. in-8°.

B. - HISTOIRE DE LA JURIDICTION CONSULAIRE.

1^o OUVRAGES ANCIENS (ordre chronologique) :

Le cinquième traité du commerce parlant des procez et chiquaneries, et voir l'honneur que l'on doit porter aux juges de la justice, avec la faute et la création de celle des consuls et autres telles préjudiciables au public. - Paris, 1600.

MARESCHAL. *Traicté des changes et rechanges, licites et illicites, et moyens de pourvoir aux fraudes des banqueroutes. Plus un traicté de la jurisdiction des juges-consuls*. - Paris, N. Buon, 1625, in-8°.

TOUBEAU. *Les Institutes consulaires ou la jurisprudence des marchands*. - Bourges, 1700. 2 vol.

La nouvelle instruction... et une instruction judiciaire à la pratique et sur le fait des jurisdictions consulaires, des livres, billets de change et des protests. - Paris, Charpentier, 1726. In-12.

J.A.P. *Traité des jurisdictions consulaires, leur caractère et utilité. Objections qu'on leur fait dans la province de Flandre*. - Lille, Pourchez, 1737. In-12.

SAVARY DES BRUSLONS. *Dictionnaire universel du commerce*. - Paris, 1741.

RICARD. *Le praticien des juge et consuls ou Traité du commerce de terre et de mer*. - Paris, 1742.

COUCHOT. *Le praticien des juges et consuls, ou traité de commerce de terre et de mer, à l'usage des marchands, négocians, banquiers, agens de change et gens d'affaires*. Contenant la pratique suivie dans les jurisdictions consulaires et dans les autres tribunaux où les procès pour le fait de commerce sont jugés. - Paris, Saugrain, 1742. In-4°.

SALLÉ. *L'esprit des ordonnances de Louis XIV*. - Paris, 1755. 2 vol.

Dictionnaire du citoyen ou abrégé historique du commerce. - Paris, 1761. 2 volumes.

(PETOU, commerçant à Morlaix). *Instructions concernant les matières consulaires, tirées des ordonnances, édits, déclarations du roi, arrêts de réglemens et des usages reçus*. - Léon, 1764.

JOUSSE. *De l'administration de la justice*. - Paris, 1771. 2 volumes.

— *Commentaire de l'ordonnance de 1667*. - Paris, 1772, 2 volumes.

— *Commentaire de l'ordonnance de 1673*. - Paris, 1772.

DENISART. *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence*, nouv. éd. corrigée par Camus, Bayard, etc. - Paris, 1783-1807. 13 vol. in-4°. Consuls.

GUYOT. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*. - 1784. T. IV : Consuls.

BOUCHER (P.). *Institutions commerciales*, d'après les anciennes et les nouvelles lois. - 1801. In-4°.

LOCRE (J.G.). *Esprit du Code de commerce*. - Paris, 1807.

MEYER. *Les institutions judiciaires*. - 1823.

MERLIN. *Répertoire de jurisprudence*. - 1826. T. VI : Consul des marchands. T. XIV : Tribunaux de commerce.

2° OUVRAGES GÉNÉRAUX MODERNES (ordre alphabétique) :

ANDRIEU-DELILLE (Antoine). *Les tribunaux de commerce*, étude historique et critique. - Paris, Jouve et C^{ie}, 1912. In-8° (Thèse, Bordeaux).

BEACH LAWRENCE (W.). *Etude sur l'origine et l'état actuel de la juridiction consulaire* (Revue de droit international et de législation comparée. Tome X n° 3, 1879).

BÉDARRIDE (J.). *De la juridiction commerciale* (Droit commercial. Commentaire du Code de commerce). - Paris, 2° édit. 1891, nouveau tirage 1920.

BOURQUELOT. *Etude sur les foires de Champagne*. - Paris, 1865. 2 vol.

BROULLAT (Albert). *Etude historique et critique de la juridiction consulaire*. - Poitiers, 1898 (Thèse, Poitiers).

CHENON (E.). *Histoire générale du Droit français public et privé, des origines à 1815*. - Paris, Recueil Sirey, 1929. 2 vol.

ESCARRA et RAULT. *Principes du droit commercial*. - Paris, Rec. Sirey, 1934.

ESMEIN (A.). *Cours élémentaire d'histoire du Droit français*. 15° éd. mise à jour par H. Génestal. - Paris, Recueil Sirey, 1925.

FÉDOU (Ch.). *Histoire de la juridiction consulaire en France*. - Paris, 1914 (Thèse, Paris).

GENEVOIS. *Histoire critique de la juridiction consulaire*. - Paris, 1866.

GLASSON. *Les juges et consuls des marchands* (Nouvelle revue historique de Droit français et étranger, 1897, p. 5 à 38).

GRAGNON-LACOSTE. *Précis historique de la législation consulaire, ou introduction à l'étude du droit commercial*. - Bordeaux, A. Durand, 1860. In-8°.

GUILLON (A.). *Essai historique sur la législation française des faillites avant 1673*. - Paris, 1903.

HAMONIC (G.). *La juridiction consulaire*. - Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1940. 2 vol. in-8°.

HUVELIN (P.). *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*. - Paris, A. Rousseau, 1897 (Thèse, Paris).

LAFAYE (A.). *Histoire des tribunaux de commerce de France*. - Bordeaux, 1885 (Thèse, Bordeaux).

LEFAS (A.). *De l'origine des institutions consulaires des marchands de France* (Nouvelle revue histor. de droit français et étranger, 1924, p. 83 à 120).

LEPOINTE (Gabriel). *Petit précis des sources de l'histoire du Droit français*. - Paris, Domat-Montchrestien, 1948.

LYON-CAEN (C.). *De la juridiction commerciale en France et dans les principaux Etats* (Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques, 1884).

LYON-CAEN et RENAULT. *Traité de droit commercial*, t. I et IV, 5° édition. - Paris, Libr. gén. de droit et de jurispr., 1921-1925.

MOREL (F.). *Les juridictions commerciales au Moyen Age. Etude de droit comparé.* - Paris, A. Rousseau, 1897 (Thèse, Paris).

OLIVIER-MARTIN (François). *Histoire du Droit français des origines à la Révolution.* - Paris, Domat-Montchrestien, 1948. In-8°.

PIAZZA (Paul). *Etude historique et critique sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux de commerce en France.* - Paris, Rousseau et C^{ie}, 1918. In-8°.

PIRENNE (Henri), *Les villes et les institutions urbaines.* - Paris, Alcan, 1939. 2 vol. in-8°.

SELIGMAN (E.). *La justice en France pendant la Révolution.* - Paris, Plon-Nourrit, 1901. In-8°.

3° MONOGRAPHIES (ordre alphabétique des lieux).

VILLIERS (A. DE). Notes sur la juridiction consulaire en *Anjou*, 1566-1884 (Extrait de la *Revue d'Anjou*, 1885).

BOELL (Ch.). La juridiction consulaire à *Autun*, de 1566 à 1922 (Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands, 4^e fasc., 1937).

COHENDY (M.). Monographie historique de la juridiction consulaire en *Auvergne.* - Clermont-Ferrand, Thibaud, 1856. In-8°.

DEMAY (Ch.). La juridiction consulaire d'*Auxerre*, 1564-1790 (Société des sciences de l'Yonne, 1894).

LARTIGUE. La juridiction consulaire en *Belgique.* - Bruxelles, 1898. In-8°.

VAN HOUTTE (Hubert). Chambres de commerce et tribunaux de commerce en *Belgique* au XVIII^e siècle (Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand, 1910, X³).

MOUSSET (A.). Les archives du consulat de la mer à *Bilbao.* - Paris, Fontemoing, 1912. In-8°.

BRIEND (A.). Les juridictions consulaires en *Bretagne* avant la Révolution. - Rennes, Edoneur et Ruesch, 1924. In-8° (Thèse, Rennes).

CHATELIER (Joseph). Trois juridictions consulaires sous l'Ancien Régime : *Caen*, *Vire* et *Granville.* - Bayeux, Colas, 1938 (Thèse, Caen).

BOULY DE LESDAIN (J.). Histoire de la juridiction consulaire de *Dunkerque*, 1700-1791. - Dunkerque, 1926. In-8° (Thèse, Lille).

CONVAIN (H.). La Chambre ou juridiction consulaire de *Lille*, d'après ses registres conservés au greffe du tribunal de commerce. Etude historique sur la formation et le développement de cette juridiction (1715-1791). - Lille, Raoust-Leleu, 1924. In-8° (Thèse, Lille).

LEFAS (A.). La juridiction consulaire de *Lille* et le protocole d'Adrien Baillon. Etude d'histoire des juridictions commerciales (Extr. de la *Revue du Nord*, tome VII, 1921). - Lille, Robbe, 1922. In-8°.

GUIBERT (L.). Registres consulaires de la ville de *Limoges* (Société archéologique du Limousin, 1889).

GODART (J.). La juridiction consulaire à *Lyon* : la Conservation des privilèges royaux des foires, 1465-1791 ; le tribunal de commerce, 1791-1905. - Lyon, Rey, 1906. In-8°.

VAESEN (J.). La juridiction commerciale à *Lyon* sous l'ancien régime. Etude historique sur la conservation des privilèges royaux des foires de Lyon (1463-1795). - Paris, Picard, 1881. In-8°.

MAGNAN (Léon). Histoire des juges-consuls et du tribunal de commerce de *Marseille*. - Marseille, Barlatier, 1906.

BERNE (A.). Consuls sur mer et d'outre-mer de *Montpellier* au Moyen Age (xiii^e et xiv^e siècles). - 1904. In-8° (Thèse, Montpellier).

GABORY (Jacques). Le tribunal consulaire de *Nantes*. - Rennes, Imprim. réunies, 1941. In-8° (Thèse, Rennes).

RENOUL (J.-C.). Le tribunal consulaire à *Nantes*. - Nantes, 1870.

BREUILLAC-LAYDÉT. La juridiction consulaire à *Niort*, de 1565 à 1790. - Niort, Clouzot, 1881.

BRETON (A.). La juridiction consulaire à *Orléans* (Extr. Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais). - Orléans, Marron, 1902. In-8°.

Recueil contenant l'édit du Roy sur l'établissement de la juridiction des Consuls en la ville de *Paris* : et les déclarations et arrests donnez en suite pour autoriser ladite justice divisé en deux parties : la première comprenant l'érection susdite et diverses pièces qui ont esté adioustées en cette dernière édition et la seconde, l'ordre observé aux élections des juges et consuls, avec le catalogue de leurs noms et surnoms. - Paris, Ballard, 1668. In-4°.

DENIÈRE (G.). La juridiction consulaire de *Paris* (1563-1792), sa création, ses luttes, etc. - Paris, Plon, Marescq, 1872. In-8°.

LECLERC (G.). La juridiction consulaire de *Paris* pendant la Révolution. - Paris, Plon-Nourrit, Chevalier-Marescq, 1909. In-8°.

SABOURAULT (André). La juridiction consulaire de *Poitiers* aux xvii^e et xviii^e siècles. - Lezay, impr. Chopin, 1932. In-8° (Thèse, Poitiers).

MÉNEAU. Notice sur l'origine du tribunal de commerce de *La Rochelle* (1565). - La Rochelle, Gout, 1862. In-8°.

FAUCON (G.). La juridiction consulaire de *Rouen* (1556-1905). - Evreux, impr. Hérissey, 1905. In-4°.

LAFOSSÉ (H.). La juridiction consulaire de *Rouen* (1556-1791). - Rouen, Defontaine, 1922. In-8°.

PORTALLIER (A.). Etude historique sur les juridictions consulaires : le tribunal de commerce de *Saint-Etienne* et son aïeule, la Conservation de Lyon. - Lyon, Brun, 1909. In-8°.

Tribunal de commerce de *Sedan*. La juridiction consulaire à *Sedan*. - Sedan, Bourguignat, 1924, 48 p. in-8°.

FAYE. La juridiction consulaire à *Tours* (Mémoires de la Société archéologique de Touraine, 1903. XLIII, p. 1-95).

PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN (P.). La juridiction consulaire de *Troyes* (Mémoires de la Société académique de l'Aube, 1927, p. 55-211).

JAILLET (Ch.). Histoire consulaire de la ville de *Vienne* du xiii^e au xvi^e siècle, T.I. - Vienne, impr. Ph. Remilly, 1932.

C. - HISTOIRE DES CHAMBRES DE COMMERCE, BOURSES, ETC.

1° OUVRAGES GÉNÉRAUX (ordre alphabétique d'auteurs) :

BONNASSIEUX (P.). *Les assemblées représentatives du commerce sous l'Ancien Régime*. - Paris, Berger-Levrault, 1883. In-8°.

BONNASSIEUX (P.). *Conseil de commerce et Bureau du commerce (1700-1791)*. Inventaire analytique des procès-verbaux. Introduction et Table, par Eugène Lelong. - Paris, Impr. Nat., 1900. In-4°.

DROSSINIS (C.). *Les Chambres de commerce à l'étranger*. - Lausanne, Payot, 1921. In-8° (Thèse, Genève).

GERBAUX (F.) et SCHMIDT (C.). *Procès-verbaux des Comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention*. - Paris, Leroux, 1909-1910. 4 vol. in-8°.

GRAS (Ch.). *Les Chambres de commerce* (Annales de l'Ecole des Sciences politiques, 1895).

GUILLAND (Michel). et HAMELET (Maurice). *Les Chambres de commerce, leur passé et leur avenir*. - Paris, Larose et Tenin, 1908. In-8°.

GUILLAUMOT (G.). *Les Chambres de commerce avant et depuis la loi du 9 avril 1898*. - Paris, Berger-Levrault, 1908. In-8°.

HERSCHER (Michel). *Les Chambres de commerce*. - Paris, Libr. technique et économique, 1937. In-8° (Thèse, Paris).

HUTTEAU D'ORIGNY. *Des institutions commerciales en France*. Histoire du Bureau du commerce et du Conseil royal des finances et du commerce. - Paris, Dentu, 1857. 2 vol. in-8°.

IPPOLITO (B.). *Les Chambres de commerce dans l'économie française*. - Bordeaux, Delmas, 1946.

LECHEVALIER (G.). *Du rôle économique et financier des Chambres de commerce dans les ports maritimes*. - Sl., 1906. In-8° (Thèse, Paris).

LOEZ (A.). *Le suicide des Chambres de commerce*. - Saint-Maixent, Imp. Garnier, 1925. In-8°.

PAULET (C.). *Chambres consultatives. Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie. Conseils généraux du commerce, etc.* (Extr. du Répertoire « Béquet »). - 1886. In-4°.

SAVARE (L.). *Des Chambres de commerce*. - 1904. In-8° (Thèse, Caen).

WYBO (Bernard). *Le Conseil de commerce et le commerce intérieur de la France au XVIII^e siècle*. - Paris, Loviton, 1936. In-8° (Thèse, Paris).

2° MONOGRAPHIES (ordre alphabétique de lieux) :

LEVRON (Jacques). *La Bourse de commerce d'Angers au XVIII^e siècle*. - Angers, éd. de l'Ouest, 1933. In-8°.

VAN HOUTTE (Hubert). *Chambres de commerce et tribunaux de commerce en Belgique au XVIII^e siècle* (déjà cité).

BRUTAILS. *Inventaire du fonds de la Chambre de commerce de Bordeaux*. - Bordeaux, 1893. In-4°.

Centenaire de la Chambre de commerce de *Chalon-sur-Saône, Autun et Louhans*. Un siècle de vie économique en Saône-et-Loire (1843-1943). - Chalon-sur-Saône, Impr. du Courrier, 1943.

Geschichte der Handelskammer zu *Frankfurt-a-M.* (1707-1908). Beiträge z. Frankfurter Handelsgesch. Hrsg. v. d. Handelskammer zu Frankfurt-a-M. 1908.

FAURE (A.). Les Parères de la Chambre de commerce de *Guyenne*. - Bordeaux, 1913. In-8° (Thèse, Bordeaux).

BARREY (Ph.). Une Chambre de commerce indépendante au XVIII^e siècle : les représentants du commerce du *Havre* (Bulletin du Comité des Travaux historiques, Sciences économiques et sociales, 1909).

Historique de la Chambre de commerce de *Lille*, 1714-1918. - Lille, Dunel, 1921. In-8°.

GUIBERT (L.). Les syndics du commerce à *Limoges*. - Limoges, 1890. In-8°.

PARISSET. Histoire de la Chambre de commerce de *Lyon*. - Lyon, 1886. In-4°.

MOREL-JOURNEL (Henry). Notes sur la Chambre de commerce de *Lyon*, à l'usage de ses membres. - Lyon, impr. Rey, 1937. In-8°.

TEISSIER. Inventaire des Archives historiques de la Chambre de commerce de *Marseille*. - Marseille, 1878. In-4°.

DUCROCQ. La Chambre de commerce de *Marseille*, à propos d'une publication récente (Bulletin du Comité des Travaux historiques, Sciences économiques et sociales, 1893).

ANTONELLI. La Chambre de commerce de *Marseille* sous l'Ancien Régime (Nouvelle Revue, octobre 1909).

FOURNIER (Jos.). La Chambre de commerce de *Marseille* d'après ses archives historiques. - Marseille, Barlatier, 1910. In-8°, 47 p. (Revue d'histoire moderne et contemporaine, juillet-août 1910, p. 215 et suiv.).

BERGASSE (L.). Notice historique sur la Chambre de commerce de *Marseille* (1599-1912). - Marseille, 1913. In-8°.

FOURNIER (J.). La Chambre de commerce de *Marseille* et ses représentants permanents à Paris (1599-1875). Etude historique et documents inédits. - Marseille, 1920. In-8°.

RUGGERI (François). Le Conseil de commerce de *Marseille* (14 prairial an IX-24 ventôse an XI). 1928. In-8° (Thèse, Aix).

La Chambre de commerce de *Marseille*. Son histoire, ses fondations, sa bibliothèque. - Marseille, Société anon. du Sémaphore, 1935. In-8° 49 p.

Le port de Marseille, son cadre, son évolution, son rôle économique. Le port aérien de Marignane. La Chambre de commerce de *Marseille* (Notice publiée par la Chambre de commerce de Marseille). - Marseille, 1937. In-8°.

FOURNIER (Joseph). Inventaire des archives de la Chambre de commerce de *Marseille*. - Marseille, Chambre de commerce, 1940. In-f°.

LOEZ (Alexandre). La Chambre de commerce de *Niort* et des Deux-Sèvres. - Niort, impr. Saint-Denis, 1947.

HAUG (H.). Die Handelskammer zu *Strasbourg* (1803-1903). - 1903. In-8°.

ROZY (Henri). La Chambre de commerce de *Toulouse* au XVIII^e siècle. Esquisse historique. - Paris, Guillaumin, 1879. In-8°.

Vu le 19 Novembre 1949.

Le Président du Jury :

G. LEPOINTE.

Le Doyen de la Faculté :

L. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

J. SARRAILH.

Table des matières.

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

CHAPITRE I.

Origines des Institutions Commerciales	9
--	---

CHAPITRE II.

La Juridiction consulaire avant le XVIII^e siècle.

I. — Création de la juridiction consulaire d'Amiens.	13
II. — Erection en office du greffe du Consulat	17
III. — Conflit avec les échevins et les procureurs	21
IV. — Revendications du corps des marchands	24

CHAPITRE III.

La Juridiction consulaire au XVIII^e siècle

I. — Les différentes juridictions d'Amiens au XVIII ^e siècle . .	28
II. — Organisation du Tribunal Consulaire.	
A. — Election des juge et consuls.	
1 ^o <i>Avant 1738</i>	31
2 ^o <i>Déclaration royale du 1^{er} juillet 1738</i> . .	35
3 ^o <i>Réformes de Louis XVI</i>	37
B. — Institution de conseillers	38
C. — Le greffe	39
D. — Les huissiers	42
III. — Compétence du Tribunal consulaire.	
A. — Compétence <i>ratione loci</i>	45
B. — Compétence <i>ratione personæ</i>	46
C. — Compétence <i>ratione materiæ</i>	48
1 ^o <i>Foires</i>	49
2 ^o <i>Commerce maritime</i>	50
3 ^o <i>Faillites et banqueroutes</i>	51

IV. — Procédure devant le Tribunal consulaire.

A. — Tenue des audiences	55
B. — Introduction de l'instance	56
C. — Comparution des parties	57
D. — Théorie des preuves	58
E. — Expertises et arbitrages	60
F. — Renvois	61
G. — Prononcé de la sentence	62
H. — Exécution de la sentence	63
I. — Voies de recours	65
J. — Transcription des actes et sentences . . .	67

V. — La Chambre et le Corps consulaires dans leurs rapports avec le Pouvoir royal et avec les autres Corps constitués.

A. — Activité extra-judiciaire des juge et consuls ..	68
B. — Privilèges des consuls	70
C. — Questions de préséances	72
D. — Conflit avec la Municipalité.	74
E. — Les Députés du Consulat	76

CHAPITRE IV.

La Chambre de commerce de Picardie	78
I. — Les Assemblées générales du Commerce	79
II. — L'action de l'Intendant J.-B. Chauvelin	81
III. — Hésitations du négoce amiénois	85
IV. — Intervention du Pouvoir royal	86
V. — L'arrêt du Conseil du 6 août 1761	88
VI. — Ouverture de la Chambre et de la Bourse	91
VII. — Question de l'admission des fabricants à la Chambre de commerce	95
VIII. — Activité de la Chambre de commerce.	99
A. — Appui donné aux Manufactures	99
B. — Etude des questions relatives à la navigation.	102

CHAPITRE V.

Le Tribunal de commerce d'Amiens avant l'entrée en application du Code de commerce.

I. — Substitution du Tribunal de commerce au Consulat ..	106
II. — Installation du Tribunal de commerce d'Amiens	108
III. — Suppléants et avoués	113
IV. — Sous la Convention	115

V. — Sous le Directoire	117
VI. — Sous le Consulat et le début de l'Empire.	119
VII. — L'évolution de la juridiction commerciale	120

CHAPITRE VI.

De la suppression de la Chambre de commerce à sa reconstitution.

I. — Suppression de la Chambre de commerce	124
II. — Projet de Comité de commerce	126
III. — Organismes intermédiaires.	
A. — Comité des 21.	128
B. — Bureau du commerce	129
C. — Conseil d'agriculture, arts et commerce.	
1 ^o <i>Création du Conseil</i>	130
2 ^o <i>Attributions du Conseil.</i>	132
IV. — Reconstitution de la Chambre de commerce	134
V. — Caractères comparés de la Chambre de commerce sous l'Ancien Régime et dans le Droit moderne français	137
A. — Création des Chambres de commerce.	137
B. — Composition et recrutement.	138
C. — Attributions	140
D. — Administration financière	141
CONCLUSION	143
SOURCES	145
I. — Sources manuscrites.	
A. — Archives départementales de la Somme	146
B. — Archives communales d'Amiens	147
C. — Archives Nationales	147
II. — Documents imprimés originaux	148
III. — Recueils de textes	149
IV. — Bibliographie.	
A. — Histoire générale d'Amiens et de la Picardie .	149
B. — Histoire de la juridiction consulaire.	
1 ^o <i>Ouvrages anciens</i>	150
2 ^o <i>Ouvrages généraux modernes</i>	151
3 ^o <i>Monographies</i>	152
C. — Histoire des Chambres de commerce, Bourses, etc.	
1 ^o <i>Ouvrages généraux.</i>	154
2 ^o <i>Monographies</i>	154
TABLE DES MATIÈRES	157-158-159

AMIENS
IMPRIMERIE YVERT & C^{ie}
46, Rue des Trois-Cailloux. 46

—
23 Novembre 1951

